

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES DROITS DU PÈRE DE FAMILLE DANS L'ENSEIGNEMENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Samedi 20 mars 1920 à 15 heures 30

PAR

René GILLES

Président : M. LARNAUDE, professeur

*Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, professeur
ROLLAND, professeur*

PARIS (5^e)

M. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16. Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

—
1920

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

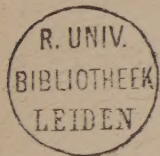
FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES DROITS DU PÈRE DE FAMILLE DANS L'ENSEIGNEMENT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Samedi 20 mars 1920 à 15 heures 30



PAR

René GILLES

Président : M. LARNAUDE, professeur

*Suffragants : { MM. CHAVEGRIN, professeur
ROLLAND, professeur*

PARIS (5^e)

M. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

—
1920

A LA MÉMOIRE DE MON FRÈRE

LE SOUS-LIEUTENANT HENRI GILLES

Mort pour la France.

BIBLIOGRAPHIE

LISTE ALPHABÉTIQUE DES OUVRAGES

- ALSAC et GAUTHIER. — *Ecole et Famille*. Coopération des parents et des maîtres. Marseille, 1909.
- BARRAU. — *Du rôle de la Famille dans l'Education*. Paris, 1857.
- BARRET (Emile). — Le Conflit entre l'Eglise et l'Etat sur la question scolaire. *Thèse Paris*, 20 décembre 1912. Limoges, 1913.
- BAUDRILLART (Henri). — *La Famille et l'Education en France, dans leurs rapports avec l'état de la société*. Paris, 1874.
- DE BEAUCHAMP. — *Recueil des lois et règlements sur l'Enseignement supérieur*. Tome VI, juin 1898-janvier 1909. Paris, 1910.
- BIBERT (Henri). — *Les Bourriques*. Paris 1910.
- BIÉTRY (Pierre). — *La Séparation des Ecoles et de l'Etat*. Paris, 1906.
- (B. I. R. S.). — *Les enquêtes du B. I. R. S.*
- N° 3. Les manuels scolaires condamnés par l'Episcopat. Extraits. Paris.
- N° 4. Les manuels scolaires condamnés par l'Episcopat. Commentaire. Paris.

N° 5. L'Image dans les manuels scolaires condamnés par l'Episcopat. Paris.

BocQUILLON (Emile). — *Pour la Patrie*. Paris, 1907.

BONZON (Jacques). — *La législation de l'enfance*, 1789-1894. Paris, 1894.

BORNET. — *L'Ecole libre de demain*. Lyon 1902.

BRICOUT (Abbé). — *Ce qu'on enseigne aux enfants dans nos écoles publiques*. Exposé et réfutation. Paris, 1911.

CHAMPEAU. — *De l'Education dans la Famille*. Paris, 1868.

(CONGRÈS). — *Troisième Congrès international d'Education familiale* (21-25 août 1910). Bruxelles, 1910.

CORNE (H.). — *De l'éducation publique dans ses rapports avec la Famille et l'Etat*. Paris, 1844.

CROUZET (Paul). — *Maîtres et Parents*. Etude et enquête sur la coopération de l'Ecole et du Lycée avec la Famille. Paris, 1906.

CROZAT. — *Essai des droits et des devoirs de la Famille et de l'Etat en matière d'enseignement et d'éducation*. Paris, 1883.

DESCHAMPS (Abbé). — *Les droits de la Famille en matière d'éducation*. Périgueux, 1878.

DETOURBET. — *La loi du 28 mars 1882 sur l'Enseignement Primaire obligatoire*. Commentaires. Paris, 1884.

DEVOGEL (Victor). — *La collaboration de l'Ecole et de la Famille*. Paris-Bruxelles, 1913.

DUBALLET (Chanoine). — *La Famille, l'Eglise, l'Etat dans l'Education*. Pullay, 1910.

DUPANLOUP (Monseigneur). — *De l'Education*. Paris, 1861.

— *Lettres sur l'Education particulière*. Paris.

FAYET. — *La vérité pratique sur l'Instruction gratuite et obligatoire*. Paris, 1871.

FONSEGRIVE (G.). — *L'Etat moderne et la Neutralité scolaire*. Paris, 1910.

(Collection *Science et Religion*, n° 554.

GACHE (Ferdinand). — *Collégiens et Familles*. Toulouse, 1910.

GALLOIS (Dr Paul). — Les Associations de Parents d'Elèves des Lycées (Conférence faite à Lyon le 19 février 1912 (Extrait de la *Nouvelle Revue*, 1^{er} mai 1912). Paris, 1912.

GIBON (Fénelon). — *Memento de l'Enseignement Libre*. Paris, 1910.

— *Où mène l'Ecole sans Dieu*. Paris, 1910.

GOBRON (Louis). — *Législation et Jurisprudence de l'Enseignement public et de l'Enseignement privé en France et en Algérie*. Paris, 1900.

GOURAUD (Monseigneur). — *L'Education dans la Famille*. Vannes, 1915.

GUIRAUD. — *Histoire partielle. Histoire vraie*. Paris, 1911.

GURNAUD (D.). — *La Crise de l'Ecole laïque. L'Ecole et la Famille*. Paris, 1909.

LAUDE (Chanoine). — *Manuel des Ecoles libres*. Organisation. Législation. Jurisprudence. Paris, le Mans, 1912.

LAVOLLÉE (René). — *L'Etat, le Père et l'Enfant*. Paris, 1905.

LEGOUVÉ. — *Les Pères et les Enfants au XIX^e siècle*. Paris.

LESSHAFT (Dr). — *De l'Education de l'enfant dans la famille et de sa signification*. Paris, 1894.

(Lettre). — *Lettre pastorale des Cardinaux Archevêques et Evêques de France sur les droits et les*

- devoirs des parents relativement à l'école.* Paris, 1909.
- (Lutte). — *La Lutte scolaire en France.* Leçons professées à l'Ecole des Hautes Etudes sociales. Paris, 1912.
- MARION. — *Manuels scolaires condamnés.* Aubenas, 1910.
- MAZE-SENCIER (Georges). — *L'Erreur primaire. Revues pédagogiques et scolaires. Manuels scolaires.* Paris, 1911.
- (Mémoires). — *Mémoires et Documents scolaires publiés par le Musée Pédagogique (2^e série).* Paris, 1889.
- DE MONZIE (A.). — *Les Réformes scolaires.* Paris, 1907.
- NÈGRE (Monseigneur). — *Documents du Saint-Siège sur les Ecoles* (Texte et traduction). Paris, 1911.
- PONSON (Mme). — *L'Education par la Famille et par l'Ecole.* Paris, 1910.
- POUGET (Chanoine). — *Guide de l'Ecole libre.* Paris-Reims, 1910.
- PRÉVOST-PARADOL. — *Du rôle de la Famille dans l'Education.* Paris, 1857.
- RENAN. — *La part de la Famille et de l'Etat dans l'Education.* Paris, 1869.
- SCHMIT (Henri). — *Les Arrêts du Conseil supérieur de l'Instruction publique annotés et précédés de la Législation en vigueur.* Paris, 1911.
- SERTILLANGES. — *La Famille et l'Etat dans l'Education.* Paris 1907.
- SILVY (A.). — *Essai d'une bibliographie historique de l'Enseignement secondaire et supérieur en France avant la Révolution.* Paris, 1894.
- TISSOT (P.). — *L'éducation dans la Famille et dans les Ecoles.* Lyon, 1872.

DE VAUGIRAUD (Jacques). — Des Rapports entre les Instituteurs et les Pères de famille (*Thèse Paris*, 16 février 1911, Paris, 1911.

VAUJANY (Joseph). — *L'Ecole primaire en France sous la troisième République*. Paris, 1912.

VÉRAX (Hégesippe). — *Le Poison scolaire ou les Manuels condamnés*. Lyon, 1912.

VINET. — *L'Education, la Famille, la Société*.

LISTE ALPHABÉTIQUE DES REVUES

Associations de Famille et la Neutralité de l'Ecole (Les).

Tracts de l'Action populaire de Reims. Sorte de bulletin mensuel, 1908-1911. Fusionne en 1911 avec *Ecole et Famille*.

Bulletin de Législation Scolaire.

Recueil trimestriel, depuis le 15 janvier 1911, de Législation et de Jurisprudence sous la direction de M. Gobron.

Bulletin de la Ligue Française de l'Enseignement.

Bulletin de la Société Générale d'Education et d'Enseignement.

Cité sous cette forme *B. de la S.G.E.E.* (Bibliographie des articles parus sur la Législation scolaire de 1900 à 1910 *B. de la S.G.E.E.*, 1911, p. 449).

Correspondance Hebdomadaire de la Ligue de l'Enseignement.

(Rubrique spéciale consacrée à la défense de l'Ecole).

Ecole (L').

Revue d'Enseignement Primaire et Primaire Supérieur (Abbé Audollent).

Ecole et Famille.

Bulletin mensuel de l'Union des Associations Catholiques de Chefs de Famille.

1912-Juillet 1914. Publication suspendue pendant la guerre. Reprise en juin 1919.

L'Ecole libre.

Revue mensuelle de l'Union des Associations
Scolaires de la Région Lyonnaise.

Famille et Lycée.

Organe des Associations de parents d'Elèves des
Lycées et Collèges.

Bulletin trimestriel (depuis octobre 1907).

Manuel général de l'Instruction primaire.

Cf. en 1910. Enquête sur la Neutralité scolaire.

Parents et Maîtres.

Revue mensuelle des Associations des Pères de
famille. Directeur M. Gurnaude.

1^{re} année 1908-1909 : 10 numéros.

2^e année 1909-1910 : 9 numéros.

3^e année 1910-1911 : 6 numéros.

Publication suspendue le 25 mai 1911 (556 pages).

La Question scolaire.

Revue Mensuelle. Organe des Associations Fami-
liales de l'Ain. Directeur : Chanoine Tournier.

Revue Catholique des Institutions et du Droit.

Organe du Congrès des Jurisconsultes catho-
liques.

*Revue de l'Enseignement Primaire et Primaire Supé-
rieur.*

Revue d'Organisation et de Défense Religieuse.

Citée sous cette forme : *R. O. D.* Publication de
la Bonne Presse. 1^{re} année, bi-mensuelle.

Publication suspendue depuis août 1914.

Revue Pédagogique.

(Darlu-Boutroux-Lavisse).

Le Volume.

Revue pédagogique hebdomadaire (Jules Payot).

CENTRES DE RENSEIGNEMENTS

Action Populaire de Reims.

Reims, rue des Trois-Raisinets, transférée à Paris, 59, rue Saint-Didier.

Bureau d'Informations Religieuses et Sociales (B. I. R. S.).

Directeur : M. Georges Maze-Sencier. Anciennement, 13, rue de Miromesnil. A cessé de fonctionner et a passé ses dossiers à l'*Action Populaire*.

Comité de Défense des Droits du Père de Famille.

(Abbé Garnier), 123, rue Montmartre.

Fédération des Associations de Parents d'Elèves.

(Président : M. le Dr Paul Gallois), 17, rue de la Bienfaisance.

Ligue de l'Enseignement.

3, rue Récamier.

Musée Pédagogique.

Rue Gay-Lussac.

Secrétariat Général des Associations de Pères de Famille.

Secrétaire Général : M. D. Gurnaud. Anciennement, 41, rue de Lévis et 97, rue du Ranelagh. N'existe plus par suite de la mort de M. Gurnaud, mort pour la France le 7 avril 1915 au bois de Mortemart (Sergent au 157^e R. I.).

Société Générale d'Education et d'Enseignement.

Président : Colonel Keller. Anciennement 35, rue de Grenelle, transférée 14 bis, rue d'Assas.

Union des Associations Catholiques de Chefs de Famille.

Président : M. Guiraud. Anciennement, 35, rue de Grenelle, transférée 14 bis, rue d'Assas.

ESSAI DE BIBLIOGRAPHIE CRITIQUE

CHAPITRE PREMIER

LE DROIT D'ÉDUCATION DU PÈRE DE FAMILLE

Sur le point de vue *juridique*.

Les traités généraux de Droit Civil, en particulier Demolombe.

Sur le point de vue *social*.

Dupanloup. Complet, particulièrement intéressant au point de vue littéraire et philosophique.

Lavollée, Duballet, Crozat. Ce dernier déjà ancien (1883) se recommande par l'ampleur de la discussion.

Sur le point de vue *historique*.

Les Archives Parlementaires sont très complètes en ce qui concerne la législation scolaire de la Révolution.

Biétry contient également de nombreux extraits des projets Lepelletier etc...

CHAPITRE II

LUTTE SCOLAIRE

La Bibliographie est très copieuse et très vaste mais ne se recommande pas toujours par la modération,

la précision, la nouveauté ou la valeur. Beaucoup d'ouvrages qui ne présentent qu'un intérêt d'actualité. Beaucoup de redites.

Les Revues.

Consulter surtout pour le point de vue *catholique* :

Trois grandes revues spéciales qui donnent principalement le point de vue juridique :

B. de la S. G. E. E. (Bulletin de la Société Générale d'Education et d'Enseignement).

R. O. D. (Revue d'Organisation et de Défense Religieuse). Publication de la Bonne Presse.

Revue Catholique des Institutions et du Droit (Organe des Jurisconsultes catholiques). Très conservateur.

On peut négliger, du point de vue juridique, les articles de revues locales ou de journaux qui ne font guère que reprendre les motifs des trois revues précitées.

Cf. cependant *Echo de Paris*, 17 juin 1908 et seq. 9 articles de Gurnaud (*Libéral*).

Point de vue *laïque*.

La Revue Pédagogique.

Voir *surtout* la bibliographie très bien faite des principales revues pédagogiques et scolaires laïques dans Maze-Sencier. Premier ordre. Indique très bien les nuances.

Les Ouvrages.

Les plus intéressants à consulter sur la crise scolaire sont Gurnaud (qui insiste surtout sur le côté juridique), Guiraud (point de vue historique), Maze-Sencier (social), Fonsegrive (philosophique) ; le premier surtout libéral, les trois derniers surtout catholiques.

Bibert n'est qu'un ouvrage de polémique.

Les Manuels.

Pour la Bibliographie des Manuels condamnés cf. *B. de la S. G. E. E.*, 1911, p. 620-624. I.—Ouvrages spéciaux; II.—Chapitres d'ouvrages généraux; III.—Articles de Revues ou de Journaux.

Les enquêtes du *B. I. R. S.* donnent de larges extraits des Manuels condamnés.

Marion, Vérax, Bricout donnent également le point de vue catholique.

Rôle des Evêques.

Bibliographie très complète des Lettres pastorales et des Mandements épiscopaux dans *B. de la S. G. E. E.*

Cf. aussi Nègre, qui donne les documents du Saint-Siège sur les écoles.

Société Générale d'Education et d'Enseignement.

Cf. *le Correspondant*, 25 février 1888, 25 mai 1893, 10 juin 1919.

La Documentation Catholique, juin 1919.

CHAPITRE III

LES DROITS DU PÈRE DANS L'ENSEIGNEMENT DOMESTIQUE ET PRIVÉ

A. Enseignement *domestique*.

Presque tous les ouvrages étudient la question du point de vue *social* et non du point de vue juridique.

En ce sens, Barrau, premier prix d'un concours de l'Institut (1857) sur le rôle de la Famille dans l'Education dont le second prix fut attribué à Prévost-Paradol.

Mêmes préoccupations chez Renan, Dupanloup,

Baudrillart, Legouv  qui n'insistent pas moins sur les devoirs de la famille que sur ses droits.

Tendance encore plus marquée au 3^e Congrès International d'Education familiale de Bruxelles (Août 1910).

B. Enseignement *privé*.

Au premier plan, les *Guides de l'Ecole libre* publiés par des spécialistes qui insistent surtout sur le côté pratique.

Publiés sous les auspices de la Société Générale d'Education et d'Enseignement (F. Gibon) ou de l'Action Populaire de Reims (Pouget) ou par un directeur diocésain de l'ouest (Laude le plus récent).

CHAPITRES IV ET V

LES DROITS DU PÈRE DE FAMILLE DANS L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

Sur l'*Organisation Générale* du service public de l'Enseignement : cf. les divers traités de Droit Administratif.

Sur la *loi du 28 mars 1882* :

Detourbet. Très complet. Nettement favorable à la loi. Ancien, 1884.

Sur la *Jurisprudence* :

Schmitt et de Beauchamp. Publications en cours.

Sur la *Collaboration gracieuse*.

Comme *Ouvrages* :

Crouzet, 1906, qui pose les premiers jalons.

Alsac, simple brochure, mais pleine d'intérêt.

Gallois, qui insiste sur les premiers résultats obtenus, 1912, cf. aussi Gache.

Comme *Revue* :
Famille et Lycée
Sur la *Collaboration contentieuse* :

Comme *Ouvrages* :

De Vaugiraud. *Thèse de Paris* déjà ancienne
16 février 1911.

Vaujany. Particulièrement intéressant au point
de vue historique.

Barret. Excellente *thèse de Paris*, 20 décembre
1912.

Comme *Revues* :

Au premier rang *Ecole et Famille* et subsidiairement
Les Associations de Famille et la Neutralité ;
pour la région du Sud-Est : *la Question scolaire*,
l'Ecole libre.

CHAPITRE VI

LES PROJETS DE RÉFORME

Source principale : le *Journal Officiel* et les *Documents Parlementaires*. Certains ont été l'objet d'un tirage spécial, comme la proposition Biétry, la proposition Thalamas (*Temps* du 30 octobre 1909) Cf. sur la proposition Gurnaud :

Revue Hebdomadaire du 25 décembre 1909.

Echo de Paris.

CHAPITRE PREMIER

LE DROIT DU PÈRE DE FAMILLE DANS L'ÉDUCATION

§ 1. — Les bases

1. *Par quelle autorité.* — Il n'est guère contestable que l'enseignement soit une œuvre d'autorité. Plus contestée, la question de savoir à quelle autorité, soit dans l'éducation, soit dans l'instruction, doivent être dévolus contrôle et direction.

Quels sont en cette matière les droits du père de famille ? Quel est leur fondement, leur nature, leurs limites, leur champ d'application ? Sont-ils restreints à l'enseignement domestique ou privé ? S'étendent-ils aussi à l'enseignement public et dans quelle mesure ?

Tracer les frontières de ce droit n'implique aucun préjugé sur les droits dont peuvent se prévaloir les

autres autorités — Eglise, Etat, droits des syndicats, droits de l'enfant — et ce serait trahir notre pensée que de voir, dans des propositions affirmatives du droit du père de famille, la négation implicite de toute autre autorité et de ses droits légitimes, en matière d'enseignement. S'il n'est question ici que de l'autorité du père de famille, c'est qu'il peut invoquer des titres propres et, pour ainsi dire, personnels.

2. Caractère spécifique de l'autorité du père de famille dans l'éducation. — Les autres autorités, pour légitimer leur intervention, mettent en avant des arguments d'ordre général, qui s'adressent à une collectivité, à une universalité, qu'elle soit définie par l'adhésion à une croyance commune ou par la vie sur un territoire déterminé.

Ici, le fait générateur du droit, la paternité, est essentiellement individuel. Que ce caractère particulariste du droit exerce sur sa manière d'être et sur son développement, une lointaine et profonde répercussion, c'est ce que prouvera après une rapide excursion dans le domaine de la philosophie, l'exposé élémentaire de quelques principes de droit naturel et de droit positif.

3. Le père éducateur par définition même. — Il y a d'abord une raison très forte pour que le père soit

l'éducateur de son fils, c'est qu'il l'est en quelque sorte par définition même. Qu'il le veuille ou non, le père transmet à son fils, en même temps que la vie, un ensemble de tendances et d'habitudes qui, dans une mesure fort large, conditionnent ses actes. Or, qu'est-ce que transmettre des habitudes, sinon éduquer ? La naissance est donc, par elle-même, une première éducation, mais il est encore plus vrai de dire que l'éducation est une seconde naissance. N'a-t-elle pas pour objet de faire parvenir l'enfant à la plénitude de l'être ? (1) Et ne mérite-t-il pas le nom de père celui qui, par son enseignement, a formé le caractère et l'âme même de l'enfant ? Ainsi le père, par le sang, ne sera véritablement père que s'il l'est aussi par l'enseignement et il semble rationnel d'admettre qu'il préside à l'enseignement, comme il a présidé à la naissance.

N'est-ce pas de droit naturel ?

4. Le droit d'éducation du père de famille est conforme à l'intérêt de l'enfant, de la famille, de la société.

— Il serait facile de prouver que ce droit est en parfaite harmonie avec l'intérêt de l'enfant, de la famille, de la société.

Aimer quelqu'un, c'est lui vouloir du bien. Or,

1. Lettre pastorale de Monseigneur Amette sur l'éducation (1910).

l'éducateur instruit ses élèves dans leur intérêt. Donc, l'éducation prend sa source dans l'amour. Or qui donc aimera le mieux les enfants que le père de famille ? Amour égoïste peut-être, mais d'autant plus profond. Qui sera mieux à même de connaître leurs besoins que celui qui vit perpétuellement avec eux ? Qui pourra mieux sauvegarder le principe de l'unité d'éducation, si précieux pour les intérêts de l'enfant, que le père de famille déjà, par définition même, éducateur plus qu'à moitié ?

Si l'école est l'ennemie de la famille, l'enfant soumis à deux influences, non pas seulement rivales mais hostiles, choisira de préférence celle qui flatte le mieux ses tendances ou ses passions. De toute façon il y aura division et beaucoup d'efforts perdus. Comme on ne saurait demander, pour maintenir cette unité essentielle, de faire de la famille le prolongement de l'école, on est naturellement amené à s'orienter vers l'autre solution. Et la famille gagnerait beaucoup en force et en cohésion à cette puissance de rayonnement.

La société tout entière n'y trouverait pas moins son compte (1), s'il est vrai que la famille forte fait la société forte. En tout cas, la continuité entre les générations semble mieux assurée, si le père préside à l'éducation des fils, que si les jeunes enfants

1. Dupanloup. *De l'Education*, t. I, Introduction, p. vi.

sont livrés, sans contrôle et sans contrepoids, à des maîtres plus instruits sans doute, mais dont la formation, si soignée qu'on la suppose ne les met pas toujours à l'abri des hardiesses excessives (1), ou des points de vue étroits. Bien des crises de croissance, si dangereuses pour l'organisme social, auraient été moins douloureuses, si la solidarité entre les pères et les fils avait été plus grande et sans doute elle aurait été accrue, si le père avait joué, dans l'enseignement, un rôle moins effacé.

5. *Le fait que les parents peuvent manquer à leur devoir n'est pas une raison suffisante pour les priver de leurs droits.* — Mais, dira-t-on, qui guérira jamais l'ignorance des parents et, qui pis est, leur coupable indifférence ? Les lamentations de M. de Casson, président de la Fédération de l'Aisne au 1^{er} Congrès des Associations catholiques de chefs de famille, font écho, sur ce point, aux propos bien connus de Marcel Prévost :

« Voyez-vous, Françoise, c'est par la réforme des parents que doit commencer toute réforme de l'enseignement » et la même pensée inspirait sans doute la boutade d'un membre du Congrès d'éducation morale de Bruxelles en 1910 : « Ah ! que les enfants ne sont-ils nés sans parents ! ».

1. O. Hamelin, *L'Education par l'instruction*.

Mais, de ce que les parents comprennent parfois fort mal leur devoir, s'ensuit-il qu'on doive les priver de leurs droits? Ce serait, au contraire, les mettre dans l'impossibilité radicale de les remplir, le jour où ils s'en aviseraient. C'est bien plutôt en prêchant aux parents leurs droits, qu'on les incite à se rendre dignes de les exercer. La revendication des droits est liée à l'accomplissement des devoirs. Il faut inculquer aux parents leur responsabilité et non leur ôter les moyens de la mettre en œuvre.

§ 2. — **Fondement et nature juridique**

6. Le droit d'éducation et le Code civil. *Ce droit est un attribut de la puissance paternelle.* — Le droit civil français considère le droit du père de famille comme étant de droit naturel. Ce droit, en effet, n'est pas autre chose qu'un attribut de la puissance paternelle et que la puissance paternelle soit considérée par le Code civil comme étant de droit naturel, c'est ce que les travaux préparatoires démontrent avec un vrai luxe de preuves.

Le Code civil, dans son article 374, a reconnu au père le droit de garde, a réglementé dans les articles 375 à 383 l'exercice du droit de correction, a accordé au père le droit de jouissance légale sur les

biens de son fils mineur (art. 384, 387). Droit de garde, droit de correction, droit de jouissance légale puisent également leur raison d'être dans le droit d'éducation et l'article 1384 du Code civil, qui rend le père responsable des actes de son fils mineur en est l'évidente sanction (1). Si la loi permet au père de ramener l'enfant à son domicile, au besoin par la force, de le faire enfermer, par voie d'autorité ou de réquisition, de disposer de l'usufruit de ses biens n'est-ce pas toujours pour lui permettre de remplir son devoir sacré d'éducateur ?

Vient-il à y manquer, la loi du 24 juillet 1889 sur la déchéance de la puissance paternelle, permet aux tribunaux d'enlever, aux parents indignes, tout ou partie des attributs de la puissance paternelle, sur tel ou tel de leurs enfants pris individuellement. Les restrictions, apportées à la puissance paternelle, par un jugement de divorce ou de séparation de corps, jouent également en ce qui concerne le droit d'éducation des enfants,

La règle à poser ici, c'est que le droit d'éducation doit suivre le droit de garde. Il est clair que l'article 302, en disposant que les enfants doivent être

1. Sur le principe que le père est responsable (Art. 1384) malgré l'impossibilité de fait où il a été d'empêcher le délit ou le quasi-délit s'il a commis la faute de donner à l'enfant une mauvaise éducation. Dijon, 19 février 1875 ; S., 1875., II, 81 ; Douai 7 novembre 1893 et 14 février 1894 ; S., 1894, II, 61.

confiés à l'époux qui a obtenu le divorce, a entendu réserver à cet époux le droit de diriger l'éducation de ses enfants, étant entendu que l'autre conjoint, qui reste tenu de contribuer selon ses facultés aux frais de l'éducation, conserve le droit de surveiller l'entretien et l'éducation de ses enfants, sous le contrôle de l'autorité judiciaire (art. 303).

Le droit d'éducation suit encore le droit de garde, dans le cas où la mère, à qui les enfants sont confiés, a refusé la tutelle après la mort du mari. C'est à elle, indiscutablement, qu'appareiendra le droit d'éducation, bien que l'enfant ait son domicile légal chez son tuteur (art. 108 du Code civil) (1). Le droit du père de famille dans l'éducation est donc indissolublement lié à la puissance paternelle elle-même.

1. En présence du testament, par lequel le *de cuius* désigne comme tuteur de son fils, né d'un premier mariage, l'aïeul maternel de celui-ci et ajoute que le mineur devra être élevé par sa seconde femme, qui choisira les écoles auxquelles devra être confié l'enfant, les juges de fond peuvent décider qu'il n'y a pas là constitution de deux tutelles, l'une aux biens, l'autre à la personne de l'enfant, la seconde femme du *de cuius* étant uniquement chargée d'une mission de confiance, relative à la garde et à l'éducation de l'enfant. Cette mission n'est pas une tutelle et laisse au tuteur la fixation à son domicile du domicile légal de l'enfant et l'initiative des mesures de correction. Cass., rejet, 14 mars 1917 sur Lyon, 28 décembre 1915. S. *Bulletin des Sommaires*, 1917, p. 3.

7. Ce droit n'est pas une liberté individuelle. —

Bien différent, en cela, des libertés individuelles, qui apparaissent toujours comme une conquête faite sur le pouvoir, il est en quelque sorte antérieur au pouvoir lui-même. La puissance paternelle n'est pas une autorité créée de toute pièce par la loi. La loi la consacre et la réglemente en la sanctionnant. Le droit du père dans l'enseignement est donc, de sa nature, sinon dans son développement, absolument distinct des droits de l'homme et du citoyen. Ce n'est pas une liberté individuelle.

La preuve, c'est que c'est un pouvoir sur quelqu'un. Or, rien ne répugne davantage à la nature de la liberté individuelle. La liberté individuelle ne met en présence ni débiteur, ni créancier ou, si l'on veut trouver un débiteur de la liberté individuelle, on est obligé de dire par fiction que c'est la société. Mais, en somme, aucun lien de subordination n'est créé par le libre jeu des libertés. Les libertés s'entrecroisent. Elles ne se hiérarchisent pas. Grande différence avec la puissance paternelle qui est bien au sens propre, non pas une liberté mais une puissance, c'est-à-dire un pouvoir sur quelqu'un.

Dira-t-on qu'en séparant ainsi la cause du droit du père dans l'enseignement de celle des libertés individuelles, on en affaiblit singulièrement la portée et qu'on quitte le terrain solide des réalités

constitutionnelles pour les rêveries aventureuses du droit naturel ? Reste à savoir, si ces rêveries elles-mêmes ne sont pas aussi sérieusement protégées par la conscience publique, que les droits politiques de l'homme et du citoyen, fussent-ils inscrits dans la constitution. D'abord, en l'état actuel du droit, ils ne le sont pas et les célèbres principes de 1789 n'ont en France que valeur coutumière. Et c'est proprement à cette valeur coutumière qu'ils doivent d'avoir survécu aux lois et aux régimes. Or, telle est justement la vertu que nous revendiquons pour la puissance paternelle, droit naturel. Restreinte ou limitée pour un temps par la loi positive, elle lui survivra toujours, aussi longtemps que la famille sera la cellule sociale.

8. *Inaliénabilité et incessibilité.* — Étant un attribut de la puissance paternelle, le droit du père, dans l'enseignement, est incessible et inaliénable comme elle. Tous pactes ou transactions qui porteraient atteinte à ce droit, ou qui tendraient à en transférer l'exercice à un tiers devraient être réputés non écrits, comme contraires à l'ordre public (1).

1. Une convention, par laquelle une mère abandonne à un tiers pour une durée déterminée la garde et l'éducation de son enfant naturel reconnu, en s'interdisant toute immixtion dans les soins à lui donner et s'engageant à ne pas habiter la même localité et à ne pas visiter l'enfant plus d'une fois par mois,

Doit-on donc refuser toute autorité aux conventions matrimoniales, par lesquelles le père de famille dispose dans quelle religion les enfants seront élevés ?

Ces stipulations, d'un usage assez courant dans le Midi en cas de mariage mixte, la jurisprudence les répute invariablement non écrites et la doctrine est pour ainsi dire unanime à l'approuver (1).

Deux explications néanmoins ont été fournies pour combattre ce système et la seconde, en particulier, ne nous paraît pas manquer de valeur.

La première consiste à dire que le mari ne saurait déterminer souverainement et sans aucune espèce de contrôle la religion dans laquelle les enfants seront élevés, ni même l'éducation qu'ils doivent recevoir (2). L'article 203 du Code civil en effet n'impose pas au mari seul l'obligation d'élever les enfants ; il l'impose aussi à la mère et, si celle-ci n'est pas étrangère à l'obligation, elle ne doit pas non plus rester étrangère au droit qui en est le corollaire nécessaire.

est en réalité un contrat portant cession, pour une période déterminée, des droits essentiels de la puissance paternelle et doit être annulée, comme contraire à l'ordre public. Bordeaux, 26 janvier 1913 ; S., 1914, II, 79. Dans le même sens : Paris, 3 janvier 1917 ; D., 1917, II, 37.

1. Duranton, XIV, n° 24 ; Trophong, I, n° 61 ; Demolombe, VI, n° 295 ; Aubry et Rau, V, § 504, note 2, p. 266 ; Colmet de Santerre, VI, 5 *bis*, II, p. 4 ; Laurent, XXI, n° 120 ; Guilouard, t I, n° 113 et la note.

2. Rodière et Pont. *Traité du Contrat de Mariage*, t. I, n° 63.

Quant à l'obéissance que la femme doit au mari, elle ne saurait préjudicier à des devoirs de conscience. Qu'en conclure sinon qu'en cas de dissentiment entre époux sur l'éducation à donner aux enfants la mère peut faire régler ce dissentiment par les tribunaux? Sans doute, l'article 373 dispose que le père seul exerce l'autorité paternelle pendant le mariage, mais la mère est fondée à prétendre devant la justice que le mari abuse de la sienne et compromet l'avenir moral des enfants.

Cette thèse peut faire valoir, en sa faveur, quelques arrêts de l'ancien droit reconnaissant à la mère le droit de s'opposer à l'éducation que le père entend donner à ses enfants, toutes les fois que le père blesserait la décence et les bonnes mœurs (1).

On peut encore invoquer en faveur des droits de la mère, l'article 141 du Code civil, qui attribue à la mère l'exercice de la puissance paternelle, même pendant le mariage, en cas d'absence du mari, l'article 383 nouveau du Code civil (art. 1^{er} de la loi du 2 juillet 1907) aux termes duquel la puissance paternelle sur l'enfant naturel appartient à celui de ses père ou mère, qui l'a reconnu le premier, l'article 2 de la loi du 3 juillet 1913 qui dispose que la mère exercera, provisoirement, la puissance paternelle à défaut du père empêché par suite de la guerre.

1. Nouveau Denisart. T. VII, v^o Education, n^o 3.

Quelques décisions de jurisprudence soit antérieures soit postérieures à la loi de 1889 semblent reconnaître à l'enfant le droit d'actionner son père au cas où celui-ci aurait mésusé de ses droits de puissance paternelle (1). Or, quel est le représentant naturel de l'enfant quand il est obligé d'agir contre son père, sinon la mère ? Cette intervention de la mère, admise bien que timidement en cas de divorce ou de séparation de corps, ne saurait-elle être étendue, pendant le mariage, à des cas où elle aurait justement pour effet de prévenir, soit le divorce, soit la séparation de corps ?

Nous hésitons à l'admettre, en présence des dispositions impératives de l'article 373 : le père exerce seul cette autorité pendant le mariage.

Mais est-ce véritablement déroger aux droits de la puissance paternelle que d'indiquer la manière dont on entend les exercer ?

La jurisprudence ne commet-elle pas une véritable confusion, en appelant abdication de l'autorité seigneuriale (2) du père sur ses enfants, ce qui n'est que le choix des ministres de l'éducation ? (3). Si l'on

1. Arrêt de Bordeaux (6 juillet 1832, Dalloz, Mariage, n° 611) reconnaissant à un étudiant en médecine le droit d'actionner son père pour qu'il continue à pourvoir aux frais de son instruction médicale.

2. Monseigneur Hugonin. *Philosophie du Droit social*, livre II, 2^e partie, chapitre V.

3. Planiol. *Traité élémentaire*, t. I, n° 1646.

vent que le contrat de mariage soit véritablement la charte de la famille, ne faut-il pas admettre que le père de famille, législateur souverain de cette société première, soit libre de faire connaître, suivant quelles règles il entend remplir les principaux devoirs de sa fonction, et avec quels collaborateurs?

§ 3. — **Conséquences sociales et droits dérivés**

9. *Deux droits dérivés du droit d'éducation — droit de choisir des collaborateurs — droit de contrôler ces délégués.* — Nul n'oserait prétendre que le père de famille, qui a incontestablement le droit de donner lui-même l'éducation à son fils, a, partout et toujours le temps, les moyens, les aptitudes et le goût nécessaire pour donner personnellement cette éducation. Il lui faut des collaborateurs, et le seul moyen que le droit du père ne reste pas illusoire et purement théorique, c'est qu'il ait le libre choix de ses collaborateurs, devenus ainsi ses délégués — droit dérivé.

Mais, les collaborateurs une fois choisis, le père de famille restera-t-il sans action sur eux, sans pouvoir de contrôle ou de direction? Il faut admettre un second droit dérivé, le droit du père de contrôler l'enseignement donné à son fils.

Mais, ne nous écartons-nous pas alors du droit civil pour entrer dans le domaine, plus vaste peut-être mais fâcheusement plus imprécis du droit public? Qui dit droit dérivé ne dit pas droit logiquement et nécessairement déduit, corollaire au sens mathématique du terme. Ce n'est pas de la définition même du droit premier que sont tirés ces droits dérivés, c'est de la considération pratique que, faute d'être étayé par eux, ce droit premier n'est plus qu'une façade fragile. C'est le même raisonnement par analogie, qui fait dire que la liberté de conscience exige la liberté des cultes et que la liberté des cultes commande la liberté des processions. Il s'agit, non d'une exigence logique, mais d'une nécessité pratique. On peut dire, de ces droits dérivés, qu'ils protègent l'expansion du droit du père de famille et sa puissance de rayonnement. Ce sont des cercles concentriques, qui ont toujours le droit du père comme centre, mais dont la circonférence loin d'être circonscrite par le pur droit civil, embrasse, dans le domaine social des aires de plus en plus vastes.

En revanche, à mesure que le droit du père quitte le domaine du droit privé pour les perspectives du droit public, l'État, qui n'intervenait qu'avec grande timidité, dans l'enseignement donné par le père lui-même, commence à lui imposer certaines réserves et certaines limitations dans le choix de ses col-

laborateurs et, pour un peu, il lui refuserait tout droit de contrôle, quand ce collaborateur c'est lui-même.

Tant que le père se contente de donner, individuellement et personnellement, l'instruction, l'intérêt de l'Etat n'apparaît qu'au second plan. Mais, qu'une école soit ouverte, c'est une institution publique, une institution collective qui surgit. L'Etat a son mot à dire. Et, si cette école c'est l'Etat lui-même qui l'ouvre, laissera-t-il le père de famille en devenir le maître? Le contraire n'est-il pas imposé par la notion même de service public?

10. *Le droit du père en présence des institutions sociales.* — Du moment qu'il s'agit d'institutions sociales, le droit du père n'est ni entier ni absolu, et tout ce qu'il peut faire c'est de se transposer en certaines institutions qui ont pour but de sauvegarder ce qu'on peut alors appeler la liberté du père de famille.

En un sens très général, on pourrait dire que toutes les institutions scolaires sont des entraves à la liberté du père de famille. Entraves, les programmes, les examens, les certificats, les grades; entraves, les écoles, surtout les écoles gratuites et subventionnées; entrave, tout système d'enseignement, parce qu'il porte atteinte à la liberté d'indifférence du père de famille et à son pouvoir de choix!

Mais, sans nous arrêter à ce point de vue, qui, poussé à son terme, reviendrait à dire que l'anarchie seule peut assurer la liberté, il est préférable de rechercher, parmi les institutions scolaires, quelles sont celles qui peuvent, le mieux, assurer le respect des droits du père de famille.

De ce point de vue, les deux institutions fondamentales sont : la liberté de l'enseignement et la neutralité dans le service public de l'enseignement.

11. *Le droit du père et la liberté de l'enseignement.*

— La liberté de l'enseignement peut se définir le droit pour le père de famille de choisir entre l'enseignement domestique, l'enseignement privé, l'enseignement public.

L'enseignement domestique est celui qui est donné, individuellement et non publiquement, par des particuliers.

L'enseignement privé est celui qui est donné, collectivement et quasi-publiquement, par des particuliers.

L'enseignement public est celui qui est donné, collectivement et publiquement, par des délégués de l'État.

La liberté de l'enseignement comporte ce triple pouvoir de choix et elle doit permettre au père de

famille de passer, suivant son bon plaisir, d'une branche à l'autre.

Il n'y a pas de liberté d'enseignement, si le père de famille n'est pas laissé libre d'élever son enfant dans la famille — comme par exemple Louis XIV prétendait l'interdire aux religionnaires (art. 7 de l'édit de Fontainebleau) ou comme au milieu du XIX^e siècle la Russie en faisait l'interdiction à ses sujets polonais (1).

Il n'y a pas de liberté d'enseignement, si la fondation et le fonctionnement des écoles libres sont soumis à de telles entraves et conditions, que le choix du père de famille soit pratiquement irréalisable.

Il n'y a même pas liberté de l'enseignement, si, dans le service public de l'enseignement, liberté entière est laissée au professeur d'enseigner ce qui lui plaît et comme il lui convient. Il y aura peut-être alors liberté dans l'enseignement, mais non liberté de l'enseignement et les deux choses sont très différentes. La liberté de l'enseignement a pour but de faire respecter l'autorité des pères de famille ; la liberté dans l'enseignement n'est qu'une sorte d'annexe de la liberté de pensée des professeurs. Il n'est pas vrai que l'enseignement puisse être assimilé à

1. Les enlèvements de Kielce, 1835. Le gouvernement russe enlève aux Israélites polonais des enfants de 8 à 10 ans qu'il envoie dans ses colonies militaires. Barrau, p. 4.

n'importe quelle production de la pensée, car l'instruction, qui met en présence un maître et un élève, est avant tout œuvre d'autorité. Avec la liberté totale et entière dans l'enseignement, il n'y a plus d'enseignement ; mais dira-t-on avec la liberté de l'enseignement, c'est la liberté elle-même qui peut se trouver compromise, si les pères de famille choisissent une école, radicalement adverse de la liberté dans l'enseignement. Tout ce qu'il est permis de dire ici sur une telle hypothèse, c'est qu'elle ne serait nullement contraire aux droits du père de famille dans l'enseignement.

Ce qui le serait, au contraire, c'est si, en face de l'école libre, libre non point parce qu'elle laisse à ses maîtres plus de liberté dans leurs propos ou leurs méthodes, mais libre en ce sens qu'elle ne dépend point de l'État, l'État dressait une école publique, dont l'enseignement répugnerait aux sentiments intimes des pères de famille et la rendait obligatoire. Et c'est pourquoi la loi du 28 mars 1882 qui a proclamé l'obligation a posé, en même temps les bases d'un autre principe, présenté par ses partisans comme le moyen de couper court aux appréhensions légitimes des parents : la neutralité.

12. Le droit du père et la neutralité. — En présence d'individus animés de tendances divergentes

et également armés de droits précis, le droit public transposant en quelque sorte les droits du père dans le domaine des institutions scolaires a essayé de concilier les contraires, par le procédé des moyennes, et d'adapter la rigueur du droit civil à la souplesse de la vie sociale.

Le droit du père de famille en effet considéré dans sa source, qui est la puissance paternelle, et dans sa nature, qui confine au premier chef à l'ordre public, ne connaît ni plus ni moins. Il ne fait acception, ni des personnes, ni des temps, ni des lieux. La nature juridique du lieu, qui donne autorité au père, en matière d'enseignement, ne varie pas avec l'âge de l'enfant, avec sa condition de fortune, avec son degré d'intelligence. A 21 ans, brusquement, le lien se brise ; il ne change pas.

Tout est diversité au contraire et question de nuances, dans la manière de pratiquer, et la liberté de l'enseignement, et la neutralité scolaire. Sous l'influence de causes sociales, tout s'y estompe et s'y dégrade à l'infini.

Même sous un régime dit de liberté, où la loi ne reconnaît pas le monopole scolaire, il peut y avoir bien des monopoles de fait. La difficulté des communications peut imposer, au père de famille, le choix de telle ou telle école. S'il est pauvre, la prétendue gratuité de l'école publique l'opprime en lui faisant payer deux fois l'école de son choix. Que

subsiste-t-il de son pouvoir de choix, entre une loi, qui l'oblige à frapper, et une nécessité, qui ne lui laisse qu'une porte ouverte ?

La neutralité elle-même, qui est par-dessus tout — ce que chacun accorde — une question de tact, ne saurait être envisagée de la même manière, pour l'enseignement primaire, secondaire ou supérieur.

Dans l'enseignement primaire, la double contrainte de l'habitat et de la gratuité, joint au fait qu'il s'adresse à des esprits plus frustes et moins capables de critique, exige que la neutralité y soit plus scrupuleuse que partout ailleurs.

Dans l'enseignement secondaire, la condition sociale des parents, l'âge des enfants, le niveau des études, la valeur intellectuelle des maîtres, certaines traditions acceptées, rendent les professeurs plus habiles à maintenir la neutralité... ou les pères de famille moins prompts à s'émouvoir (1).

Dans l'enseignement supérieur, peut-on encore parler de neutralité ? Celle-ci a-t-elle toujours pour but, quand les enfants à qui le professeur s'adresse sont des enfants de 20 ans, de ne pas alarmer la conscience des parents ? Si c'est un sophisme que d'assimiler l'enseignement à la propagation de la pensée, dans l'enseignement supérieur, le sophisme

1. Cf. Aynard. Discours, Chambre des Députés, 18 mars 1913. *J. Off.*, p. 1168.

est bien près de devenir vérité. Peut-on établir une cloison étanche entre des établissements d'enseignement supérieur et de véritables centres de propagande politique, comme l'École Socialiste ou l'Institut d'Action Française ? (1). Et cependant, du point de vue théorique, le fils mineur qui soutient sa thèse de doctorat et le fils mineur qui épèle B, A, BA, sont identiquement soumis en matière d'enseignement à l'autorité du père de famille.

Ainsi, le fait social vient sans cesse recouvrir et voiler en quelque sorte le droit individuel, mais il l'efface parfois si peu qu'au contraire il le fait rayonner : pour défendre leur autorité, les pères de famille ont dû se placer sur le terrain de la liberté ; pour faire respecter leurs droits personnels, individuels, incessibles et inaliénables ils n'ont rien trouvé de mieux que de fonder des associations.

1. Pourquoi choisir ces titres scolaires, sinon pour donner plus d'autorité à des doctrines, qui sont ainsi présentées comme un enseignement véritable, fruit de l'expérience et de la raison ?

CHAPITRE II

LA LUTTE SCOLAIRE ET LES DROITS DU PÈRE DE FAMILLE

HISTOIRE DE SEPT ANS (1905-1912)

§ 1. — Les organes de contrôle de l'école laïque. La genèse des associations

13. *La première association.* — Le 1^{er} octobre 1905, était fondée, à Saint-Rambert-en-Bugey, chef-lieu de canton de 5.000 habitants dans le département de l'Ain (arrondissement de Belley), la première association de pères de famille (1). Les droits du père de famille, tant de fois revendiqués à la tribune du Parlement et dans la presse, descendaient

1. Dans l'enseignement primaire. En ce qui concerne l'enseignement secondaire, *cf* la création des associations Gallois remonte à la même époque.

en quelque sorte du domaine des abstractions pour s'incarner dans un organisme nouveau.

14. *La liberté du père de famille, tradition nationale.*

— Les droits du père de famille, même au moment où la lutte semblait circonscrite entre l'État et l'Église, n'ont jamais cessé d'être invoqués. Ils ont toujours été le grand argument de ceux qui combattaient le monopole universitaire.

Montalembert et Lacordaire en 1831, dans le procès de l'école libre, les partisans de la loi Falloux en 1850, les adversaires de la loi sur l'instruction obligatoire laïque et gratuite en 1882 invoquent, à l'envi, les droits du père de famille. Et Jules Ferry répondait, qu'il avait si peu l'intention de blesser les droits du père de famille, que le principe de neutralité, inscrit dans la loi, n'avait pas d'autre but que de les faire respecter, en n'imposant pas à ses enfants un enseignement confessionnel, qui pouvait ne point lui convenir.

Cette revendication fait si bien partie de nos traditions nationales, qu'il serait facile de montrer, que la même thèse était déjà soutenue, à la fin du xvii^e siècle, au moment de l'application de l'édit de Fontainebleau, par les protestants transformés en nouveaux catholiques, à qui la loi interdisait d'élever librement leurs enfants.

Ce qui fait la nouveauté de l'initiative prise en

1905, c'est que les droits du père de famille, au lieu d'étayer les droits de l'Eglise, passent au premier plan et s'affirment avec autonomie.

La destruction de l'enseignement libre congréganiste, opérée par les lois de 1901 et de 1904, oblige en effet les parents catholiques, soit à reconstituer l'école libre sous des maîtres laïcs ou laïcisés soit, à défaut de ressources, à envoyer leurs enfants à l'école communale laïque.

Dans la première hypothèse, ils sont appelés à prendre eux-mêmes en mains la direction de l'école.

Dans la seconde, ne sont-ils pas en droit d'exiger que l'instituteur de l'état respecte tout au moins la neutralité promise solennellement par Jules Ferry en 1882 ? Et si cette neutralité, à tendances spiritualistes de 1882, est aujourd'hui ouvertement combattue par la fraction la plus ardente des instituteurs, qui réclament l'école franchement irréligieuse et athée (1), si l'état ne semble s'opposer que mollement à cette campagne, quand il ne la voit pas avec faveur, si l'église, elle-même, attaquée et menacée par la loi de séparation, est hors d'état d'en arrêter les progrès, n'est-il pas légitime que les parents comptent d'abord sur eux-mêmes pour

1. Georges Maze Sencier. L'erreur primaire. *Sur la diffusion des idées irréligieuses parmi les instituteurs*. Cf. Yves de la Brière. *Etudes R. O. D.* VIII, 451.

défendre leurs droits et profitent de la liberté de s'associer que la loi de 1901 vient de donner à tous les Français non congréganistes.

Bien symptomatique de cette tendance est l'histoire de la fondation de l'Association de Saint-Rambert. Elle mérite d'être contée parce que la petitesse des moyens, comparée à l'expansion future, montre assez à quel besoin général elle répondait.

15. Les caractères de la nouvelle association. — Cantonale. — Civique. — Teinte confessionnelle ? — Les sœurs de Saint-Joseph de Bourg ayant été chassées de l'école congréganiste libre de filles, en 1903, il ne tarda pas à se reconstituer une école libre de filles dont le comité, composé de dames était présidé par M. Bois. — Les garçons allaient à l'école laïque.

Un jour ils rapportèrent au vicaire chargé de faire le catéchisme certains propos tenus en classe par un sous-maître et qui violaient la neutralité religieuse. Le curé prévenu — c'était alors M. l'abbé Tournier aujourd'hui chanoine et vicaire général de Belley — s'entendit avec M. Bois et la fondation d'une association de pères de famille chargée de surveiller l'école laïque fut décidée. Un avocat de Paris, M. Gurnaud, gendre de M. Bois fut appelé pour faire la première conférence destinée à provoquer les adhésions.

Dès le début, l'association présentait trois caractères importants.

Elle était cantonale. Assez large pour ne pas paraître dirigée contre un instituteur déterminé, elle trouvait dans le cadre du canton des ressources en bonnes volontés, qui auraient pu faire défaut dans une seule commune.

Elle était largement ouverte à tous les citoyens qui, pour n'être pas pères de famille, n'en étaient pas moins soucieux de l'éducation de la jeunesse française. Elle reconnaissait ainsi, à côté du droit du père de famille, une sorte de droit civique. Cette mesure, toute pratique, évitait l'exclusion des membres les plus actifs de l'association, qui pouvaient n'avoir pas leurs enfants à l'école laïque.

Dès le début aussi, l'association avait un teinte confessionnelle (1), accusée par la présence du curé doyen parmi ses promoteurs et, dans une certaine mesure, par le texte même des statuts « l'association a pour but de propager le culte du patriotisme et des traditions nationales » (2) — teinte confessionnelle qu'il convient d'ailleurs de ne pas exagérer.

1. Communication de M. le Chanoine Tournier.

2. Est-ce que le catholicisme n'est pas depuis Clovis une de nos traditions nationales ? Ce qui prouve bien qu'une telle interprétation pouvait être faite c'est que M. Gurnaud dans le texte qu'il donne des statuts de l'association a omis cette dernière formule (*Crise de l'école laïque*, p. 157).

rer ; des démarches ayant été faites auprès d'une dame protestante pour l'amener à faire partie de l'association.

Est-ce que le caractère, plus civique que familial, et plus confessionnel que libéral des associations, ne présentait pas au point de vue juridique, de graves dangers ? Sans doute, il ne semblait pas de nature à rendre les associations illicites, mais ne pouvait-il compromettre la recevabilité de leurs actions ? Son résultat le plus évident était de ne pas laisser pur de tout alliage le droit du père de famille. Au lieu d'arborer exclusivement ce drapeau, d'un côté, l'association s'appuyait sur le droit de tous les citoyens, de l'autre, elle s'abritait à l'ombre du sanctuaire.

§ 2. — Les associations seront-elles confessionnelles ?

16. *Les tentatives de M. Gurnaude.* — M. Gurnaude s'attacha à dégager l'association des deux forces étrangères au droit exclusif et premier du père de famille. Pendant six années, soit dans son livre *La Crise de l'école laïque. L'école et la famille* (1909) soit dans la revue mensuelle, *Parents et Maîtres*, soit par la voix de la grande presse (*Echo de Paris, Figaro* (1))

1. En particulier, article du 13 avril 1909, insistant sur le caractère laïque des associations.

ou des grandes revues (1), le secrétaire général des associations de pères de famille (2) poursuit sa propagande et, en même temps qu'il se réjouit de voir le type idéal selon lui adopté par les associations de Saint-Ouen, de Lille, de Dreux, etc. ; il prend soin de revendiquer, en toute occasion, avec beaucoup d'énergie, son indépendance de laïque.

Dans une lettre du 12 novembre 1908, publiée dans la *Revue de l'Enseignement primaire* du 29 novembre 1908, M. Gurnaud affirme que l'association des pères de famille, n'est pas ouverte qu'aux catholiques, ne désire pas la restauration de l'enseignement catholique et n'est pas sous l'influence directe de l'église — ce qui fait écrire à M. F. Buisson dans le *Manuel général* du 12 décembre 1908 : « Entre la thèse des évêques et celle de M. Gurnaud il y a un abîme ».

Expression fort exagérée, car, au début du mouvement, certains évêques ne ménagent nullement leurs encouragements à M. Gurnaud et à la forme autonome qu'il préconise. Mais, par ailleurs, entre la pensée de M. Gurnaud et celle des défenseurs les plus modérés de l'école laïque il y a plus d'un point

1. *Revue hebdomadaire* du 25 décembre 1909. Exposé d'un véritable programme.

2. Secrétariat des associations : Paris, 51, rue de Lévis, puis 97, rue du Ranelagh.

de contact, quand ce ne serait qu'un même désir de conciliation.

17. *La réunion du 26 mai 1910 aux Sociétés savantes.* — Ces idées d'apaisement et de concorde ont leur heure de triomphe, le jeudi 26 mai 1910, à 2 h. 1/2 à la salle des Sociétés savantes, rue Serpente. Après un discours de M. Trautner et une conférence de M. Gurnaud, trois discours de MM. F. Buisson, Denys Cochin, Eugène Fournière sont suivis de la lecture d'une lettre de M. Raymond Poincaré, félicitant M. Gurnaud « de l'intéressante campagne qu'il poursuit dans l'intérêt de l'école républicaine ». La constitution d'un comité d'études est votée d'enthousiasme et la première réunion du comité, le 6 juillet 1910, sous la présidence de M. Poincaré semble autoriser les plus vastes espoirs. On peut y voir M. Denys Cochin proposer, dans une pensée de conciliation, que les associations soient uniquement composées de pères de famille et combattre la proposition de M. F. Buisson d'y introduire le curé. Mais, dès la seconde réunion du comité, les discussions politiques reprennent le dessus et empêchent toute entente. Un seul point cependant semble hors de discussion, c'est que les associations doivent être exclusivement familiales c'est-à-dire, ni civiques, ni confessionnelles.

« Allons au moins porter ce vœu au ministre au nom

des associations » propose un jour un des membres du comité M. le Dr Paul Gallois à M. Gurnaud. « Je n'en ferai rien » répond M. Gurnaud « car si je le faisais je serais lâché par toutes les associations ».

Que s'était-il donc passé ?

§ 3. — Les associations seront confessionnelles

18. *Le mouvement confessionnel et l'article du chanoine Guibert.* — Les tenants du mouvement confessionnel s'étaient émus.

Au bruit du succès de la séance du 6 juillet 1910, la *Correspondance de Rome* fulmine dans son numéro du 29 août 1910, « contre les catholiques qui prêtent les mains à une tactique aussi néfaste pour l'église ».

Plus dangereux, pour l'avenir du mouvement Gurnaud, est l'article publié par M. le chanoine Guibert, dans la *Correspondance hebdomadaire* du 15 juillet 1910, non seulement parce qu'il coordonne en un faisceau net et précis les raisons que peuvent avoir les catholiques de préférer les associations confessionnelles, mais encore parce qu'en le faisant sien, la Société générale d'Education et d'Enseignement (35, rue de Grenelle), lui donne une grande publicité ».

« M. Gurnaude, agent conscient ou non du gouvernement — écrit M. le chanoine Guibert (1) — appuyé par M. F. Buisson, le laïcisateur par excellence, préconise un système qui aurait pour effet :

1° De soustraire de nouveau l'école aux regards contrôleurs,

2° De rendre pratiquement impossible la protection de la religion et de la morale.

I. 1° Seuls les pères de famille seront admis dans les associations. Rien de plus naturel, semble-t-il, mais on exclut ainsi toute intervention du clergé et de ceux qui s'intéressent à l'éducation morale de l'enfant.

2° Seront seuls admis les pères de famille qui ont des enfants dans les écoles publiques. Conséquence : dans les villes où tous les enfants catholiques vont dans les écoles libres, où les écoles publiques ne reçoivent que les enfants des fonctionnaires ou des familles indifférentes, les associations seront tout entières à la merci des instituteurs et des préfets.

3° Dans ces associations seront admis les pères appartenant à toutes les opinions. Alors, elles seront un foyer de disputes politiques et grâce à la pression gouvernementale, les pères antireligieux pourront aisément y avoir la majorité.

1. Analyse de l'article reproduit dans le *Bulletin de la S. G. E. E.*, juillet 1910, p. 606-612.

4° Quel résultat peuvent-elles obtenir ? La nomination du délégué cantonal ? Qui ne voit que ce ne sera qu'un leurre. Un grand effort aura été fait pour mettre un frein à la puissance de l'Etat et ce frein sera manié par l'Etat lui-même.

II. Le contrôle étant ainsi rendu illusoire, comment les grands intérêts de la religion, de la morale et de la patrie seront-ils efficacement défendus ?

« Sur quels principes s'appuieront-elles pour réclamer contre un enseignement antireligieux, puisqu'elles seront par leur constitution même étrangères à toute religion ? Quel critère auront-elles pour désigner les erreurs commises ?

« De telles associations sont donc condamnées à l'impuissance par leur institution même.

« Laissons donc M. Gurnaud créer ces associations, de concert plus ou moins avoué avec M. Buisson et l'Etat. Pour nous, créons des associations confessionnelles ; elles seront peut-être moins nombreuses mais elles seront plus actives.

« Si on veut des associations qui servent, il faut les créer confessionnelles ».

Ce monitoire est bientôt suivi d'effet.

Le 10 août 1910 se tient à Bourg un Congrès régional d'associations de pères de famille (annexe du Congrès diocésain). M. l'abbé Tournier y présente un rapport sur la question des écoles géménées et

l'ensemble des décisions du congrès atteste le caractère confessionnel des associations.

Ainsi, qui aimerait les antithèses retrouverait cinq ans après la même divergence de conception entre les premiers fondateurs de l'Association de Saint-Ramberg-en-Bugey.

Qui l'emportera de la tendance confessionnelle ou non confessionnelle ?

La seconde est incontestablement plus libérale. Elle dégage, avec plus de netteté, le droit du père de famille et elle présente par suite, au point de vue juridique, notamment en ce qui concerne la recevabilité des actions, des avantages indéniables, et peut-être uniques. Mais, n'est-il pas nécessaire, pour la vitalité même du mouvement, qu'il puise sa force, non pas dans une conception abstraite après tout comme celle du droit du père de famille, mais dans l'unité de sentiment qu'engendre une foi commune ? Si le lien confessionnel paraît mal servir l'activité juridique des associations, n'est-il pas la condition, *sine qua non*, de leur naissance et de leur développement dans le pays ?

C'est ce que pensent les membres de la Société générale d'Education et d'Enseignement.

19. *Fondation de l'Union générale des associations catholiques de chefs de famille.* — Un an après la constitution du Comité d'études Gurnaud — et au

moment où ce comité d'études avait son impuissance en se dissolvant spontanément — se fondait, sous les auspices de la Société générale d'Education et d'Enseignement, et comme prolongement à son Congrès, le 17 mai 1911, l'Union générale des associations catholiques de chefs de famille. Un comité central provisoire était constitué par M. Jean Guiraud, professeur à la Faculté de Besançon, comme président, M. Challamel, comme vice-président, M. le colonel Hugot Derville (1) comme secrétaire général.

Cette Union générale recueille l'adhésion de dix fédérations diocésaines représentant 454 associations cantonales (2). C'est le triomphe de la confessionnalité dû à l'union des forces catholiques.

L'Union décide la création d'une revue destinée à donner le mot d'ordre aux associations et c'est la revue *École et Famille*, à laquelle l'Action populaire de Reims qui avait créé un organe similaire les *Associations de famille et la Neutralité* s'empresse de passer ses abonnés.

20. But, tendances et caractère de l'Union. — Le premier acte du Comité central provisoire est « de charger le colonel Keller de déposer aux pieds de

1. Depuis député du Finistère.

2. Déclarées.

Nos Seigneurs les Evêques, l'hommage de sa soumission à la sainte hiérarchie et de leur demander de vouloir bien bénir, patronner et éclairer ses efforts » (1).

Rien n'était en effet plus conforme aux statuts établis dans la pensée de :

« Coordonner les efforts des groupements d'association entrant dans l'Union,

« Inciter les catholiques à mettre la question scolaire au premier plan de leurs revendications, inculquer aux parents le sentiment de leurs droits et de leurs devoirs dans l'œuvre d'éducation de leurs enfants,

« Faire respecter à l'école publique les croyances des parents et des enfants, y développer le culte du patriotisme (2),

« Combattre les projets de loi attentatoires à la liberté de l'enseignement,

« Revendiquer en faveur des écoles libres une répartition proportionnelle des allocations municipales et des subsides de l'Etat ».

On voit toute l'étendue de ce programme. L'Union générale ne se borne pas à surveiller l'école publique, mais elle s'étale au grand jour comme ligue

1. *Correspondance hebdomadaire* du 20 juin 1911.

2. Remarquer la similitude de l'expression avec celle des statuts de la première Association de Saint-Rambert-en-Bugey.

politique destinée à promouvoir le vote d'une loi, la répartition proportionnelle scolaire (la R. P. S.).

La discussion qui a précédé le vote de ces statuts, éclaire, sur plus d'un point, leur esprit et fait voir les tendances de l'Union. Elle nous montre le conflit de deux tendances : juridique et pratique (1).

M. Manhès, président des A. P. F. du Rhône insiste sur les inconvénients des statuts trop prolixes qui prêtent le flanc à la dissolution ; c'est une erreur, suivant lui, que de donner, à la fois, à une même association pour objet et la surveillance de l'école publique et l'entretien des écoles libres. Il propose donc de grouper, séparément, d'une part les associations, qui se proposent de surveiller l'école publique et d'autre part celles qui ont pour objet d'assurer le fonctionnement de l'école libre.

Mais les délégués de Maine-et-Loire, de Vendée, de Haute-Loire font remarquer qu'il arrive souvent que le père de famille catholique a son fils à l'école laïque et sa fille à l'école libre. Que de difficultés, s'il fallait séparer les deux organismes, même en adoptant le système ingénieux de M. Grenier (de la Marne) ; des associations communales ou paroissiales pour l'école libre, des associations cantonales, arrondissementières ou départementales pour l'école publique !

1. D'après *Ecole et Famille*.

L'assemblée consultée se prononce en faveur de l'union de l'ensemble des associations. M. de Lamarzelle fait remarquer qu'union n'est pas unité et qu'il ne serait pas bon de porter atteinte à l'autonomie des associations, qui doivent garder la diversité de leurs statuts.

Tel est en effet le caractère de l'Union. Elle englobe, à la fois, des associations d'école libre, des associations de contrôle de l'école publique, des associations de parents éducateurs, des associations familiales. Elle est même si accueillante que l'on peut inférer d'une remarque présentée par un délégué de la Somme au Congrès national du 23 mai 1912 qu'elle contient un certain nombre d'associations Gurnaud non confessionnelles.

D'un autre côté, l'association de pères de famille a pris, sur le terrain confessionnel, une telle extension — en s'occupant de tout ce qui touche de près ou de loin à l'école — que, dans certaines régions, elle semble faire double emploi avec le comité paroissial (1) ou avec le comité cantonal. La chose est si vraie, que certaines associations ont pris le soin de faire connaître, dans leur déclaration au *Journal officiel*, qu'elles étaient non cultuelles.

1. Sorte de conseil de fabrique qui a survécu à la Séparation.

21. Le développement des associations. Rôle de l'épiscopat. — La principale cause, à nos yeux, du développement des associations confessionnelles de pères de famille c'est la volonté des évêques.

C'est l'épiscopat en effet, qui, par ses déclarations collectives, mais surtout par des mandements spéciaux et des démarches privées auprès des curés, peut être considéré sinon comme l'initiateur et le promoteur du mouvement, du moins comme son auxiliaire principal. Les déclarations collectives du 20 septembre 1908 et du 14 septembre 1909, sur les droits du père de famille et sur la condamnation des manuels contraires à la neutralité, ont eu dans le pays un long retentissement. Chaque année, bon nombre de mandements épiscopaux sont consacrés aux questions d'enseignement (1). Tous insistent sur les droits et les devoirs des parents relativement à l'éducation de leurs enfants. Mais il y a des nuances. La carte géographique des associations de pères de famille serait, dans bien des cas, la carte des dispositions psychologiques des évêques. Là où gouverne un évêque actif les associations naissent et se fédèrent (Isère sous la direction de Monseigneur Henry) Ailleurs, là où l'évêque, eu égard aux circonstances locales, n'encourage que mollement le mouvement,

1. Le *Bulletin de la S. G. E. E.* donne chaque année la liste et l'analyse de ces mandements.

les laïques ne se sentant pas soutenus restent l'arme au pied. L'influence que peut exercer l'évêque est attestée par les adversaires mêmes du mouvement. Aussi, dans la *Grande Revue* (1), un inspecteur primaire de la Marne que cache le pseudonyme de Charles Emile (2), attribue à l'installation de Monseigneur Chollet, sur le siège de Verdun, la reprise suivie de succès de la lutte scolaire dans le département de la Meuse.

22. Rôle des congrès diocésains. — Les congrès diocésains sont, surtout depuis la Séparation, un des principaux moyens d'action et de consultation des évêques. Les laïques, les plus éclairés du diocèse y exposent leur manière de voir et les vœux, émis par le congrès, reçoivent souvent des applications pratiques. Il va de soi que les questions d'enseignement y tiennent une grande place : le congrès diocésain a souvent été l'occasion attendue, qui détermine la formation d'associations de pères de famille.

Ainsi, au IV^e Congrès diocésain de Nevers, en 1910, Monseigneur l'Evêque de Nevers recommande la fondation d'écoles libres et d'A. P. F. dans tous les cantons (3).

1. *La Guerre à l'Ecole*. Histoire de deux ans (1909-1911) dans un centre rural et catholique.

2. *Ecole et Famille*, n^o 9, p. 157.

3. *Bulletin de la S. G. E. E.* 1910, p. 1000

Au Congrès de Soissons (1910), Monseigneur Péchenard fait voter un vœu en faveur des A. P. F. nettement confessionnelles.

A Saint-Claude (1910) un rapport du chanoine Tournier aboutit aux mêmes conclusions.

Au III^e Congrès d'Epinal, le 16 octobre 1910, M. le vicaire général Thouvenot présente un rapport sur les A. P. F. et M. Zeller préconise l'organisation cantonale (1). Un an après, le 22 octobre 1911, au IV^e Congrès une fédération diocésaine est organisée.

De même à Nevers, le V^e Congrès (23 octobre 1911) consacre le progrès des associations cantonales.

A Paris, au congrès diocésain de février 1912 une journée spéciale, le 26 février, est consacrée à l'école et M. Robert Facque, secrétaire de l'Union générale, présente un rapport sur les associations de pères de famille.

Un des premiers actes du Congrès de Bourges, qui se tient le 23 mai 1912, c'est d'envoyer télégraphiquement à Paris son adhésion à l'Union générale au moment même de l'ouverture du Congrès national.

23. Les ligues et associations catholiques alliées —
Bien d'autres groupements ou associations catholi-

1. *Bulletin de la S. G. E. E.* 1910, p. 1016.

ques ont prêté leur concours au mouvement et, s'il fallait être complet, nous n'aurions garde d'oublier :

Le Congrès des catholiques du Nord et du Pas-de-Calais ;

Le Congrès des jurisconsultes catholiques (Valence 1910) ;

Le Comité des conférences populaires ;

L'Association des pères de famille chrétiens (général Bonnet, président) ;

Le Comité de défense des droits du père de famille (Abbé Garnier) ;

La Ligue patriotique des françaises ;

L'Action populaire de Reims, etc.

Le Bureau d'informations religieuses et sociales (1) (B. I. R. S. : M. Georges Maze Sencier directeur) a réuni sur les associations de pères de famille un dossier unique en son genre (2). Il a également publié deux petites brochures sur les manuels condamnés par l'épiscopat (3).

Deux associations semblent, par leur titre même, les alliées naturelles de l'Union générale : la Fédération des associations amicales des anciens élèves de

1. Successivement, 13, rue de Miromesnil, 42, rue de Grenelle. A fusionné, depuis la guerre, avec l'Action populaire de Reims.

2 Il contient notamment la plupart des statuts des associations déclarées.

3. L'image dans les manuels scolaires. Les manuels condamnés par l'Épiscopat.

l'enseignement libre catholique et la Fédération nationale des syndicats de l'enseignement libre.

La première groupe, sous la présidence de M. Blanchemain, 14 unions, 275 amicales représentant 55.000 élèves et soutenues par 7 bulletins régionaux. A remarquer cependant, que les amicales d'anciens élèves, surtout occupées de placement et de sport, n'ont pas joué un rôle prépondérant dans l'organisation des associations de contrôle de l'école laïque (1).

Plus indépendante encore, est la Fédération nationale des syndicats de l'enseignement libre (2), intéressante à signaler par ce qu'elle prouve que le mouvement d'association des catholiques s'est manifesté, non seulement chez les parents mais encore chez les maîtres, ce qui n'empêche pas le bon accord de régner entre les fédérations (3).

1. Elles ont joué un rôle beaucoup plus important dans la constitution d'associations chargées d'assurer le fonctionnement d'écoles libres

2. Dont le VI^e congrès s'est tenu à Paris les 18, 19, 20 avril 1911 à l'école des Francs-Bourgeois, 21, rue Saint Antoine.

3. Sur l'attitude pratique des directions diocésaines au sujet des syndicats et associations de l'enseignement libre, Cf. *Bulletin de la S. G. E. E.*, 1907, p. 563-584 ; 1908, p. 643-660 ; 1910, p. 785-799.

§ 4. — **Les organes de défense de l'école laïque**

24. *La ligue de défense de l'école laïque.* — Quels sont les défenseurs de cette école laïque, que d'aucuns disent si menacée, parce qu'on lui demande de rester fidèle à ses origines ?

Et d'abord, puisque la campagne est menée au nom des droits du père de famille, est ce que les pères de famille laïques n'ont pas organisé, contre les associations de contrôle de l'école laïque, des associations de défense ! N'est-il pas expédient et nécessaire qu'il soit répondu à l'association par l'association ?

Telle est justement l'idée d'un fidèle défenseur de l'école laïque. M. Tartinville, percepteur à Bailleau-le-Pin (Eure-et-Loir) (1). Ancien universitaire, il se trouve, par sa profession, en contact continuel avec les instituteurs de sa perception qui sont tous secrétaires de mairie. Ils lui font part de leurs appréhensions et de leurs craintes et c'est à la suite de ces confidences que l'idée lui vint d'organiser une ligue de défense laïque. Grâce à l'appui du préfet d'alors (M. Hendlé ensuite préfet à Caen) et de MM. Lhopiteau et Maurice Maunoury députés de

1. Communication de M. Tartinville, 10 juillet 1911.

Chartres, l'idée prend corps et, après une période d'organisation assez longue — cinq mois et demi — la ligue finit par compter près de 500 membres (1).

L'appel adressé par M. Chenais, instituteur honoraire, conseiller d'arrondissement de Chartres-Nord et président du comité fondateur précise le but de la ligue qui aura qualité pour répondre aux attaques venimeuses et hypocrites dans lesquelles excelle le parti clérical.

Elle pourra surtout défendre efficacement les instituteurs, en les affranchissant de tout souci matériel, en prenant à sa charge tous les frais d'avocat et de procédure, dans les instances, tant en action qu'en défense contre les diffamateurs. Elle aura, en outre, pour but de favoriser le développement des œuvres post-scolaires.

Les statuts, votés par l'assemblée générale du 15 novembre 1908 et élaborés par M. Etienne Jacquin, ancien président de la Ligue de l'Enseignement, répondent point pour point à l'appel :

Article 1. — Il est fondé, dans le département d'Eure-et-Loir, sous le titre de « Les Défenseurs de l'école laïque » une association, dont le but est de protéger les institutrices et instituteurs primaires

1. Quand, au début de 1911, M. Tartinville fut appelé à la perception de Donzy (Nièvre) la ligue contenait plus de 1.000 membres.

publics contre les critiques et attaques injustes, contre les outrages, injures, dénonciations calomnieuses, diffamations, actions en responsabilité civile et fortifier l'école laïque, en contribuant au développement de ses œuvres complémentaires.

Article 2. — L'association poursuit son but notamment :

En assurant des consultations juridiques gratuites ;

En publiant, s'il y a lieu, le résultat des enquêtes auxquelles procède son comité sur les cas qui lui sont soumis ;

En assistant l'institutrice ou l'instituteur dans l'instance suivie contre lui ou dirigée par lui et en prenant les frais à sa charge ;

En subventionnant dans la mesure de ses ressources les œuvres post-scolaires.

Le *Radical* du 29 janvier 1909, fait connaître l'initiative prise dans l'Eure-et-Loir et invite les amicales laïques à soutenir le mouvement : Pourquoi les membres les plus âgés des amicales laïques, les sociétaires électeurs mariés et pères de famille n'établiraient ils pas entre eux un comité de défense de l'école ?

La Ligue de l'Enseignement adopte cette manière de voir et dans une circulaire du 23 février 1909 elle recommande la formation de ces A. P. F. issues des amicales laïques.

Ces démarches portent bientôt leurs fruits.

Une société des amis de l'école laïque a été fondée à Paris dans le IX^e arrondissement, avec M. André Sabatier comme directeur (1). Une autre société est créée à Villeneuve-Saint-Georges (Seine-et-Oise), sous les auspices de la Ligue de l'Enseignement et le discours d'ouverture est prononcé par M. Robelin, secrétaire général de la Ligue (2). D'autres associations similaires sont fondées : à Toulouse — le président de cette société se félicite au concert de 1909 des résultats obtenus — à Brest, dans l'Eure, à Caen enfin, cette dernière sur l'initiative du préfet, M. Hendlé, ancien préfet d'Eure-et-Loir. Enfin, à un moment donné, M. Robelin peut compter jusqu'à 8 associations de défense de l'école laïque. C'est peu si on songe aux espoirs des instigateurs du mouvement (3) et surtout si on compare ces 8 associations de défense, aux 600 associations de contrôle de l'école laïque. Les dirigeants du mouvement, eux-mêmes le reconnaissent et, au Congrès de la Ligue de l'Enseignement à Gérardmer au mois

1. *L'Eclair* du 7 avril 1909 a publié une circulaire officieuse, du G. . . O. . . aux FF. . . de l'arrondissement, du 20 janvier 1909, pour leur recommander l'entreprise.

2. *Lanterne* du 5 avril 1909.

3. *Action* du 3 mai 1909 : « Il faut de toute urgente nécessité que dans tous les départements on réponde à l'appel de la Ligue de l'enseignement et qu'on constitue des A. P. F. avec un comité de jurisconsultes amis de l'école laïque ».

d'août 1912, ils jetaient un cri d'alarme, à ce sujet. Se doutaient-ils qu'ils continuaient à mériter le reproche que leur adressait déjà le 31 octobre 1909 M. Briand au Congrès de la Ligue (1) : Les ligueurs ont le tort de se tourner toujours vers le gouvernement (2).

25. Attitude du gouvernement. — De quel gouvernement s'agit-il ? (3) Il s'en est succédé plusieurs de 1905 à 1912 ; ministères Rouvier, Sarrien, Clemenceau et depuis le moment où la lutte a atteint son apogée, les deux ministères Briand (juillet 1909-octobre 1910 ; octobre 1910-février 1911) ; ministère Monis (février 1911-juin 1911) ; ministère Caillaux (juin 1911-janvier 1912) ; ministère Poincaré (janvier 1912).

Tous ces ministères ont ceci de commun, qu'ils

1. Cité par *la Croix* du 7 janvier 1910. Article de Aug. Ouvrier.

2. La *Revue de l'Enseignement Primaire* peu suspecte cependant de sévérité envers la Ligue de l'enseignement donne la même note mais sur un ton plus énergique « Les ligueurs pacifiques et fainéants attendent les projets Dessoye-Doumergue tandis que les ministres sont occupés au vernissage de leur palais.

3. Si l'on voulait être complet il y aurait lieu d'insister ici sur le rôle de la Franc-Maçonnerie. Cf. à ce sujet P. Nourrisson. *Les Jacobins au pouvoir*. Les paroles de M. Debierre, Sénateur du Nord, au G. . . O. . . de France en 1902 sont significatives « Le père de famille ne possède en propre aucun droit. Tous les droits qu'il peut avoir il les tient de l'Etat. »

ont manifesté leur intention de défendre, énergiquement, l'école laïque. Ils ont seulement varié dans la manière de mettre en vedette cette préoccupation, soit en l'exposant en tête de leur déclaration ministérielle, soit en la réservant pour la queue.

Ceci aussi leur est commun, d'avoir déposé un ou plusieurs projets de loi pour la défense de l'école laïque (1).

Ceci enfin, qu'aucun d'entre eux n'a réussi à les faire voter ni même discuter par les Chambres.

Il faut attendre l'année 1914, c'est-à-dire le moment où la lutte proprement dite est pour ainsi dire terminée, pour voir la Chambre des députés aboutir, le 27 janvier, au vote d'un texte définitif.

Est-ce donc que tous ces ministères avaient un égal désir de voir échouer leurs projets ?

En réalité, ce retard s'explique, par des circonstances tout à fait étrangères à la question : accident d'Issy-les-Moulineaux, affaire d'Agadir, protectorat marocain, et spécialement, par le vote de la réforme électorale et de la loi de trois ans qui semèrent la division parmi les républicains de gauche.

Une autre cause de retard, c'est qu'il s'est greffé sur le texte des projets de loi des propositions plus larges tendant à la régénération complète de la loi

1. Voir l'analyse de ces projets de loi, Chapitre VI.

de 1882. Certaines ne demandaient pas moins que le rétablissement du monopole. Or, et c'est là une autre cause de flottement, les républicains de gauche ne sont pas d'accord sur ce point et notamment les plus ardents, les plus avancés, ceux qui ne voient dans la neutralité qu'un leurre ou qu'un procédé trop efficace pour les empêcher de défendre leurs idées.

26. Attitude des instituteurs syndicalistes. — Cela est vrai, notamment, d'un assez grand nombre d'instituteurs syndicalistes, peu disposés à adorer le droit de l'État, au nom duquel on prétend leur interdire toute propagande en faveur de leurs idées. Ils déclarent former un pouvoir autonome, le pouvoir institutif (1). Or, sur quel principe peuvent s'appuyer les instituteurs pour revendiquer un droit propre, indépendant de celui de l'État ? Celui qu'ils invoquent, généralement, c'est le droit de l'enfant. Mais, c'est un droit assurément plus vague que le droit du père de famille et d'ailleurs, les instituteurs ne sont pas seuls à l'invoquer. Il est également revendiqué par l'État et aussi par l'Église.

¹ Sur l'objet du pouvoir institutif. Cf. Dufrenne. *Revue de l'Enseignement Primaire et Primaire Supérieur*, 31 mai 1908.

C'est pourquoi certains instituteurs se sont mis à exciper du droit du père de famille, pour s'en faire une arme de liberté contre l'absolutisme de l'État. La prétention qu'avait l'État de les rendre irresponsables, en les couvrant de sa puissance, leur a paru plus dangereuse qu'utile et le Congrès national des Amicales d'instituteurs à Nancy du 9 au 12 août 1909 s'est déclaré nettement défavorable au projet du Gouvernement sur l'irresponsabilité des instituteurs.

Le maître, proclame-t-il, c'est le représentant et le mandataire de la famille avant d'être le fonctionnaire du Gouvernement. Echo significatif des paroles souvent citées du *Manuel* d'Aulard et Bayet (1). « L'instituteur public est doublement respectable, parce qu'il est à la fois le délégué de la famille et le représentant de l'État ».

Ou plutôt — car c'est là la pensée dernière de bon nombre d'instituteurs syndicalistes — il est doublement libre, car il peut revendiquer le droit du père de famille contre les entreprises de l'État et, en même temps, il demande à l'État de le protéger contre le contrôle des pères de famille.

On voit donc que sur le terrain politique, le droit du père de famille peut être diversement revendiqué et diversement combattu.

1. Page 77.

Comment cette lutte s'est-elle livrée en France de 1905 à 1912 ?

§ 5. — La lutte scolaire

27. *Le terrain de la lutte — pratique, judiciaire, législatif.* — Le terrain est divers et ondoyant (1).

Il y a d'abord l'action directe, le refus fait par les enfants au nom des parents, de se servir de certains manuels, ou bien, comme dans telle commune de la Dordogne, l'envahissement de l'école par la population, qui force, sous la menace, l'instituteur à changer les manuels.

La lutte se livre également, sur le terrain judiciaire, attaque et défense. Mais comme l'un des combattants tient en mains le pouvoir politique, il cherche à réparer ses défaites sur le terrain judiciaire par une victoire facile sur le terrain législatif.

Remarquons d'ailleurs, et ceci montre la liaison organique du fait et du droit, que souvent plusieurs procès naissent à propos d'une seule question, d'un seul conflit.

Soit l'affaire Boulat, Mlle Boulat est une ancienne

1. Sur le détail de la lutte scolaire cf. la chronique quotidienne de *la Croix* et mensuelle du *Bulletin de la S. G. E. E.*

congréganiste (Enseignement libre. Loi de 1904. Expulsion). Dans une petite commune des environs de Saint-Flour, des manuels violent la neutralité et l'instituteur refuse de les changer (Enseignement public. Violation de la neutralité). Le curé fait venir Mlle Boulat, sa nièce, et celle-ci tente d'organiser des leçons particulières, au début de 1910, pour les enfants qui ont quitté l'école publique (Enseignement domestique. Poursuites judiciaires. Condamnation. Jugement capital sur la distinction de l'enseignement domestique et de l'enseignement privé). Le 28 octobre 1911, Mlle Boulat fait une déclaration d'école libre (Enseignement privé. Opposition du Conseil départemental. Appel. Le Conseil supérieur de l'instruction publique valide l'opposition). Bel exemple de la manière dont l'État respecte les droits du père de famille en un pays de liberté et d'instruction obligatoire ? Il le met successivement dans l'impossibilité de faire donner à ses enfants, l'enseignement public, l'enseignement domestique et l'enseignement privé.

28. L'affaire Morizot. — L'affaire capitale, qui attire l'attention de l'opinion publique, sur les droits du père de famille, dans l'enseignement c'est l'affaire Morizot : c'est le coup de tonnerre qui déclanche la lutte (décembre 1907),

Ce n'est pas à dire qu'aucune tentative n'ait été

faite auparavant. On sait que l'Association de Saint-Rambert-en-Bugey a été fondée au mois d'octobre 1905, elle essaime, sans bruit dans le département de l'Ain et, au mois de janvier 1907, nous trouvons une preuve de son action, dans une pétition signée par onze pères de famille d'Apremont (Ain), demandant le remplacement d'un manuel. Le 26 mars de la même année, l'inspecteur d'Académie rejette la pétition.

A peu près à la même époque, un conflit éclate en Champagne. Un cultivateur de Ville-en-Tardenois demande que l'*Histoire* de Calvet, la *Morale* et les *Lectures de Primaire* ne soient pas imposées à ses enfants. Ses protestations demeurent sans réponse.

A Hermonville, dans l'arrondissement de Reims, des protestations pacifiques sont recueillies contre le *Manuel d'Histoire* d'Aulard et Debidour. M. Gurnaude vient prononcer un discours modéré et cent adhésions sont recueillies pour l'Association de Reims.

La demande en dommages-intérêts formulée par M. Girodet, père d'un élève qui fréquentait l'école publique mixte, contre M. Morizot instituteur à Viéville (Côte-d'Or) vient changer la face des choses. M. Girodet pensant qu'un propos, comme celui-ci par exemple, tenu en classe par l'instituteur : « Le Bon Dieu est un porte-monnaie bien garni » constituait une faute personnelle rendant son auteur justiciable des tribunaux civils. Tel n'est pas l'avis du

Tribunal civil, qui, sur poursuite du 13 mai 1907, se déclare incompétent, le 10 juin 1907.

Mais, le 12 décembre 1907, la Cour de Dijon réforme le jugement et ordonne une enquête en appointant Girodet à faire la preuve des propos rapportés. Immédiatement grand émoi parmi les défenseurs de l'école laïque. Le 26 décembre 1907, M. Dessoie, président de la Ligue de l'Enseignement, questionne M. Briand, alors ministre de l'Instruction publique, et M. Briand proteste qu'il est prêt à défendre le corps des instituteurs contre la malveillance de l'ordre judiciaire.

Le lendemain, la Ligue de l'Enseignement tient une réunion extraordinaire pour aviser aux mesures à prendre, et, le 24 avril, elle adresse à ses adhérents une circulaire générale, demandant des renseignements sur les entreprises dirigées contre l'école laïque.

Cependant, le 24 mars 1908, la Cour de Dijon rend un arrêt confirmatif de son arrêt préparatoire du 12 décembre 1907.

Immédiatement, le Préfet élève le conflit, en prétendant que l'attitude de Morizot ne saurait constituer qu'une faute de service (25 mars 1908).

Le 2 juin, le Tribunal des Conflits, dans un arrêt fortement motivé, qui fait jurisprudence, considère qu'en l'état certains propos rapportés constituent bien une faute personnelle, susceptible d'engager la

responsabilité de son auteur, et il prononce l'annulation du conflit.

29. Les projets de loi Doumergue. — Immédiatement les défenseurs de l'école laïque portent la question du domaine judiciaire sur le terrain législatif. Deux projets de loi sont déposés par M. Doumergue, le premier, du 25 juin, qui crée une responsabilité nouvelle des pères de famille, le second, du 1^{er} juillet, tendant à substituer la responsabilité de l'État à celle des instituteurs.

Le 1^{er} septembre, une circulaire ministérielle appelle l'attention des préfets sur la fréquentation scolaire.

30. Les déclarations collectives de l'Épiscopat. — Les évêques, alors, entrent en lice et le dimanche 20 septembre 1908, est lue, dans toutes les églises de France, une déclaration collective des évêques aux pères de famille. Les évêques élèvent la voix, pour signaler les violations répétées de la neutralité, promise par la loi, et ils demandent aux pères de famille de prendre conscience de leurs droits, en créant des écoles libres et en surveillant l'école publique.

La déclaration des évêques amène l'éclosion des premières associations déclarées, 3 en octobre 1908, 8 en novembre, 12 en décembre.

Les questions d'enseignement sont vivement discutées au XXXV^e Congrès catholique de Lille (8-11 décembre), au III^e Congrès diocésain d'Angers (11-13 décembre), au V^e Congrès diocésain de Paris où, le 3 mars 1909, M. Léon de Crousaz-Crétet présente un rapport sur le respect de la foi dans les écoles. Douze mandements épiscopaux de carême sont relatifs aux questions d'enseignement. La Société générale d'éducation et d'enseignement, qui avait perdu le 20 février son président M. Emile Keller, ancien député, élit le 20 mars pour le remplacer M. le colonel Keller.

De leur côté, les défenseurs de l'école laïque instruits par la condamnation de Morizot — un arrêt de la Cour de Dijon du 28 décembre 1908 a accordé à M. Girodet 200 francs de dommages-intérêts — ne restent pas inactifs. Le 20 janvier, la Société des amis de l'école laïque du IX^e est fondée, grâce à une circulaire du G. . . O. . . recommandant l'entreprise aux FF. . . de l'arrondissement.

Le 12 février, un communiqué de la Ligue de l'Enseignement presse les ligueurs d'entrer ouvertement dans cette voie. Le 1^{er} mars, le Ministre adresse une circulaire aux délégués cantonaux, dans laquelle il les invite à redoubler de vigilance ; des vœux en faveur de la défense de l'école laïque sont encore émis par le Congrès national des Petites A. au Havre (15-18 juillet) et par le Congrès national des

Amicales d'instituteurs à Nancy (9-12 août 1909).

Cependant, l'approche des vacances ralentit le mouvement de déclaration des associations de pères de famille. Tandis que l'on comptait 10 déclarations en janvier, 9 en février, 8 en mars et jusqu'à 13 en avril, le *Journal Officiel* n'en accuse plus que 8 en mai, 5 en juin ; juillet 7 ; août 5 ; septembre 5 (1).

Le 14 septembre, la Lettre des cardinaux, archevêques et évêques de France, sur les droits et les devoirs des parents relativement à l'école, et portant condamnation d'une douzaine de manuels ranime la lutte.

Les évêques affirment que les parents ont un double droit :

« Vous avez d'abord le droit et le devoir de choisir pour vos enfants, une école, où ils puissent être élevés comme vos croyances le réclament.

« Vous avez, en second lieu, le droit et le devoir de surveiller cette école et d'en retirer, au plus tôt, vos enfants, lorsque vous apprenez qu'elle constitue pour eux, un péril prochain de perversion morale et, par suite, de damnation éternelle.

« Il faut que vous connaissiez les maîtres, qui dirigent [l'école] et l'enseignement qu'ils y donnent. Rien de ce qui est mis entre les mains et sous les yeux de vos enfants ne doit échapper à votre solli-

1. D'après le *Bulletin de la S. G. E. E.*

citude : livres, cahiers, images, tout doit être contrôlé par vous.

« Pour remplir plus efficacement leur devoir, certains pères de famille ont pensé qu'il serait utile de former des associations. Elles permettent en effet de renseigner plus vite sur la situation morale d'une école et elles donnent plus d'autorité à de justes réclamations. Nous ne pouvons qu'encourager ces associations ».

Conséquence de cet encouragement, le nombre des associations de père de famille (déclarées) s'accroît dans des proportions notables. Peu sensible dans les derniers mois de 1909 (octobre 8 ; novembre 20 ; décembre 13) la progression s'accuse brusquement au mois de janvier 1910 (59) monte à 69 en février, 76 en mars et atteint 82 en avril 1910. C'est l'heure où la lutte bat son plein.

31. Poursuites contre les évêques. — Les Amicales d'instituteurs, se jugeant calomniées par les évêques, décident de les poursuivre en dommages-intérêts. Le 8 novembre 1909, le Conseil municipal de Paris vote, par 43 voix contre 17, une subvention de 5.000 francs à la Fédération des Amicales pour ses procès contre les évêques et le 1^{er} décembre 1909, le Conseil général de la Seine suit son exemple en adoptant les vœux Fleurot et Morel.

Mais la jurisprudence est singulièrement hési-

tante. Le 25 février 1910, le cardinal Luçon archevêque de Reims est condamné par le Tribunal civil à des dommages-intérêts. Le 18 mars, le Tribunal civil de Nancy déclare que l'Amicale est irrecevable parce que les associations de fonctionnaires sont interdites par la loi et, le 30 juin, l'Amicale de la Mayenne est également déboutée par le Tribunal civil de Laval, mais pour une autre raison : faute d'intérêt collectif.

32. Poursuites contre les associations de pères de famille. — Cette jurisprudence restrictive ne pourrait-elle être appliquée aux associations de pères de famille elles-mêmes ? C'est ce que pense un procureur zélé du sud-ouest et il demande, en conséquence, au Tribunal civil de Bayonne de prononcer la dissolution d'une association mixte de pères de famille. Il soutient qu'une telle association ne saurait avoir d'intérêt collectif et, comme son principal objet est d'exercer des actions irrecevables, elle est par cela même illicite. Le Tribunal civil de Bayonne admet cette thèse le 10 mai et, le 17 mai, le Tribunal civil de Saint-Palais renchérit encore en prononçant la dissolution d'une telle association, attendu qu'elle porte atteinte aux prérogatives de la puissance paternelle.

Que faisait pendant ce temps le ministère Briand ? Dès le 23 octobre 1909, le Ministre adresse une cir-

culaire recommandant de ne pas changer les manuels condamnés par les évêques, il se refuse à poursuivre des évêques, qui ont exercé leurs droits de citoyens, laissant ce soin aux Amicales d'instituteurs mais il ne perd aucune occasion de manifester son attachement à la défense de l'école laïque.

Les 14, 17, 18, 19, 20, 21, 24 janvier 1910 se poursuit à la Chambre une longue discussion sur la neutralité scolaire, dont la Lettre des évêques fait les frais. Un ordre du jour, approuvant l'attitude du Gouvernement, est voté à une forte majorité.

Au mois de juillet, de nouvelles interpellations, sur la politique générale et scolaire du Gouvernement, amènent l'intervention de MM. Buisson, Chappedelaine, Piou, Briand et se terminent également par le vote d'un ordre du jour de confiance, à une forte majorité.

33. Premiers symptômes d'apaisement. — Cependant, au moment même de la lutte, des symptômes d'apaisement se manifestent dans le pays. Sans parler de la proposition Biétry, du 14 février 1910, qui propose la séparation des écoles et de l'État, on trouve incontestablement la preuve de cet état d'esprit, dans la proposition que faisait M. Gurnaud dans la *Revue hebdomadaire* du 25 décembre 1909 et dans la proposition Marin du 16 mars 1910 deman-

dant que les manuels soient choisis par les pères de famille.

Ces idées de conciliation et d'accord remportent même un triomphe éclatant dans la réunion qui a lieu le 26 mai 1910 aux Sociétés savantes, sur la convocation de M. Gurnaud.

M. Briand semble entrer dans la même voie lorsqu'il répond le 18 juillet à la question posée par M. Mahieu au sujet des manuels dans la Manche. M. Briand affirme que les instituteurs pourront librement choisir les manuels à la rentrée d'octobre et qu'ils ne s'exposent à aucune poursuite disciplinaire, s'ils défèrent aux susceptibilités légitimes des familles.

La grève des chemins de fer (octobre 1910), suivie de la reconstitution du ministère Briand, que seule la présence de M. Lafferre, au ministère du travail, empêche la droite de soutenir, semble devoir reléguer, au second plan, la lutte scolaire et fortifier la politique d'apaisement. Mais les adversaires de gauche du Gouvernement s'inquiètent de sa politique et l'anticléricalisme semble leur offrir le moyen infaillible de le renverser.

34. L'amendement Bouffandeau. — Le 11 février 1911, la commission de l'enseignement de la Chambre — où les adversaires du Gouvernement sont nombreux — décide par 21 voix contre 9, de faire

insérer les projets de défense de l'école laïque, dans la loi de Finances (1). Puis, par 15 voix contre 7, elle se rallie à un amendement, présenté par M. Bouffandeau, qui écarte la commission scolaire et défère les infractions à la loi scolaire à une commission cantonale, composée du juge de paix, président, de l'inspecteur primaire, de deux délégués cantonaux, élus par leurs collègues, de deux instituteurs, désignés par leurs collègues, et de deux pères ou mères de famille, désignés par *l'inspecteur d'académie*, sur une liste dressée par les conseils municipaux (2 par commune).

35. La chute du ministère Briand et la reprise de la lutte. — Quinze jours après, le 24 février, M. Malvy interpelle M. Briand sur sa politique de défense de l'école laïque, qu'il trouve trop molle. M. Malvy reproche à M. Briand de ne pas tenir assez sévèrement la main à l'application des lois de 1901 et de 1904, contre les congrégations et il lui fait particulièrement grief d'avoir accédé à une demande des pères d'élèves du Collège Saint-Michel de Saint-Etienne, tendant à ce qu'on ne mit pas, en plein hiver, leurs enfants hors de leur pensionnat (2).

1. Le Budget de 1911 ne fut voté qu'en juillet 1911.

2. M. MALVY. Vous avez accordé l'autorisation, le fait est-là, à une association de pères de famille.

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL. Ce n'est pas un bail de longue durée.

M, MALVY. Soit ! disons un délai ; mais l'association de pères

On passe au vote et l'ordre du jour de confiance (première partie) recueille 262 voix contre 238 et sur l'ensemble 258 voix contre 242 (1).

Le lendemain, M. Briand considérant que sa majorité est insuffisante démissionne et M. Monis est appelé à le remplacer.

Le ministère Monis adopte une politique plus énergique pour la défense de l'école laïque.

Aussitôt, le nombre des déclarations d'A. P. F. s'élève à nouveau. Il descendait régulièrement depuis le mois d'avril 1910, mai (42), juin (29), juillet (16), août (9). Après une reprise prolongée, due à la rentrée des classes, septembre (13), octobre (16), novembre (21), décembre (30), il était tombé dans les derniers mois du ministère Briand à 15 et à 11 pour les mois de janvier et février 1911, contre 59 et 69 en 1910, chiffres à peine supérieurs à ceux de 1909 (10 et 9). Avec l'avènement du ministère Monis les chiffres remontent à 22 (mars) et à 18 (avril).

Les républicains anticléricaux se flattent d'obte-

de famille vous devez savoir ce que c'est, vous en trouvez tous les jours dans vos dossiers au Ministère... Cette association de pères de famille est semblable à l'association de pères de famille qui dirige l'externat Sainte-Hélène à Lyon, externat qui est entre les mains des Jésuites... Vous n'êtes pas dupes, Messieurs de ce qualificatif. L'association de pères de famille c'est le replâtrage de la société civile.

1. Commentaires sur la séance par Yves de la Brière dans les *Etudes. R. O. D.*, VI, 252.

nir son concours, pour faire insérer l'amendement Bouffandeau dans la loi de Finances.

Mais la droite est décidée à une obstruction systématique. En peu de temps, 355 sous-amendements sont déposés (1) et chacun d'eux recueille les 40 signatures nécessaires au vote à la tribune par appel nominal, c'est-à-dire à la prolongation indéfinie de la discussion. Pour déjouer ce calcul les partisans de l'amendement Bouffandeau décident de lui substituer *in extremis* un autre texte présenté par M. Besnard de façon à ce que tous les sous-amendements tombent par cela même (12 avril) mais aussitôt les sous-amendements au texte Besnard de pleuvoir.

Finalement, le 14 avril 1911, M. Dessoye prend le parti de demander, lui-même, le renvoi à la commission de l'enseignement de l'amendement Bouffandeau. Appuyé par MM. Buisson et Cochery, le renvoi est prononcé sans opposition. La menace d'obstruction a réussi (2).

Il est bien entendu cependant que la discussion reprendra à la rentrée.

Mais, le 21 mai 1911, l'accident d'Issy-les-Mouli-

1. L'amendement Simon donne une idée des autres : La Chambre décide de surseoir à l'application de la loi jusqu'à ce que tous les chemins ruraux soient terminés et en bon état.

2. *Lanterne* du 16 avril 1911 sous le titre « Déception »

Gilles

neaux amène la mort d'un des chefs du parti radical et il est suivi, quelques semaines, après de la retraite du ministère Monis (1).

36. Politique extérieure d'abord. — Le ministère Caillaux est à peine constitué que le 1^{er} juillet 1911, l'Allemagne en envoyant *la Panther* à Agadir ouvre une crise internationale d'une extrême gravité. Est-ce le moment de diviser les Français en proposant des mesures restrictives à la liberté des pères de famille ?

La discussion du budget de l'instruction publique au Sénat revêt une forme académique, qui contraste singulièrement avec l'agitation qui animait la Chambre l'année précédente. Il y est beaucoup plus question de la réforme des programmes de 1902 que de l'irresponsabilité des instituteurs et, tandis que la Lettre des évêques passe au second plan, les honneurs de la séance sont faits à Horace et à Cicéron.

Même après la signature du traité du 4 novembre 1911, l'attention ne se détourne pas des questions de politique extérieure. Après la chute du ministère Caillaux, un grand ministère national est constitué

1. Le 30 mai 1911 cependant M. Steeg déposait un nouveau projet de défense de l'école laïque tendant à frapper de pénalités nouvelles les pères de famille qui empêchent leurs enfants de participer aux exercices réguliers de la classe.

sous la présidence de M. Raymond Poincaré et la conciliation semble triompher en la personne d'un des approbateurs de M. Gurnaud.

Cependant les adversaires de la liberté de l'enseignement ne désarment pas.

Le 2 février 1912, ils obtiennent de la Chambre une manifestation de défense laïque, le vote de l'urgence sur la proposition Brard (monopole local) et pour ne pas mentir à la tradition : à nouveau ministre, nouveau projet de défense de l'école laïque, le 7 février M. Guist'hau, ministre de l'Instruction publique fait connaître à la commission de l'enseignement la pensée scolaire du Gouvernement.

Le 14 mars 1912, M. Debierre, à la tribune du Sénat, réclame de nouvelles poursuites contre les congrégations religieuses.

Malgré tout, il semble bien que, dès lors, la lutte soit entrée dans une période de ralentissement.

La Cour d'appel de Pau, dans un arrêt du 13 mai 1912, réforme les jugements des Tribunaux civils de Bayonne et de Saint-Palais et proclame absolument licites les associations de pères de famille, même quand elles sont largement ouvertes à de simples citoyens.

Le premier Congrès national des associations catholiques de chefs de famille, tenu, à Paris, le 26 mai 1912, porte son effort aussi bien sur la R. P. S. (répartition proportionnelle scolaire) con-

sidérée comme la consécration logique de la liberté du chef de famille, que sur la lutte scolaire proprement dite.

Ainsi, dès la fin de 1912, c'est-à-dire près de deux ans avant que l'Union sacrée ne vienne reléguer au dernier plan ces querelles intestines, la lutte peut être considérée comme assoupie. Le vote tardif des projets de défense laïque par la Chambre, en janvier 1914, ne doit pas faire illusion sur ce point. Au Sénat, ils n'ont pas dépassé le passage à la discussion des articles.

Cet avortement est déjà un premier jugement.

Doit-on aller plus loin, et admettre que si la lutte s'est ralentie c'est aussi parce que les pères de famille ont enlevé de haute lutte les positions qu'ils attaquaient et qu'en un sens, leur victoire explique la fin de la bataille ?

§ 6. — Les résultats

37. *Difficulté de porter un jugement d'ensemble.* — Rien ne serait plus difficile, en réalité, que de porter un jugement sur les résultats obtenus.

La discrétion, en effet, est bien souvent le meilleur moyen pour les pères de famille de conserver les résultats acquis. Ils se garderont bien de citer

des exemples précis pour ne pas attirer les persécutions de l'État, des autorités supérieures ou simplement de ses camarades à l'instituteur conciliant, qui a déféré aux susceptibilités légitimes des parents. Par ailleurs, et dans la même intention, ils seront portés à exagérer les résultats généraux obtenus, en laissant planer une menace vague, en disant que l'esprit général des instituteurs a été changé et ainsi, par cette puissance occulte ou imaginaire, ils augmenteront leur prestige auprès de ceux qui ont peur et dont le mot d'ordre est d'éviter les conflits.

38. Les succès. — Il semble cependant que, dans certaines communes, des résultats positifs ont été obtenus, fortifiant les droits des pères de famille et, sur ce point, concordent opinions des amis et des adversaires.

Ici, les manuels ont été changés par l'instituteur, soit sur la demande des parents (1), soit avant toute demande, par le maître désireux de prévenir les réclamations.

Ici, c'est le ministre, lui-même, qui a prononcé l'interdiction d'un manuel, qui violait ouvertement la neutralité scolaire (2).

Là, l'instituteur a pris le parti de donner orale-

1. Gurnaud. *Crise de l'Ecole laïque*, ch. II, § 3.

2. *Manuel* Dez interdit le 20 janvier 1910, par M. Briand.

ment toutes les leçons et de n'imposer aucun manuel.

Ailleurs, son obstination a amené la création de nouvelles écoles libres et les enfants ont déserté en masse l'école laïque.

Dans telle autre commune, l'opposition, manifestée par les parents à l'ouverture d'une école gémifiée, a décidé l'administration à renoncer à l'expérimentation *in anima pueri* de ces procédés pédagogiques.

Ici, l'instituteur, ayant tenu des propos contraires à la neutralité, a été averti que s'il les rééditait il s'exposerait à des poursuites et, depuis, il a observé une attitude correcte.

Les résultats obtenus varient naturellement beaucoup suivant les régions (1). Cependant, l'augmentation presque générale des élèves des écoles libres est un indice sérieux que la campagne a porté. Sans doute, les chiffres des années qui ont suivi les lois d'expulsion des congrégations sont particulièrement bas, mais depuis, un grand effort a été fait pour reconstituer l'enseignement catholique.

Les chiffres, qu'a cités M. Brard à la Chambre au sujet de la Bretagne, sont particulièrement instructifs à cet égard.

Dans une région tout à fait opposée, dans le sud-

1. *Bulletin de la S. S. E. E.* 1910, p. 878 à 887.

est, Monseigneur Henry, évêque de Grenoble, attribuait aux pères de famille des conquêtes fort appréciables.

Tel était encore l'avis de M. le chanoine Tournier (1).

Les associations de pères de famille, écrit-il, ont fait rentrer le patriotisme à l'école. Elles ont détruit le prestige de l'instruction athée. Elles ont modifié l'attitude du Gouvernement. Elles ont fait entrer la consultation des parents dans la constitution de la liste départementale. Elles ont jeté le désarroi dans les milieux scolaires.

Cela est corroboré par des adversaires mêmes du mouvement. Un inspecteur primaire déclare (2) que dans la Meuse la campagne scolaire qui, en 1908, avait abouti à un échec complet, mieux reprise en 1909, avait eu pour résultat de désorganiser un grand nombre d'écoles, spécialement celles qui étaient dirigées par des institutrices.

39. Les échecs. Conclusion. — En sens inverse, dans d'autres départements, en Eure-et-Loir par exemple (3), l'attaque dirigée contre l'école a eu pour résultat de faire naître une ligue de pères de famille

1. *Correspondance Hebdomadaire* (de la S. G. E. E.) du 6 décembre 1910.

2. Dans l'article précité de la *Grande Revue*.

3. Communication de M. Tartinville.

laïques, qui ont réussi notamment à faire condamner en police correctionnelle quelques journalistes !

La guerre est venue : comme ces luttes intérieures semblent loin de nous aujourd'hui !

Il était nécessaire néanmoins de les retracer pour faire saisir sur le vif, la liaison du droit et du fait, pour montrer l'intensité et le cadre de la lutte, avant d'aborder l'examen des problèmes juridiques qu'elle soulève. Aurions-nous à analyser arrêts sur arrêts du Conseil d'Etat et de la Cour de Cassation si quelques bonnes volontés ne s'étaient réunies le 1^{er} octobre 1905 pour fonder une association de pères de famille à Saint-Rambert-en-Bugey ?

CHAPITRE III

LES DROITS DU PÈRE DE FAMILLE DANS L'ENSEIGNEMENT DOMESTIQUE ET PRIVÉ

§ 1. — Dans l'enseignement domestique

40. *Ce qu'est l'enseignement domestique.* — L'enseignement domestique peut se définir : celui qui est donné dans la famille ; c'est le premier et dernier asile de la liberté menacée et, s'il est permis de se servir d'images guerrières, c'est vraiment la forteresse du père de famille (1).

L'enseignement domestique ne se distingue guère en effet, au moins dans les premiers balbutiements, des autres soins corporels ou moraux que le père est appelé à donner à son fils (art. 203) et dont on ne saurait lui interdire l'exercice, sans arracher

1. Chanoine Laude. L'enseignement familial, *Bulletin S. G. E. E.*, 1910, p. 942.

l'enfant à la famille. Par cela seul que l'enfant habite dans la maison de son père — et l'article 374 du Code civil reconnaît au père le droit de faire ramener, au besoin, par la force, à son domicile l'enfant qui l'a fui — l'enfant reçoit de sa famille son langage, et, avec le langage, les premières habitudes de pensée et de vie. L'enseignement domestique, pour le jeune enfant qui parle à peine, est comme le prolongement même de la famille. Instruction et éducation s'y trouvent étroitement mêlées. L'enfant apprend à parler, à marcher, à ne pas mentir, à épeler ses premières lettres, tout cela au jeu des rencontres et suivant un programme très souple, qui ne connaît pas encore les classes d'une heure. Et même, est-ce bien un programme? L'action de la famille sur le jeune enfant n'est-elle pas avant tout instructive, souvent intermittente dans ses actes et, suivant les apparences, passablement déconcertante, mais, au fond, et par son influence, très suivie et singulièrement docile aux lignes directrices de la vie? Ne pourrait-on pas définir cet enseignement domestique de la première heure, en disant que ce n'est pas un enseignement? Et en effet, s'il y a bien un élève, il n'y a aucun des éléments qui permettent de reconnaître une institution juridique et de la différencier, ni cadres permanents, ni heures fixes de cours, ni programme suivi, ni professeur attitré, ni local de réunion, si bien qu'au

lieu de parler d'enseignement domestique, il serait plus juste, au moins dans les premières années de la vie de l'enfant, de parler de la famille enseignante. Le pouvoir d'enseignement ne se distingue pas, au début, des autres prérogatives de la famille et il n'ira en se précisant que, sous le heurt des obstacles rencontrés, c'est-à-dire sous la pénétration de la vie sociale.

Cependant, et dès lors, on peut reconnaître quelques-uns des caractères essentiels de tout enseignement ; c'est une œuvre d'autorité, et c'est une œuvre qui éveille toutes les facultés de l'âme. Qu'il s'agisse d'instruction ou d'éducation, l'enfant est pleinement livré à l'autorité de son père. Mais ce n'est pas une autorité arbitraire. C'est bien plutôt une fonction qu'une puissance.

Cela nous permet de répondre à une question souvent posée.

41. *L'obligation de l'instruction porte-t-elle atteinte aux droits du père de famille?* — Il n'est pas niable d'abord que l'obligation d'élever les enfants ne soit attachée, par la nature et par la loi, à la puissance paternelle, comme sa contre-partie nécessaire et que le devoir ne soit ici comme l'envers du droit.

Mais, peut-on dire que cette obligation d'élever les enfants comporte aussi l'obligation de l'instruction et que l'article 203 du Code civil aux termes

duquel les époux contractent ensemble, par le fait seul du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants, instituait, en quelque sorte, avant la lettre, l'instruction obligatoire?

Demolombe l'a soutenu (1), voyant dans ce devoir, le complément nécessaire de la puissance paternelle. Une chose sûre, c'est qu'avant la loi de 1882, une telle obligation d'instruire ne saurait être qu'une obligation purement naturelle. Mais peut-on même dire qu'une telle obligation est vraiment le corollaire de la puissance paternelle?

N'est-il pas beaucoup plus conforme aux faits et à l'évolution des idées, d'y voir une loi de police, inspirée de circonstances de temps et de lieu et spécialement du degré de civilisation générale? (2). A un moment donné, le législateur considère qu'il est de l'intérêt social que tous les citoyens possèdent un minimum de connaissances : lire, écrire et compter et il impose, par mesure générale, certains programmes à certaines catégories de citoyens que leur jeune âge désigne. L'État, quand il procède ainsi, atteint tous les enfants, qu'ils soient soumis ou non à la puissance paternelle. Ils sont devenus, de par

1. *Cours de Code Napoléon*, t. IV, n° 9.

2. La question s'est posée en Jurisprudence sous cette forme : Est-ce que l'obligation s'impose aux étrangers? Dans le sens négatif. Trib. Céret, 28 février 1883 (*Moniteur des Juges de Paix*, 1883, p. 201) qui voit dans cette loi une loi concernant l'état et la capacité des personnes.

la loi même, créanciers d'enseignement. Ce n'est que par contre-coup, que le père de famille devient débiteur et la meilleure preuve en est, que l'enfant abandonné et sans famille n'en est pas moins pour cela titulaire du droit à l'instruction. Ce droit d'instruction est bien au sens propre un droit social, en ce sens qu'il est créé par la loi et trouve sa raison d'être, moins dans la nature que dans l'intérêt de l'État : c'est une créance précise à recueillir certains bienfaits élémentaires, donnés par la Société, et sous la forme même imposée par cette Société, comme sont l'alphabet romain, l'écriture anglaise, les chiffres arabes. C'est un droit à acquérir certaines connaissances déterminées. Or, ces connaissances elles-mêmes sont de leur nature, sociales et le droit à l'instruction est un droit social. La loi d'obligation est une loi de police et de sûreté (1).

Il nous semble donc que le devoir d'instruction n'est pas un simple corollaire du devoir d'éducation mais est, par contraste, la contre-partie du droit à l'instruction — chose très différente.

C'est, en ce sens seulement, qu'on peut dire que l'instruction obligatoire limite les droits du père de famille, mais elle ne leur est pas contraire.

1. En ce sens. Trib. Rensons, 13 juillet 1883 (*Moniteur des Juges de Paix*, 1883, p. 338); Gobron. *Législation et Jurisprudence*, p. 885; Et. Wallon. *Revue Critique de Législation*, 1884, p. 449.

D'abord, il est certain qu'éducation et instruction dans tout enseignement sont inséparables, mais si leur combinaison se fait aussi heureusement, c'est justement parce qu'elles sont l'une et l'autre de nature fort différente.

Le droit du père de ne pas instruire son fils, priverait à son tour, dit-on, le fils du pouvoir d'élever son fils, par suite de son manque de connaissances. Il en serait ici, comme de la fameuse liberté de disposer, qui n'a pour effet, que de priver toutes les générations futures, du droit de disposer à leur tour.

En réalité, il faut élargir le problème. Avant tout, le droit du père est une fonction et, à ce point de vue, on peut répondre hardiment, que rien, dans l'obligation de l'instruction, n'est contraire à la fonction même du père et qu'elle se contente de lui imposer certaines directives, en obligeant les enfants de tel âge à tel âge, à connaître tel ou tel programme.

42. *Les sanctions de la loi de 1882. Les examens annuels.* — Aux termes des articles 1^{er} et 4 de la loi du 28 mars 1882, tout enfant de 6 à 13 ans, doit recevoir l'instruction primaire, suivant un programme, comprenant l'instruction morale et civique, la lecture et l'écriture, la langue et les éléments de la littérature française, la géographie, l'histoire,

quelques notions usuelles de droit et d'économie politique, les éléments des sciences naturelles, physiques et mathématiques, du dessin, du modelage, de la musique, la gymnastique.

Les enfants, qui reçoivent l'instruction dans la famille doivent chaque année, à partir de la fin de deuxième année d'instruction obligatoire, subir un examen sur les matières correspondant à leur âge (art. 16 de la même loi).

Cet examen est sanctionné par une mesure, théoriquement, très efficace : l'inscription d'office de l'enfant à une école publique ou privée (art. 16).

Ainsi, tandis que les enfants instruits dans une école soit publique, soit privée ne sont soumis à aucun examen, voilà les enfants élevés dans leur famille, astreints à en subir un à des époques déterminées et sur un programme obligatoire.

Si l'article 16 était rigoureusement appliqué, ces enfants seraient assujettis, non seulement à apprendre tout ce qui figure dans le programme, mais à l'apprendre dans l'ordre même du programme (1), si bien que les enfants, que leur famille destine à recevoir l'enseignement secondaire ou supérieur, devraient apprendre, dès l'âge scolaire, les éléments des sciences naturelles, physiques, mathé-

1. Lorois (Chambre des Députés, 24 novembre 1880).

matiques, leurs applications à l'industrie, à l'hygiène, aux arts industriels et autres (1).

A ces objections, le Ministre répondait que cet examen serait plutôt une sorte d'enquête toute bienveillante, qu'un ensemble d'interrogations précises sur un programme déterminé (2), et l'arrêté ministériel du 22 décembre 1882 (3), trace, en effet, un programme aussi restreint que possible.

Il n'en demeure pas moins, que, jusqu'à l'âge de 13 ans, quelle que soit la nature des études auxquelles il se livre, l'enfant est assujetti à passer chaque année, un examen sur les matières de l'enseignement primaire, devant une commission de trois membres, dont son précepteur ne fait pas, obligatoirement, partie et alors que la présence du père à l'examen est, simplement, autorisée.

Voilà la théorie; en fait, les examens annuels n'existent plus, ou n'ont jamais existé (4). Il y a à cela une raison juridique très forte. Aux termes de l'article 16, ils ne pouvaient être imposés aux enfants élevés à la maison qu'à la fin de la deuxième année d'instruction obligatoire, c'est-à-dire deux ans

1. Delsol (Sénat, 21 mai 1884),

2. Jules Ferry (Sénat, 21 mars 1882).

3. Lettre circulaire du Ministère de l'Instruction publique aux Préfets envoyant cet arrêté. *Journ. Off.*, 13 septembre 1884, p. 4890.

4. *Bulletin de Législation scolaire*, 15 janvier 1912.

après la promulgation de la loi, à partir d'octobre 1884 (1).

Le zèle des inspecteurs fut-il ralenti par ce délai forcé (2), une chose sûre, c'est qu'il est difficile de citer un département, où ces commissions fonctionnent encore, si elles ont jamais fonctionné. Le maire se contente généralement de la notoriété publique, que tel enfant est instruit à la maison, mais c'est justement le procédé, que le législateur de 1882 avait voulu résolument écarter, quand il repoussait au Sénat l'amendement de M. Paris, laissant au juge de paix le soin de rechercher, avec ou sans enquête, si l'enfant recevait ou non l'instruction primaire (3).

Quant à l'inscription d'office à une école, elle fut bien appliquée, après la mise en vigueur de la loi, à quelques jeunes enfants, qui se signalaient à l'attention des inspecteurs, plutôt par les opinions politiques de leurs parents, que par leur propre ignorance (4), mais les inspecteurs d'académie semblent

1. Sur l'intervention d'un père de famille (M. Méray de Nuits-sous-Beaune), le Ministre dût lui répondre, à la date du 14 novembre 1883, qu'il donnait des ordres pour que l'examen n'eut lieu, qu'à partir d'octobre 1884. Detourbet *Commentaires*, p. 233 en note.

2. *Mémoires et Documents scolaires du Musée pédagogique*. 1889, t. I, n° 3, p. 82, par Dreyfus-Brisac.

3. Detourbet. *Commentaires*, p. 210.

4. Tribunal Police Blois, 2 mai 1883 (Detourbet, p. 534).

avoir généralement renoncé, actuellement, à ce moyen de lutte, pour grossir artificiellement, les effectifs de leurs écoles. La fréquentation scolaire des enfants, volontairement inscrits n'étant guère assurée (1), il n'est pas prouvé que celle des inscrits d'office le serait davantage. L'insuffisance des commissions scolaires — à peu près générale dans les deux tiers des départements — donne donc, en fait, au père de famille, dans l'enseignement domestique, pleine et entière liberté.

Au contraire, les lois sur l'ouverture des écoles libres sont très rigoureusement appliquées. La jurisprudence du Conseil supérieur de l'instruction publique a déterminé avec précision et minutie tous les motifs d'opposition à l'ouverture d'une école libre (2) et, ainsi, en face de la grande liberté laissée en fait au père de famille dans l'enseignement domestique, s'échafaude, en fait et en droit, pour l'enseignement dit privé ou libre, toute une réglementation savante.

Il est donc essentiel de distinguer, très nettement, entre enseignement domestique et enseignement privé, chose d'autant plus nécessaire que, à défaut

1. Une statistique des manquements à la fréquentation scolaire Louis Dubois. Chambre, 17 mars 1913. *R. O. D.* VIII, p. 258.

2. Laude (Chanoine) *Manuel des Ecoles Libres*.

d'un texte de loi, il n'est point d'autre guide que la jurisprudence.

43. *Distinction établie par la jurisprudence entre enseignement domestique et enseignement privé.* — La loi du 30 octobre 1886 ne contient aucune définition de l'école. Mais l'ordonnance du 16 juillet 1833 définissait l'école toute réunion habituelle d'enfants, de différentes familles, ayant pour but l'étude de tout ou partie des objets compris dans l'enseignement (art. 17) et cette définition semble avoir été adoptée par l'ancienne jurisprudence de la Cour de Cassation.

Il y a ouverture d'une école et profession d'instituteur primaire (public), toutes les fois seulement qu'il y a réunion habituelle (1) d'enfants de différentes familles (2), pour y recevoir l'enseignement en commun (3).

En 1886, changement de jurisprudence. La Cour de Cassation assimile la réunion préalable des enfants à la réunion pour recevoir l'enseignement

1. Et non accidentelle : Orléans 12 août 1884, D. 1885, II, 272 ; Cass. 20 mars 1874 ; D. 1874, I, 498.

2. Cass. 26 novembre 1883, *R. O. D.*, V., 287, a reconnu le caractère d'école à la réunion de trois enfants appartenant à deux familles différentes. Dans le même sens, Tribunal Bayeux 28 juin 1883 ; S. 1885, II, 38.

3. Cass., 27 juillet 1860 ; D., 1860, I, 374 ; Cass., 29 juillet 1870 ; D., 1871, I, 381.

en commun. Le fait d'un enseignement séparé, mais successif, donné à des enfants réunis dans une salle commune, en attendant d'être appelés, a été déclaré assimilable à la tenue d'une école (1). La Cour de Cassation a maintenu cette jurisprudence rigoureuse (2), en confirmant un arrêt de la Cour de Riom, rendu contre Mlle Boulat (3), bien que les enfants ne se fussent jamais trouvés réunis dans l'immeuble consacré aux leçons (4), attendu qu'ils se trouvaient réunis auparavant au presbytère, sans distinction de famille et en sortaient tour à tour pour se rendre chez leur professeur. Jurisprudence singulière, que celle qui ordonne ainsi la fermeture de l'école. De quelle école ? Du presbytère ? Non, de la chambre isolée où Mlle Boulat reçoit les enfants, séparément. Même les arrêts de relaxe (5) confirment, *a contrario*, cette jurisprudence, en constatant, dans leurs attendus, que les leçons ont été données aux enfants, individuellement et séparément, sans que les enfants soient

1. Cass. Crim. Rej., 25 février 1886 ; D., 1887, I, 457.

2. Cass. Crim. Rej., 13 juillet 1912 ; R. O. D., VII, 416.

3. Tribunal Saint-Flour, 7 juillet 1911, *Bulletin de la S. G. E. E.*, 1911, p. 711 ; Cour de Riom, 21 octobre 1911, *Bulletin de la S. G. E. E.*, 1911, p. 982 et R. O. D., VII, 414.

4. R. O. D., VII, 416, note de M. Félix Bonnet.

5. Cass. Crim. (Arrêt Lamarque), 21 janvier 1911, R. O. D., VI, 183. Cour de Toulouse, 23 novembre 1910, R. O. D., VI, p. 183.

réunis, ni au dedans ni au dehors, avant pendant ou après l'enseignement (1).

Rien ne montre mieux l'importance de la distinction entre enseignement domestique et enseignement privé, que le parallèle de ce qui est permis à l'un et de ce qui est refusé à l'autre.

44. *Parallèle entre la liberté du père de famille dans l'enseignement domestique et dans l'enseignement privé.*

— Local, programmes, méthodes, manuels, collaborateurs, ici tout est libre et là tout est réglementé. Les lois et règlements scolaires imposent aux établissements scolaires certaines conditions d'hygiène et de salubrité. Rien de tel à la maison. C'est seulement le droit commun en matière d'hygiène et l'on sait assez combien la réglementation à domicile est demeurée à l'état embryonnaire.

Même liberté dans les programmes, dans les méthodes, dans la langue et dans l'esprit de l'enseignement.

L'inexistence des examens annuels laisse au père toute latitude dans le choix et dans la distribution des programmes. Alors que des circulaires ministé-

1. Dans le même sens. Tribunal Grenoble, 4 mai 1910, *R. O. D.*, VI, 479; Cour de Nancy, 14 mars 1912, *R. O. D.*, VII, 491; Tribunal Castelsarrazin, 12 août 1912, *R. O. D.*, VII, 573; Cour de Toulouse, 30 octobre 1912, *R. O. D.*, VII, p. 573.

rielles ont prétendu interdire l'enseignement dans les écoles privées dans une langue autre que le français, le droit du père de famille d'élever son enfant dans la langue de Cicéron ou dans celle de Mistral, n'a jamais été contesté. Le père de famille a le droit d'élever son fils en haine des lois de la République et de lui inculquer le persévérant désir de la détruire. S'il veut se servir des manuels condamnés par le Conseil supérieur de l'instruction publique, et dont l'usage est prohibé dans les écoles publiques et privées, s'il veut se servir de l'*Histoire de France* du P. Loriquet ou de la *Petite histoire de l'Eglise* de M. l'abbé Vandepitte, malgré l'arrêté du 5 janvier 1907 (1), il en a le droit. S'il veut donner à son fils un précepteur congréganiste, il le peut, n'étant pas lié sur ce point par les dispositions plus ou moins restrictives d'une législation spéciale.

Le seul droit qu'on puisse lui appliquer en pareille occurrence c'est le droit commun. C'est le droit commun de la loi du 22 juillet 1889, qui réglemeute la déchéance de la puissance paternelle. Il est clair que si, sous prétexte d'éduquer son fils à la manière forte, le père de famille martyrise le malheureux enfant, ce n'est pas le caractère prétendu d'enseignement, qui empêchera qu'il soit fait application des dispositions tutélaires et générales de la loi de 1889.

1. R. O. D., II, 135.

De même, c'est le droit commun, le droit privé, qui régleme les rapports du père et du précepteur.

Le précepteur peut n'être qu'un salarié, un domestique (1), au sens le plus fort de ce beau mot. Ou bien, s'il donne des leçons particulières à différents élèves, il peut passer progressivement à la situation d'entrepreneur. Mais, dans un cas comme dans l'autre, il est le délégué du père de famille, dont il tient son autorité, et les limites variables de son pouvoir sur l'enfant sont fixées par la volonté même du père de famille. A lui d'accepter ou de refuser. S'il survient quelque difficulté dans le paiement des leçons ou dans l'interprétation du contrat, tacite ou non, qui lie le père et le précepteur, ce sont les principes communs du louage d'ouvrages et du louage de services qui s'appliqueront (2).

Ainsi, la fonction du père de famille, dans l'enseignement domestique, à la fois, si l'on peut dire, organisateur et bénéficiaire d'enseignement, obligé seulement de donner l'instruction, mais laissé libre

1. La Jurisprudence considère comme domestiques, au sens ancien du mot, les subordonnés faisant partie de la maison, les « familiers » disait-on autrefois. Dalloz, *Rép. Pratique*, v° Louage d'ouvrage, § 35.

2. Cour d'appel d'Agen, 15 juillet 1913. *Bulletin de la S. G. E. E.*, 1913, p. 306.

par la loi, et plus encore par les faits, de la donner comme, quand, où, et par qui, il lui convient, non seulement est prépondérante en droit mais est, en fait, presque exclusive. C'est une véritable souveraineté.

§ 2. — Dans l'enseignement privé

45. *Importance nouvelle du rôle du père de famille.*

— Il fut un temps où la fonction juridique du père de famille, dans l'enseignement privé ou libre, n'apparaissait qu'au second plan. Quand de puissantes congrégations et ordres religieux offraient, aux pères de familles chrétiens, sous la garantie de leurs lettres d'obédience, des écoles confessionnelles et des internats, ils pouvaient se décharger en toute confiance sur la direction du soin d'éduquer leurs enfants. L'école chrétienne en effet est avant tout un centre de formation morale, c'est-à-dire, non pas un local où se juxtapose l'enseignement de quelques dextérités, mais un milieu. Que le milieu de l'école chrétienne put donner une formation générale bien supérieure à celle de la famille, c'est ce qu'exprimait clairement la confiance des parents, et leur suffrage était libre, puisque les congrégations ne jouissaient d'aucun monopole, ni de droit,

ni de fait. Il fallait donc, de l'avis de la famille elle-même, que la famille ne fit pas irruption, à la légère, dans le sanctuaire de l'école et qu'en même temps le contact fut maintenu, entre l'école et la famille.

Comment s'opérait cette réglementation des congés, des permissions, des visites de parents, des relations entre frères et cousins à l'intérieur d'un même collège ? Le règlement, que Monseigneur Dupanloup (1) pratiquait en dix propositions au Petit Séminaire de Paris, permet de s'en faire une idée : des notes hebdomadaires étaient transmises aux parents (I) et l'enfant était tenu de leur écrire chaque semaine (II). Il avait une sortie mensuelle (X). De leur côté, les parents jouissaient du privilège de voir la copie de composition (III) et les cahiers d'honneur (IV). Ils étaient invités à prier pour leurs enfants (V) et à communier avec eux (VI). Le règlement leur recommandait d'écrire à leurs enfants au moins une fois par semaine (VIII) et d'entrer en rapport avec les maîtres et les supérieurs (IX). Quels pouvaient donc être ces rapports ? Le septième commandement nous en donne la clef : « Avant toutes choses que les parents respectent religieusement la règle ».

S'il est permis de dire (2) qu'ainsi les parents pré-

1. *De l'Education*. Tome II, p. 186.

2. *De l'Education*. Tome II, p. 186.

sidaient à l'éducation secondaire et publique, c'était à coup sûr une présidence plus honoraire qu'effective.

Le P. Lacordaire alla plus loin. Au collège de Sorèze, était organisé une sorte de conseil des parents, chargé d'éclairer la direction et qui se recrutait, principalement, parmi les anciens élèves. Son rôle d'ailleurs était purement consultatif.

Le P. Didon se livra à quelques expériences du même genre, mais ces tentatives demeurèrent isolées.

Les judicieux conseils que le P. Tissot, jésuite, donnait dès 1872 (1) sur l'enseignement domestique qui doit préparer, seconder, achever l'enseignement public libre, restèrent assez platoniques. C'est qu'une logique plus forte que tous les essais de coopération voulait que les congrégations maintinssent rigoureusement, avec leur esprit de corps, leur règle et leur discipline. N'était-ce pas le secret de leur succès auprès de tant de parents, amis de la règle, pour leurs enfants ? Connaissant leur faiblesse, et moins désireux d'abdiquer leurs droits que de maintenir leur règne, ils étaient heureux de confier, à des mains plus énergiques, le soin de gouverner.

On sait comment les lois de 1901 et de 1904,

1. *L'Education dans la famille et dans les écoles.*

comment la dispersion et l'expulsion des congrégations ruinèrent de fond en comble l'enseignement libre congréganiste. Et alors, par l'effet brutal de la loi, un renversement complet des rôles s'est opéré, du point de vue de l'organisation juridique. Les pères de famille qui s'effaçaient, volontairement, devant l'autorité et l'expérience des congrégations, ont été investis aujourd'hui de la périlleuse mission de soutenir les écoles prêtes à tomber, de rouvrir les écoles déjà fermées. Déjà fournisseurs d'élèves, ils sont devenus, en quelque sorte, fournisseurs d'enseignement. Aujourd'hui, s'ils veulent encore que vive l'école libre, ils doivent s'en faire, non seulement les créateurs, mais la providence perpétuelle qui soutient l'œuvre de création.

Deux moyens principaux s'offrent à eux à cet effet, également légaux mais diversement efficaces.

46. Société civile ou Association. — C'est la grosse question : Société civile ou Association ? Le groupe de pères de famille, qui prend en mains la charge de l'école, sera-t-il, ou non, censé poursuivre un but lucratif ?

Supposons que ce groupe ait pris la forme d'une société civile et que les actions aient été réparties entre tous les pères de famille, dont les enfants fréquentent l'école, et entre ces pères de famille seulement. Toutes choses égales d'ailleurs, c'est pres-

que une véritable coopérative. Peut-on dire que, même dans ce cas, choisi le plus absolu à dessein, le but principal poursuivi étant l'éducation des enfants, il exclut ou absorbe tout autre but et, premièrement, tout but lucratif, qu'ainsi une société civile serait illégale, que seule la forme de l'association est possible? Il faut répondre nettement non.

En tout ce qui concerne l'enseignement collectif, en effet, le père de famille ne jouit comme fournisseur d'aucun privilège spécial. Sa qualité de père de famille ne le dispense aucunement de remplir les formalités que la loi exige de toute personne. C'est le droit commun. Supposé qu'un père de famille donne l'enseignement à son fils en même temps qu'à quelques autres enfants, sans être en règle avec la loi, il commet le délit d'ouverture illégale d'école. Même solution à donner pour la direction. Le fait qu'il envoie ses enfants à l'école ne lui permet pas de la diriger sans diplôme. Toujours le droit commun et par conséquent droit commun aussi pour la question primitivement posée. Pourvu que le groupe d'école fasse des bénéfices, la société civile est tout à fait possible. Le fait que les enfants des actionnaires fréquentent également l'école libre ne fait pas disparaître le but lucratif que poursuit la société.

Société civile et Association sont donc également licites.

En fait, la forme préférable sera souvent imposée par les circonstances locales. Ce seront, par exemple, les anciens élèves déjà formés en association, qui reprendront la maison où ils ont été élevés, et le but de l'association transformé, sa forme néanmoins subsistera. Ou bien, il a fallu acheter la maison d'école et une telle avance de fonds n'a pu être faite que par une société civile. La société civile, propriétaire de l'immeuble, pourra répartir des dividendes, grâce au loyer payé par l'association, somme elle-même fournie par les cotisations des membres. Les mêmes personnes pouvant être, à la fois, actionnaires de la société et membres de l'association, il est possible que les mêmes pères de famille, reçoivent, d'une main, ce qu'ils donnent de l'autre. Est-ce qu'une telle combinaison est licite ? Doit-on obliger les pères de famille à opter ou peuvent-ils au contraire accumuler les avantages des deux systèmes ?

M. Waldeck-Rousseau, dans la séance du 25 février 1901, a très nettement affirmé la possibilité de ce cumul (1). La même solution est enseignée par M. Pichat (2) et elle est encore corroborée par les conclusions de M. le Procureur général Baudoin

1. Auguste Rivet. *Immeubles et ressources des œuvres catholiques*, p. 62.

2. Pichat. *Le Contrat d'association*, p. 136.

dans l'affaire de la Société immobilière de Notre-Dame de Reims (1).

Le cumul est donc parfaitement licite. Comme le disait Waldeck-Rousseau, c'est le droit commun ; mais, dans la même mesure, leur est aussi défendu tout ce que le droit commun défend et tout ce qui concerne les personnes interposées et les limitations de capacité soit des sociétés soit des associations leur est *ipso facto* applicable.

Voilà donc les pères de famille, devenus propriétaires ou locataires de la maison d'école, exclusivement chargés de la marche financière de l'établissement, fixant eux-mêmes le salaire et les heures de travail de l'instituteur libre. Ne sont-ils pas véritablement les maîtres de l'enseignement ?

47. *Le droit de direction du père de famille et ses limites.* — Tant s'en faut. La primauté du père de famille, devenu réellement effective au point de vue financier, ne l'est peut-être qu'à ce point de vue. Il y aura eu renversement total des rôles, au point de vue juridique, et peut-être, au point de vue pédagogique, très peu de chose de changé, surtout si ce sont les anciens maîtres congréganistes, maintenant sécularisés et en règle avec la loi civile, qui continuent à distribuer l'enseignement.

1. Cass. Civil, 4 mai 1909, *Rec. Gaz. Trib.*, 1909. 2^e semestre, p. 7.

Le maître aura toujours besoin d'une certaine autonomie et le fait même que le père choisit un délégué, c'est-à-dire un ministre, implique que ce souverain presque absolu, s'il n'abdique rien de ses droits, entend laisser jouir un autre d'une large part d'autorité. S'il règne encore, il n'est plus seul à gouverner. Et cela est encore plus vrai quand plusieurs pères de famille s'associent, pour donner à leurs enfants le même maître. Obligé de contenter plusieurs pères, l'instituteur n'est plus soumis au caprice d'un seul. L'obéissance à tant d'autorités diverses est une sorte de libération, car elle implique un pouvoir de choix. Une certaine liberté de méthode est en quelque sorte imposée par le caractère collectif de l'enseignement. La règle surgit, entre le maître et le père de famille, et si cette règle a pour premier effet de maintenir le maître dans les limites de son devoir, elle n'oblige pas moins le père de famille, à ne demander rien qui soit contraire à l'esprit, aux usages, aux coutumes constitutionnelles de l'école. Si le père de famille n'est pas satisfait de l'école, qu'il en retire son fils, mais puisqu'il accepte de l'y envoyer, qu'il accepte, du même coup, une certaine discipline et des règles jugées nécessaires. Limitation volontaire sans doute mais bien réelle. Il y a une sorte de contrat d'adhésion tacite, par lequel le père de famille, qui envoie son fils à l'école, en accepte les règles générales et s'y

soumet de plein gré, en ce qu'elles n'ont pas d'abusif.

La liberté du père de famille est sauvegardée, puisqu'il peut à tout instant revenir sur son choix. L'usage, qui permet à la direction de renvoyer sur-le-champ l'enfant indiscipliné, veut également que le père de famille puisse, à tout instant, retirer son fils de l'école, pour des raisons dont il est seul juge, sans préavis ni juste cause, pourvu que les frais de pension aient été régulièrement soldés. La dérogation est possible, mais elle ne se présume pas. Et encore, à notre avis, elle ne peut créer une véritable obligation de faire. Elle ne peut se traduire que par des dommages-intérêts. C'est en réalité un pacte sur un attribut de la puissance paternelle et on ne saurait forcer un père de famille à exécuter une convention, qu'il juge contraire à sa conscience et à ses droits. Elle est, en quelque sorte, toujours affectée d'une clause potestative.

Ainsi, tant s'en faut que, dans l'enseignement privé, le droit du père de famille ne soit soumis à aucune limitation ni restriction, puisqu'au contraire nous les voyons surgir, en même temps que le caractère collectif de l'enseignement. Mais la liberté du choix tempère l'autorité, qui règne dans l'école choisie, en même temps qu'elle s'incline devant elle. La tempère aussi, l'esprit général qui a présidé à la naissance des écoles libres en France.

Les écoles libres, en effet, ne sont pas créées, au hasard, et sans lien entre elles, par suite des initiatives isolées et fragmentaires de quelques pères de famille. Presque toutes, en France, prennent leur point d'appui sur une institution sociale, l'Eglise catholique. Les pères de famille catholiques acceptent donc, non seulement une certaine liberté du maître dans le choix des méthodes, mais encore un enseignement dogmatique, moral et religieux et c'est même la raison principale, qui leur fait soutenir les écoles libres. Ils inclinent donc leur autorité devant certaines règles, que la nécessité ou que la révélation imposent, et cependant, en droit civil, ils sont libres, puisque la loi leur reconnaît toujours la liberté du choix. L'école est un milieu, l'école est un sanctuaire. Il n'est point permis d'en dissocier arbitrairement les parties.

C'est la volonté même des pères de famille qu'il en soit ainsi.

48. *Le droit d'inspection des délégués du père de famille dans l'école libre.* — Pour la même raison, et étant donné que les pères de familles veulent une école religieuse, ce serait aller contre leur volonté même, que de refuser à ceux à qui ils reconnaissent autorité le droit d'inspecter ces écoles. Or, le premier inspecteur d'une école catholique, c'est l'évêque ; le nier c'est nier le droit du père de famille,

de faire donner à ses enfants l'enseignement religieux, mais l'évêque n'est pas la seule autorité qui puisse inspecter les écoles et la question se pose, pour lui comme pour toutes les autres autorités, à qui les directeurs de l'école reconnaissent un droit d'inspection.

Est-ce que la loi française reconnaît également ce droit ?

Il s'est trouvé un inspecteur primaire pour le nier (1) et pour soutenir que l'instituteur libre, qui ne résistait pas à une telle inspection, se rendait coupable d'une faute professionnelle, entachant gravement sa dignité et susceptible de provoquer sa déchéance. Il ne semble pas que cette manière de voir puisse s'étayer de raisons juridiques.

Aux termes de l'article 145 du décret du 18 janvier 1887, l'entrée des écoles *publiques* de tout ordre est formellement interdite, à moins d'autorisation spéciale, à toute personne, autre que celles désignées par la loi pour l'inspection. Il semble donc, *a contrario*, que l'entrée des écoles privées est accessible à toutes les personnes qu'il plaît à la direction d'accueillir. N'est-il pas possible en effet que cette personne soit justement le propriétaire de l'école ? — Ou bien, ce sera le délégué de la société civile,

1. *Bulletin de la S. G. E. E.*, 1910, p. 1055.

propriétaire de l'immeuble, agissant comme représentant autorisé des pères de famille.

Une fois entré à l'école, pourra-t-il l'inspecter ? Certes.

L'article 144, du décret du 18 janvier 1887, relatif à l'inspection, se trouve en dehors du titre IV intitulé : de l'Enseignement privé. Il ne concerne donc que les écoles publiques.

Dans les écoles privées même, l'article 9 de la loi du 30 octobre 1886 a soin de limiter le droit des inspecteurs publics. Ils ne peuvent examiner l'enseignement proprement dit que pour vérifier s'il n'est pas contraire à la morale, à la constitution et aux lois. Comment donc, sans inspection privée, se rendre compte de la valeur même de l'enseignement ? L'abstention de l'Etat appelle l'intervention d'autres pouvoirs.

Enfin l'article 35 de la même loi de 1886 pose le principe général et absolu de la liberté des méthodes et des programmes pour l'enseignement privé et l'article 9 n'en est qu'une application. Or, comment les méthodes seraient-elles libres, si l'inspection ne l'était pas ?

Les pères de famille ont donc, sans préjudice du droit qui peut appartenir à d'autres autorités *proprio jure* (1), le droit absolu d'inspecter les écoles

1. Sur le droit d'inspection des inspecteurs diocésains et des curés, cf. Auguste Rivet, *R. O. D.* VIII, 65.

libres, soit par eux-mêmes, soit par leurs délégués. Comme il serait évidemment incommode et superflu, que chaque père de famille inspectât, par lui-même l'école, il est de bon sens, en l'absence de tout texte prohibitif, que ce soin puisse être laissé soit à l'un d'eux, soit à une personne étrangère. Et, de même que les pères de famille inspecteurs ne sont soumis à aucune des conditions de capacité et de laïcité, que la loi exige des directeurs d'écoles privées, de même ils jouissent dans le choix de ces inspecteurs de la plus complète liberté. S'ils veulent porter, par exemple, leur choix sur un congréganiste non laïcisé, privé, par conséquent, par la loi, du droit d'enseigner, ils en ont le droit, certainement. Autant c'est un principe bien assuré, que les restrictions *et diminutiones capitis* sont de droit étroit, autant il est clair que le père de famille, qui régnait, sans partage, dans l'enseignement domestique continue à faire rayonner ses droits, dans l'école privée, prolongement et soutien de la famille. Si l'on ne peut plus parler pour lui de droit de souveraineté, il a à coup sûr mieux qu'un droit de contrôle mieux qu'un droit d'inspection, un véritable droit de direction.

CHAPITRE IV

LES DROITS DU PÈRE DE FAMILLE DANS L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

LES PRINCIPES

§ 1. — Le droit de contrôle du père sur l'instituteur public

49. *L'instituteur public est-il le délégué du père de famille ? La thèse négative.* — Le père de famille, après avoir fait reconnaître ses droits dans l'enseignement domestique et dans l'enseignement privé, s'adresse maintenant à l'enseignement d'État.

Il demande d'abord à exercer un droit de contrôle. moins sur le service public de l'enseignement proprement dit, que sur l'instituteur public, et, à l'appui de sa prétention, il fait valoir cette idée, que l'instituteur public est son délégué (1).

1. Monsabre. *Conférences* ; Dupanloup. *De l'Education* ; Aulard et Bayet. *Manuel*, p. 77. Les instituteurs publics sont

Comment soutenir d'abord, disent les adversaires de cette thèse, que l'instituteur, chargé d'un service public, peut être le délégué d'un simple citoyen? (1). Quel est le titre de délégation, sa nature, sa forme? S'il y a délégation, elle doit être révocable, et comment le père de famille pourrait-il révoquer l'instituteur nommé par le préfet? Il ne suffit pas d'invoquer l'article 7 de la loi du 28 mars 1882, aux termes duquel les familles, domiciliées à proximité d'une ou plusieurs écoles publiques, ont la faculté de faire inscrire leurs enfants à l'une ou l'autre de ces écoles, qu'elle soit ou non située sur le territoire de leur commune. Il ne suffit pas de dire que, du moment que le père de famille a le choix de l'école, il choisit l'instituteur. Autant vaudrait dire que, lorsque le père retire son fils de l'école, il révoque l'instituteur et que le droit général d'option, qui lui est reconnu par l'article 1^{er} de la loi du 28 mars 1882, loin d'être un simple pouvoir de choix, est un véritable acte créateur, puisqu'il fait également passer de la puissance à l'acte les différents modes d'enseignement et il les appelle tous du possible à l'être.

doublement respectables, parce qu'ils sont les délégués de l'Etat et les délégués des pères de famille.

1. A. de Monzie. *Les Réformes scolaires*, p. 215. On ne peut soutenir juridiquement que les instituteurs aient accepté par mandat tacite du père de famille, avec un transfert de la puissance paternelle, les devoirs et les responsabilités, qu'elle comporte.

C'est méconnaître, continuent-ils, la nature radicalement différente des divers modes d'enseignement.

L'enseignement domestique sort, naturellement et comme inconsciemment, de la fonction même du père de famille, dont il ne se sépare même pas à l'origine.

Le nom même d'enseignement privé révèle ce qu'il porte en lui de complexe, car s'il est privé, parce que dirigé par des particuliers, il est aussi public, en ce qu'il s'adresse, portes ouvertes, à une collectivité.

Enfin l'enseignement d'État se présente, avant tout, sous la forme d'une institution sociale, issue des besoins de l'État, et qui demande à se développer en fonction même de ses besoins.

Parler donc de l'instituteur public délégué du père de famille serait — toujours d'après ces auteurs — transposer en termes de droit privé une question qui est, avant tout, du ressort du droit public, et c'est ce qui expliquerait, peut-être, pourquoi cette manière de poser le problème serait beaucoup plus le fait de polémistes ou de littérateurs que de juristes.

Admettre, sans preuve, une telle affirmation, serait accepter les yeux fermés la doctrine césa-

rienne, qui prétend que l'enseignement public est donné exclusivement au nom de l'État (1).

50. La thèse affirmative. Arguments généraux. — Est-il si sûr que la question des rapports entre instituteur et père de famille doit être réglée par les principes du droit public et non par ceux du droit privé ?

Le droit public ne se substitue pas au droit privé. Il s'y superpose. Doivent être considérés comme étant toujours en vigueur, non seulement les textes du droit privé, qu'il n'abroge pas mais encore les principes mêmes qui ne sont pas en contradiction formelle et directe avec d'autres principes du droit public (2).

En matière d'enseignement, c'est d'autant plus nécessaire que l'État n'exerce pas une action monopolique mais simplement concurrente. Il n'est qu'un producteur d'enseignement entre dix autres.

Il serait contre nature d'élever une cloison étanche entre l'enseignement public et l'enseignement dit privé. Au fond, tous deux sont déjà publics et l'on pourrait citer plus d'une règle dans l'enseigne-

1. Déclaration collective des Evêques de France, septembre 1908.

2. Un exemple fait bien sentir cette indépendance mutuelle du droit public et du droit privé. Le fait que le maître choisit les manuels n'oblige nullement le père de famille à les acheter.

ment dit privé, établie au nom de l'État, et dans un intérêt public. Réciproquement, il faut admettre que les règles, qui président certainement à l'enseignement privé, sont susceptibles d'être étendues à l'enseignement public, quand elles ne sont pas formellement en opposition avec les principes du droit public.

Raisonnement autrement, serait admettre que, le jour où l'État a prouvé son droit, il a prouvé son droit exclusif et qu'ainsi, *a priori*, parce que l'instituteur public est son délégué, il ne saurait être, en même temps et sous un autre angle, celui du père de famille.

Est-ce que l'instituteur public dans les villes de plus de 150.000 habitants, n'est pas à la fois le délégué de l'État qui le nomme et de la commune qui le paye ? Le professeur départemental d'agriculture, l'instituteur colonial, sont-ils exclusivement les délégués de l'État ? Le droit de l'État efface-t-il le droit du département ou de la colonie ?

Et ici, pourquoi ne pas dire que l'instituteur public est le délégué du père de famille (1), si, bien qu'il ne le nomme, ni ne le paye, en un certain sens, il le choisit (2).

1. Jules Ferry (Circulaire du 17 novembre 1883) semble bien l'admettre quand il écrit aux instituteurs, « Vous êtes l'auxiliaire et, à certains égards, le suppléant du père de famille », R. O. D., V, 398.

2. Sur le droit du père d'envoyer son fils, à l'école d'une

L'État aussi le choisit sans doute, mais pour qu'il y ait enseignement public, il faut le concours de deux volontés, celle de l'État qui offre l'enseignement, celle du père de famille qui l'accepte. Il y a donc un véritable contrat d'adhésion, ou, si l'on trouve l'expression peu correcte, il y a une double investiture, celle de l'État qui donne à l'instituteur le pouvoir d'enseigner *in abstracto* et *in genere*, celle du père de famille qui le lui confère *in concreto* et *in specie*. De l'investiture de l'État, découlent, suivant les principes du droit public, les rapports entre l'instituteur et l'État. Entre l'instituteur et le père de famille les rapports sont réglés sur la base de la seconde délégation, suivant les principes généraux du droit privé, sous réserve des dérogations qui pourraient résulter, soit d'un texte précis, soit même de l'esprit général des lois d'organisation scolaire, mais non des interprétations doctrinales de quelques auteurs, fussent-ils revêtus, pour quelques jours, de la dignité ministérielle.

L'État offre au père de famille l'organisation scolaire et cette offre est parfaite par elle-même. L'instituteur public qui, comme dans telle commune de Vendée ou de Maine-et-Loire, n'a pas un seul élève à qui donner l'enseignement, a cependant reçu l'in-

commune voisine, cf. R. O. D., VI, 1 ; Conseil d'Etat, 15 novembre 1912. D., 1916, III, 45.

vestiture de l'État comme ses collègues, il est payé comme eux, il est tenu d'être présent comme eux aux heures de classe, seul dans sa classe. Si l'on admet qu'il est le délégué exclusif de l'État, il faut dire hardiment que rien ne manque pour que le service public fonctionne. Et donc il fonctionne, *in abstracto*.

Et cependant, il manque tout, puisqu'il manque la volonté du père de famille, sans laquelle l'organisation scolaire n'est qu'un cadre vide, car ce qui est obligatoire, c'est l'instruction et non l'école.

En ce sens même, on peut dire que la volonté du père de famille est l'élément principal (1), puisque, pour faire œuvre d'enseignement, elle peut se passer de l'État, faire appel à l'initiative privée, ou simplement à elle-même et à elle seule. L'enseignement d'État est un moyen qu'elle choisit entre deux autres. Ce n'est donc qu'un accessoire, tandis que, sans la volonté du père, l'enseignement d'État est parfait comme local, comme programmes, comme maîtres, comme heures de classe, comme traitements ; il donne tout sauf l'enseignement lui-même. C'est donc bien le concours de la volonté de l'État et du père de famille, qui crée l'enseignement public et quatre mots rendent compte des rapports, qui existent entre le père de famille et l'instituteur

1. Déclaration collective des Evêques, septembre 1908.

public : double nature de la délégation en une seule personne.

L'État, que ce soit dans l'enseignement public, dans l'enseignement privé et même dans l'enseignement domestique, intervient toujours comme producteur d'organisation scolaire. Les examens annuels de la loi de 1882 ne sont qu'un moyen de se rendre compte si l'enseignement donné dans la famille est conforme à un minimum de connaissances, telles qu'elles sont enseignées à l'école publique. Toujours l'arrière-pensée scolaire, le caractère collectif.

Pour le père de famille au contraire, toujours l'idée individuelle, concrète, déterminée. L'État offre l'école, le père l'élève un tel.

L'instituteur aura donc une double autorité sur l'écolier, en tant qu'il est à l'école, en tant qu'il est l'élève un tel et cette autorité lui vaut en même temps responsabilité.

51. *Arguments tirés de l'article 1384 du droit de correction, etc.* — L'instituteur public est si bien le délégué du père de famille qu'il doit en exercer temporairement certaines prérogatives de son droit de garde, qu'il peut en exercer certaines de son droit de correction et que ce double exercice est sanctionné par une responsabilité personnelle.

Les dispositions de l'article 1384 du Code civil, sont inexplicables, si on ne suppose pas que le père

de famille a délégué sa responsabilité, et donc son autorité sur ce point, à l'instituteur (1). C'est une responsabilité de même nature que celle du père de famille, puisqu'elle est énumérée dans le même article. Or il est admis unanimement par la doctrine et la jurisprudence, que le père de famille est déchargé de toute responsabilité, pendant toutes les heures où l'instituteur en est chargé (2). C'est donc que la responsabilité civile est passée sur la tête de l'instituteur (3). Donc, il y a eu délégation.

De plus, la loi ne distingue pas sur ce point entre instituteur public et privé, et en effet il serait contraire à la nature des choses et à la raison de distinguer entre deux situations identiques. Or, il est admis unanimement que l'instituteur privé est bien le délégué du père de famille. Donc pour identité de motifs, identité de responsabilité.

Des arrêts anciens, mais qui ont gardé toute leur valeur, puisque les lois scolaires nouvelles n'ont pas modifié les principes du droit civil, confirment pleinement cette manière de voir, en faisant de cette responsabilité, une sorte de corollaire de la charge d'éducation. Un arrêt de Colmar du 14 juin 1830 (4) — à propos du procédé de l'échange des enfants

1. Duranton, n° 104.

2. Delair. *Thèse*, Paris 1903, p. 100.

3. Sourdat. Tome II, n° 881.

4. D. 1830, II, 192.

assez pratiqué en Alsace — décide que la personne, qui se charge de l'éducation d'autrui, est responsable aux termes de l'article 1384 comme l'instituteur lui-même. Cette délégation de responsabilité est donc bien une délégation de l'exercice du droit de garde.

Délégation encore le droit de correction, qui appartient à l'instituteur. Le droit de punir, que l'instituteur tient du père de famille, s'ajoute à celui qu'il tient de l'État et ce serait une véritable *ignotatio elenchi* de nier l'un sous prétexte que l'autre existe. Le droit de punir, que l'instituteur tient de l'État, est défini par le Règlement modèle du 18 janvier 1887, qui ne peut que poser des règles générales et qui obéit à une pensée abstraite, en décidant qu'il n'est jamais permis à l'instituteur de frapper les enfants.

Si cependant le père de famille autorise l'instituteur à infliger une correction à son fils et si l'instituteur use de la permission, il agit bien comme délégué du père de famille et, en même temps, il agit bien dans l'exercice de ses fonctions. L'intervention du père de famille permet de nuancer la discipline et d'individualiser la répression. En sens inverse, le père serait en droit de se plaindre si, sous prétexte de maintenir la discipline générale de l'école, l'instituteur distribuait des punitions collectives.

Des arrêts ont jugé que le maître de pension, qui n'avertissait pas le père de famille que son fils avait les oreillons, commettait une faute. Comment admettre une telle responsabilité si le maître n'était pas chargé par le père de ce soin et comment cette responsabilité peut-elle être aussi directe si elle n'a pas été créée par une véritable délégation ?

Toute la question de la faute personnelle de l'instituteur, article 1382, que nous examinons plus loin, devient inexplicable, si on ne pose pas à la base ce principe que l'instituteur, même public, est le délégué du père de famille.

La loi du 22 juillet 1899, qui a substitué la responsabilité de l'État à celle de l'instituteur public, dans les termes de l'article 1384, n'a rien changé à la nature même de la responsabilité de l'instituteur. C'est une substitution pure et simple, inspirée de la préoccupation toute pratique de ménager les intérêts financiers des instituteurs, et non de la pensée théorique de supprimer une délégation.

Trois preuves pour une : la loi prend soin de maintenir la compétence des Tribunaux civils (1).

La jurisprudence admet que l'instance est dispensée du mémoire introductif (2), qui, aux termes

1. Cass. Civil, 21 janvier 1918 ; D. 1918, I, 19 (Affaire Carabelli).

2. Cass. Civil, 3 juillet 1912 ; D. 1916, I, 233 et la note de M. Léonce Thomas.

de la loi du 28 octobre, 5 novembre 1790, doit intervenir au début des actions dans lesquelles l'État est engagé, car ici l'État n'est que le représentant de l'instituteur et son caissier en quelque sorte.

Enfin, troisième raison, l'État garde son droit de recours contre l'instituteur.

Ainsi, cette loi n'a rien changé à la nature de la délégation, dont le père de famille investit l'instituteur chaque fois qu'il envoie son fils à l'école publique.

52. Portée et conséquences de cette délégation. — L'existence de cette délégation étant admise, quelle en est la portée ? Il est clair qu'elle est donnée à l'instituteur pour aider le père dans l'exercice de sa puissance paternelle : par conséquent, elle ne consiste pas en une délégation de la puissance paternelle elle-même. Il serait singulier de voir, dans les moyens mis en œuvre pour exercer cette puissance, une sorte de renonciation à la puissance paternelle. Ce n'est donc jamais qu'une délégation révocable, subordonnée, auxiliaire.

Deux conséquences impérieuses :

Premièrement, cette délégation ne peut être donnée une fois pour toutes. L'instituteur, dans la délégation qu'il reçoit de l'État, ne peut être révoqué *ad nutum*, cette délégation est définitive et prin-

cipale. Au contraire, le père peut retirer la sienne « pour un oui ou pour un non » en retirant son fils de l'école.

Secondement, pour que le père de famille soit éclairé, pour qu'il puisse juger si l'instituteur mérite sa confiance, il doit le surveiller personnellement. Le brevet que l'État lui délivre suffit à l'État, mais il ne suffit au père de famille que s'il le juge bon.

Le père de famille possède donc un droit formel de contrôle sur l'instituteur public, en tant que celui-ci est son délégué.

§ 2. — Le droit de contrôle du père de famille sur le service de l'enseignement public

53. *Le droit et la liberté du père de famille.* — L'intervention du père peut également se faire sentir, non plus en dehors du service public mais dans le service public lui-même, non plus sur le terrain du droit privé mais en vertu même des principes du droit public et à un double titre.

Comme tout citoyen, il est intéressé à la bonne marche de tout service public et il a donc le droit d'en faire respecter la légalité. Il a également le droit d'en poursuivre le perfectionnement par les

voies légales. la pétition, la réclamation, la propagande politique, la critique des actes de l'administration.

Mais sa qualité de père de famille lui donne droit en outre, en vertu de nos institutions sociales, sur le terrain même du droit public, à une protection spéciale. De même que la loi attribue des majorations de classe aux pères de famille nombreuses, de même la réunion sur une même tête de la qualité de citoyen d'un Etat libre et de père de famille constitue ce qu'on peut appeler la liberté du père de famille. Autant le droit du père de famille est précis parce qu'il dérive du droit privé, autant la liberté du père de famille est complexe parce qu'elle comprend deux éléments, un élément social et un élément individuel.

Le droit du père lui donne le droit de contrôler l'instituteur public son délégué, en dehors du service public de l'enseignement. La liberté du père de famille lui permet d'intervenir dans le service même de l'enseignement, en tant que bénéficiaire de service public. L'analyse distingue ce que la vie réunit et il y aura lieu de parler, plus d'une fois, du droit de contrôle d'une manière générale, sans s'attacher servilement à cette division, car la liberté du père de famille c'est toujours le droit du père de famille transposé sur le terrain social et agissant ici comme bénéficiaire de service public.

Organisateur d'enseignement, le père de famille l'est, par définition même, dans l'enseignement domestique et même, d'une manière à la fois moins large et moins exclusive, dans l'enseignement privé, mais, toujours par définition, il n'y a qu'un organisateur de l'enseignement d'Etat : l'Etat seul.

54. *Le rôle des bénéficiaires de service public.* — Or, à mesure qu'il embrasse des fonctions nouvelles, l'Etat révèle mieux son incapacité naturelle à les remplir parfaitement et la vue des imperfections inévitables donne, à ceux qui en souffrent, le désir de corriger les imperfections évitables. La libre initiative des particuliers, généralement sollicitée par un homme, par le lanceur de l'idée, mais fécondée et étayée par la force de l'association s'appliquera, soit à suppléer à l'insuffisance de l'Etat, soit à stimuler son activité, soit à le maintenir dans les limites de la légalité.

Le Touring-Club de France, par exemple, proclamera, dans son Congrès de 1913, qu'il a tout à la fois pour but de suppléer l'Etat et de le stimuler. Les syndicats d'agriculteurs demanderont et obtiendront le droit d'inspection dans la lutte contre les fraudes. L'article 14 de la loi du 9 novembre 1915 reconnaîtra aux associations constituées pour la lutte contre l'alcoolisme et ayant obtenu la reconnaissance d'utilité publique, le droit de se porter

partie civile, dans les infractions relatives à cette loi, ou de recourir à l'action ordinaire devant le Tribunal civil. Des associations de vigiles se fonderont, dans certaines villes, pour remédier à l'insuffisance de la police. Des propositions de loi seront déposées en vue de donner à certaines associations le droit de poursuite trop mollement exercé à leur gré par le Ministère public (1). Le but est toujours le même. Il ne s'agit pas tant de suppléer l'Etat que de le stimuler et de lui imposer le respect des règles qu'il a lui-même fixées (2).

55. *Le contrôle des services publics par les particuliers est-il licite ?* — Des doutes ont été émis sur la possibilité pour un particulier de contrôler la marche des services publics.

Une telle intervention serait contraire à la nature même du service public. Par définition même, le service public est exercé dans un intérêt général et il appartient à une autorité supérieure et unique de déterminer quel est cet intérêt général et d'assurer l'accomplissement du service en fonction de cet intérêt, or, un particulier ne saurait jamais invoquer

1. Proposition de loi Bérenger, Ribot, Audiffred, Sénat 27 mai 1909 (R. O. D., IV, 524) et rapport Riou sur la proposition Sénat, 15 juin 1909 (R. O. D., IV, 664).

2. Sur la légalité du contrôle de l'Administration par les administrés cf. Hauriou, S., 1911, III, 49 ; Sur la « Ligue des Gouvernés », cf. *Le Progrès civique*, 1919, n° 1.

qu'un intérêt individuel et une association de particuliers ne représente pas davantage l'intérêt général. Contraire à la nature même du service public, une telle immixtion ne serait pas moins nuisible à son bon fonctionnement. Ce serait l'anarchie du haut en bas du service. La continuité, la permanence, la régularité du service se trouveraient à chaque instant compromises par l'arbitraire pression de volontés individuelles et divergentes.

A ces théories outrancières et absolues, le Gouvernement a déjà répondu en nommant le président et fondateur du Syndicat des abonnés au téléphone, M. de Montebello, membre du Conseil supérieur des postes et des télégraphes, et la Chambre des députés abondait dans le même sens, quand elle votait l'admission de deux délégués des voyageurs dans le conseil de réseau de l'Ouest racheté.

Mais à cela on peut répondre, que les prérogatives de l'administration varient beaucoup suivant le caractère du service public et que ses susceptibilités ne sauraient être les mêmes, suivant qu'il s'agit d'une action exclusive, concurrente ou simplement auxiliaire de l'État.

Si l'on comprend que dans les fonctions commerciales de l'État, comme sont les postes et les chemins de fer, une part soit faite aux vœux légitimes des particuliers, n'est-il pas nécessaire quand l'État assure la sécurité nationale que des services intéres-

sant au premier chef la défense nationale comme la guerre et la marine soient parfaitement unifiés dès le temps de paix ? Service public, la confection et l'homologation des tarifs commerciaux, liberté possible, contrôle utile ; service public, l'établissement du plan de mobilisation, contrôle impossible, publicité funeste.

56. *Le contrôle du service de l'enseignement public est-il licite ?* — Entre ces deux extrêmes dans quelle catégorie ranger l'école ?

Est-il vrai, comme le prétend la circulaire du Ministre de l'Instruction publique du 1^{er} avril 1911 aux inspecteurs d'académie, que le mécanisme scolaire constitue un ensemble, dont on ne saurait dissocier arbitrairement les parties. « Par conséquent, toute pression, toute ingérence extérieure, quelle qu'en soit l'origine, qui prétendrait empiéter sur le domaine propre de la classe et y introduire des directions étrangères, devrait être tenue, non seulement pour intolérable, mais encore pour franchement illicite.

Cette thèse est-elle recevable ?

Remarquons d'abord que des théories privées, et même des interprétations ministérielles, sur le mécanisme scolaire, ne sauraient priver les particuliers du droit de s'associer, même en vue d'influer sur ce mécanisme, si aucun texte de loi ne le leur

interdit. Or, des associations constituées en vue de présenter à l'administration des vœux et des desiderata, et qui la supplient respectueusement de vouloir bien établir certaines règles, sont-elles illicites ? Evidemment non. Et les associations qui exigent que, ces règles une fois posées et fixées, l'administration s'en tienne strictement à leur observation sont-elles illicites ? Pas davantage. Si le secret et l'arbitraire peuvent être nécessaires à la bonne marche de certains services publics étroitement liés à la défense nationale, ce n'est assurément pas le cas pour le service de l'enseignement public. Dans un grand état démocratique, le service de l'enseignement public a des limites, imprécises, car il ne s'adresse pas seulement aux enfants d'âge scolaire mais à tous les citoyens.

Comme le rappelait M. Raymond Poincaré, alors ministre de l'Instruction publique, dans une lettre adressée aux préfets le 10 juillet 1895, annonçant l'envoi d'une circulaire de la même date aux membres des délégations cantonales, « l'école doit être, moins un modeste local où l'on apprend à lire, que le rendez-vous de tous les hommes qui pensent.

« Ce qui importe, c'est que partout où il y a une école, on sache que cette école n'est pas faite seulement pour les petits écoliers, qu'elle reste ouverte à leurs frères aînés. On peut espérer que d'ici quel-

ques années, à mesure que les mœurs républicaines auront pénétré plus avant dans les populations, l'école, dans chaque village, sera connue de tous comme la maison de la jeunesse toujours hospitalière à ses anciens élèves, comme le foyer intellectuel du pays, le rendez-vous où l'on se retrouve à tout âge pour étudier, pour lire, pour s'instruire, pour échanger des idées, élèves et maîtres, apprentis et écoliers, instituteurs et pères de famille ».

Ainsi, non seulement l'intervention légitime des pères de famille dans le service public de l'enseignement, afin d'en obtenir gracieusement l'amélioration, ou contentieusement la légalité, ne répugne pas à la nature du service public de l'enseignement, mais encore cette collaboration des parents à l'œuvre des maîtres a été encouragée par le Gouvernement lui-même.

57. Ses caractères spéciaux dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur. — Elle revêt il est vrai des caractères spéciaux, suivant qu'elle s'adresse à l'enseignement primaire, à l'enseignement secondaire ou à l'enseignement supérieur. Le service public de l'enseignement en effet n'est pas un et il est même permis de dire que, malgré les circulaires qui élargissent le champ des équivalences, il est divisé en trois compartiments étanches, dont les portes sont solidement verrouillées par des examens.

L'esprit, l'organisation, les méthodes qui y règnent, la classe sociale des professeurs qui y enseignent et des élèves qui reçoivent l'enseignement, tout y est radicalement différent, et bien des causes sociales, sur lesquelles il n'est pas possible d'insister, expliquent suffisamment pourquoi l'enseignement primaire fut le terrain préféré de la collaboration contentieuse alors que l'enseignement secondaire fut surtout celui de la collaboration gracieuse.

Et l'enseignement supérieur ? Il faut avouer que, dans cette question des rapports des parents et des maîtres, il joue un rôle infime et cela tient, non point assurément à ce que les controverses y sont moins nombreuses ou moins vives qu'ailleurs, mais à une foule de causes : les habitudes de liberté s'y sont introduites plus tôt que dans les autres branches de l'enseignement, l'enseignement supérieur se rapproche plus que tous les autres de la propagande politique et enfin, si des conflits surgissent entre les maîtres et les élèves, étant donné l'âge des étudiants et bien que l'immense majorité des étudiants soient mineurs, ils ont pris l'habitude de régler leurs différends entre eux, sans faire appel à l'intervention des pères de famille.

Au contraire, dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement primaire, ce ne sont pas les bénéficiaires — c'est-à-dire les enfants — qui se trouvent directement en contact avec l'État ;

tout ou presque tout se fait par l'intermédiaire et sous l'autorité des parents. A moins de regarder, en effet, les manifestations collectives des élèves des lycées d'Alais et de Nîmes, qui réclamaient, il y a quelques années, le droit de lire les journaux, comme les premières et authentiques tentatives de groupement, force est bien de reconnaître que les principaux moteurs de l'intervention, ce ne sont pas les bénéficiaires eux-mêmes, les enfants, mais ceux qui possèdent un droit sur les bénéficiaires, les parents. Les pères de famille ne sont ainsi que des bénéficiaires indirects ou au deuxième degré. Grande différence de forme, avec les autres bénéficiaires de services publics, car, pour le fond, le fait que leur intervention ne se produit qu'au second degré n'est qu'une raison de plus pour demander un contrôle plus strict. Le bénéficiaire ordinaire ne souffre que pour lui des fautes de l'État; ici, il y a deux victimes possibles et successives; le père est responsable pour lui, et pour son enfant (art. 1384) et si l'enfant a reçu de l'État une mauvaise éducation, c'est le père et non l'État qui est responsable.

58. *Les deux modes de contrôle. Collaboration gracieuse et collaboration contentieuse.* — Pour faire valoir leurs prétentions, les pères de famille peuvent

pénétrer dans les organismes existants, Conseils municipaux, Commissions scolaires et en faire les instruments dociles des fins qu'ils servent. C'est ainsi que beaucoup de municipalités et bon nombre de maires ont pu être considérés comme des sortes de substituts des pères de famille, puisqu'ils envisageaient, moins les droits et l'intérêt de la commune, que ceux des pères de famille. Ils peuvent aussi créer des organismes nouveaux, des associations privées, et à vrai dire, celles-là seulement peuvent être pleinement considérées comme des ligues de bénéficiaires. L'étude des institutions sociales qui leur ont fourni des cadres ou des moyens d'action déborderait de notre sujet.

Les voici face à face avec l'État.

Ils peuvent lui soumettre leurs vœux, appeler son attention sur certaines imperfections, ce sera la collaboration gracieuse.

Ils peuvent exiger de lui le respect de la légalité et en particulier de cette forme de la légalité, qui s'appelle la neutralité, et ce sera la collaboration contentieuse.

§ 3. — La collaboration gracieuse

59. *L'école éducatrice de la famille.* — On pourrait

même dire qu'il y a une autre forme de collaboration des parents et des maîtres et c'est l'action exercée par l'État comme éducateur, non plus des enfants, mais des pères.

Les parents, en effet, ne sont pas entrés les premiers à l'école et l'État a même eu beaucoup de peine à les y amener.

L'école publique a commencé à rayonner sur la famille, avant que la famille ne rayonnât sur l'école publique et, si ce mouvement n'avait pas obéi à des mobiles singulièrement plus larges qu'à des mobiles juridiques, on pourrait presque y voir une sorte d'affirmation des droits de l'école sur la famille.

L'école peut remplir ce rôle, soit en se substituant aux parents, soit en leur inculquant leurs devoirs et le sentiment de leur responsabilité.

L'école se substitue à la famille, quand par le jeu persévérant des œuvres pré-, post- et périscolaires ; écoles maternelles, sou des écoles, patronages, œuvres du trousseau, cantines scolaires, études surveillées, classes de garde, classes de vacances, colonies scolaires de vacances, elle en arrive à justifier ce cri de fierté d'un instituteur « le père n'a plus à s'occuper de rien pour son enfant » (1).

Ou bien — autre méthode — l'instituteur ou professeur indiquera aux parents comment ils doivent

s'occuper de leurs enfants. A cause de l'absence d'éducation et de connaissances, il faut à la famille une impulsion venue du dehors et cette impulsion c'est l'école qui la donnera. L'instituteur ou professeur, afin d'atteindre les parents, les groupera en cercles d'éducation familiale. Ces cercles, en essayant, créeront l'estime réciproque entre les parents et les instituteurs et ils feront connaître aux premiers leurs devoirs, en ce qui concerne l'éducation scolaire. En voyant les enfants arriver à l'école sans avoir déjeuné, les instituteurs se demanderont dans quelle mesure ce défaut est dû à la pauvreté et quelle est la part de responsabilité incombant à l'ignorance des mères et, s'ils le peuvent, ils feront part aux femmes du peuple de leurs connaissances. Ils feront comme une directrice d'école à Lens, qui convoquait à l'école même les parents de ses élèves, pour leur donner des leçons d'hygiène. Ou bien, comme tant d'autres instituteurs, ils organiseront des visites pédagogiques aux familles et, à l'école même, des réunions de parents.

Toutes ces initiatives sont animées du même esprit : elles ont pour but de mettre les parents, moins en présence de leurs droits que de leurs devoirs, envers leurs enfants et envers l'école. Elles en font les élèves des professeurs pour pouvoir en faire des aides — position subordonnée, qui doit les élever à une position auxiliaire.

60. *La collaboration gracieuse telle que la comprend l'Université.* — Ces idées se trouvent exprimées, avec des nuances, dans un ouvrage publié en 1906 par M. Crouzet, alors professeur au lycée de Toulouse et depuis professeur au collège Rollin, à Paris. Elles renseignent assez exactement sur la coopération telle que la comprend l'Université (1).

L'auteur paraît grandement préoccupé de ne subordonner, en aucune manière, l'école à la famille et il considère, par exemple, que l'application de la circulaire de Jules Ferry du 17 novembre 1883 (2), recommandant de n'enseigner rien dont la conscience d'un seul père de famille pourrait légitimement s'alarmer, conduirait à un asservissement excessif de l'école à la famille.

De même, M. Crouzet semble admettre que, dans les rapports entre parents et maîtres, le règlement de l'école doit rester au-dessus de toute discussion, idée qui sans doute lui est commune avec bon nombre d'universitaires.

Ces principes une fois posés, on ne peut vraiment qu'admirer l'ingéniosité mise en œuvre pour faire collaborer les parents et les maîtres, soit dans l'en-

1. Ouvrage appelé à prendre part dans la Collection pédagogique de l'Office d'informations et d'études du Ministère de l'Instruction Publique. Une des sources principales est constituée par les réponses des proviseurs.

2. R. O. D., V, 397.

seignement primaire, soit dans l'enseignement secondaire ; moyens individuels ou collectifs, petits ou grands procédés, rien n'est épargné.

Dans l'enseignement primaire, l'auteur distingue les moyens directs et les moyens indirects. Moyens directs : les fiches individuelles, les questionnaires, les conférences de rentrée, les carnets de correspondance. Moyens indirects ; les œuvres post-scolaires, les fêtes familiales, qui obtiennent toujours un grand succès, malgré l'article 15 du règlement modèle, aux termes duquel « toute représentation théâtrale est interdite dans les écoles publiques », les cercles de parents éducateurs, le développement de l'enseignement ménager et de la puériculture.

Dans l'enseignement secondaire, la collaboration des parents et des maîtres rencontre des difficultés d'un ordre particulier. La tradition de l'internat a détourné bien des parents de tout souci éducateur, ou bien une certaine tradition hiérarchique fait que les parents s'adressent au proviseur de préférence aux professeurs. Le manque d'homogénéité des familles, aux sentiments multiples et contradictoires, les brusques changements de méthode des parents, qui agissent tantôt par autorité aveugle et tantôt par amour aveugle, la vanité des uns et le manque d'éducation pédagogique de presque tous, rendent passablement malaisée la tâche du professeur désireux de collaborer avec les familles.

Il pourra essayer de moyens individuels, fiches ou carnets sanitaires, dossiers scolaires, carnet de correspondance avec toutes ses variétés. Il encouragera les visites des parents spécialement à la première classe. Il communiquera aux parents l'emploi du temps ou bien il fera appel à leur coopération disciplinaire.

Les moyens collectifs exigent l'autorisation et même, le plus souvent, l'impulsion de la direction du lycée et, comme ils peuvent avoir pour effet de grouper les pères de famille, c'est une raison suffisante pour certains proviseurs de s'y montrer hostiles. Cependant, certains des moyens proposés ne paraissent pas bien dangereux. C'est, par exemple, la rénovation du palmarès, qui sera rendu plus complet et plus vivant, la réforme des discours de distribution de prix et des distributions de prix elles-mêmes. Ou bien la publication de brochures spéciales : monographie du lycée, notice aux parents sur l'enseignement secondaire, circulaires aux familles, fera connaître et aimer la vie du lycée.

Tous ces modes de collaboration semblent bien anodins et on ne voit pas trop en quoi ils peuvent effaroucher l'Université. Il n'en est pas de même d'une proposition, agitée depuis longtemps, et qui consisterait à introduire les parents dans les conseils universitaires. Par là, les parents ne seraient plus seulement les auxiliaires bénévoles des pro-

fesseurs, ils deviendraient véritablement leurs collaborateurs, sur le pied d'une parfaite égalité.

C'est ce qui explique comment cette simple proposition a pu servir de point de départ aux associations de parents d'élèves qui se sont constituées en vue d'une collaboration véritable et qui se concrètent dans le mouvement Gallois.

61. *Le mouvement Gallois. La genèse des associations de parents d'élèves.* — Les associations de parents d'élèves sont nées des associations d'anciens élèves (1). Parmi les vœux présentés au premier Congrès de l'Union des associations d'anciens élèves des lycées tenu à Marseille en 1901, il en était un demandant que les associations d'anciens élèves fussent représentées dans les conseils d'administration des lycées. En 1903, ce vœu n'ayant pas obtenu satisfaction, le deuxième congrès se proposa de l'émettre à nouveau. M. le Dr Paul Gallois fit alors observer, en qualité de délégué de Saint-Louis, que ce qui importait aux pères de famille ce n'était pas d'être représentés au conseil d'administration du lycée où ils avaient fait leurs études, mais à celui où ils envoyaient leurs fils. A cela il fut répondu que si les pères de famille avaient des revendications à faire valoir, ils n'avaient qu'à former des associations.

C'est le parti que finit par prendre M. le Dr Gal-

lois, mais au lieu de former une vaste ligue, avec sous-sections en province — la ligue d'hygiène scolaire ne remplissait-elle pas en partie ce rôle ? — il jugea préférable d'adopter la forme décentralisée. Une démarche auprès du Ministre de l'Instruction publique ayant pu convaincre M. Gallois que son vœu avait peu de chance d'être pris en considération (mars 1905), il demanda, au mois de juin 1905, à la Société des médecins du VIII^e arrondissement de l'appuyer dans la fondation d'une association de parents d'élèves. Au mois d'octobre de la même année, une circulaire fut adressée aux parents d'élèves du lycée Carnot (1) que M. Gallois connaissait et, le 15 décembre 1905, les statuts étaient votés dans l'Assemblée générale constitutive de l'association (2).

62. *L'esprit des associations.* — Cette association ne constituait nullement une mesure de défiance contre l'Université. La constitution de l'association avait été précédée d'une démarche au Ministère de l'Instruction publique. M. Gallois avait demandé au proviseur du lycée d'accepter le titre de président honoraire de l'association. Le 16 février 1906, dans une audience du vice-recteur, il exposait à M. Liard

1. Cette association a pu naître à Carnot plus facilement qu'ailleurs parce que dans Carnot, jeune lycée, l'Association des Anciens Elèves n'était pas de taille à lui disputer ce rôle.

2. L'Assemblée constitutive comprenait 34 membres.

les limites et la portée de son intervention et M. Liard voulait bien en approuver le principe.

Chargé de rédiger les statuts, M. le D^r Gallois pensa que cette association était un véritable syndicat et il prit pour modèle les statuts du Syndicat des médecins de la Seine. C'est en vertu de cette conception syndicaliste que l'association fut ouverte, de droit, à tous les parents d'élèves du lycée Carnot et aux parents seulement. Comme les statuts du Syndicat des médecins de la Seine se terminaient par un article interdisant les discussions politiques et religieuses, M. Gallois, croyant se placer sur le terrain de la loi de 1884, transcrivit, purement et simplement, cet article qui devait exercer une telle influence sur l'orientation future du mouvement. Le plus singulier, c'est que cet article si important faillit être supprimé par l'assemblée constitutive, non pas comme inopportun, mais comme inutile, tant la chose semblait aller de soi (1).

L'objet que se proposait l'association était très vaste, tout ce qui peut concerner l'intérêt des enfants. Une énumération, proposée par le D^r Gal-

1. Elle allait encore plus clairement en le disant. Cette disposition capitale allait permettre de distinguer les Associations de Parents d'Elèves des Lycées (Associations Gallois), des Associations Catholiques de Chefs de Famille (Associations Guiraud) dont la première fut justement fondée à Saint-Rambert-en-Bugey à la même époque (automne 1905).

lois à titre d'exemple (hygiène, discipline, pédagogie, programmes), fut écartée comme dangereuse et comme susceptible de mettre en défiance l'Université.

63. *Le développement des associations.* — L'Université avait si peu de raison d'être en défiance qu'à peu près à la même époque et cette fois sur l'initiative directe du proviseur du lycée de Reims, M. Palette, se fondait une association similaire. Partant de l'idée de collaboration, M. Palette l'ouvrit, non seulement aux parents d'élèves actuels, mais encore aux professeurs, aux anciens élèves, aux parents d'anciens élèves et à toutes personnes s'intéressant à la prospérité du lycée. Elle prit le nom d'Association de la famille et du lycée de Reims.

Peu après, sur l'initiative de M. Calmels une association de parents d'élèves fut également créée au lycée de Marseille. M. Calmels ayant appris par M. Grévin alors secrétaire général de l'Union des associations d'anciens élèves — actuellement président de l'Association de parents d'élèves des lycées de Nice — l'initiative de M. Gallois, entra en rapports avec lui et s'inspira des statuts de Carnot pour créer l'Association de parents d'élèves (garçons et filles) des lycées de Marseille.

M. P. Andrié de Lyon préféra, pour l'association

qu'il méditait, le type rémois et la Société des amis des lycées de Lyon qu'il fonda, admit, non seulement les parents d'élèves, mais encore les professeurs et les anciens élèves.

D'autres associations se sont créées par la suite, adoptant généralement le type de Carnot, à Clermont-Ferrand (1), Valence (2), Paris (rive gauche) englobant six lycées (3) Nice (4), Amiens (5), Bordeaux-Longchamps et Bordeaux (lycée de filles) (6), Lille (7), pour la France, Oran (8) et Philippeville (9) pour l'Algérie. En outre, certaines associations d'anciens élèves sont en voie de transformation : elles acceptent des parents d'élèves ce qui les rapproche des types rémois et lyonnais.

1. Septembre 1909. C'est la première association qui adopta le type d'association déclarée de la loi de 1901.

2. Mars 1910.

3. 6 mars 1911. Constitution de la Grande Association de la Rive gauche sur l'initiative du Dr Péraire, Président de la Société des Chirurgiens. Le 3 avril, la seconde assemblée générale décide que l'association comprendra six sections correspondant aux six lycées (Montaigne, Louis le Grand, Saint-Louis, Henri IV, Buffon, Fénelon (Filles). Chacune nommera 3 délégués et leur réunion formera le Comité Directeur.

4. Juin 1911.

5. Juin 1911.

6. Décembre 1911.

7. Décembre 1912.

8. 1907. L'Association est née d'une question de tarifs scolaires.

9. 1907.

Rien de moins contraire aux prévisions et aux espérances de M. Gallois, que cette diversité qui allait permettre de juger à l'expérience quel était le système préférable. Bien loin de se jalouser, les associations se tenaient réciproquement au courant de leurs faits et gestes et constituaient ainsi une sorte de fédération à l'état virtuel.

64. *La Fédération des associations de parents d'élèves.* — En 1910 (1), sur la proposition de la Société des amis des lycées de Lyon, cette Fédération est passée dans le domaine de la réalité.

Les statuts de la Fédération, très larges, n'imposent que deux conditions aux associations désireuses d'adhérer :

1° Qu'elles soient ouvertes à tous les parents d'élèves sans distinction d'opinion ; 2° qu'elles s'interdisent toute discussion politique ou religieuse.

Les associations fédérées jouissent, par ailleurs, de l'autonomie la plus complète et la meilleure preuve, c'est que les décisions de la Fédération sont prises, non pas à la majorité simple, mais à l'unanimité. Chacune des associations disposant ainsi du *liberum veto* se comporte en véritable Etat souverain.

Mais, s'il n'y a pas à redouter ainsi d'oppression

1. Le 26 juin 1910 la Fédération fut créée à Lyon et M. Gallois nommé Président de la Fédération.

de la minorité par la majorité, n'est-il pas à craindre que la Fédération, trop semblable en cela à un congrès diplomatique, ne soit incapable de prendre des décisions ? Sur une question aussi importante par exemple que celle des vacances scolaires, et bien que la majorité se fut prononcée pour l'entrée en vacances au 14 juillet et la rentrée des classes au 1^{er} octobre, l'unanimité n'a pu être obtenue et la Fédération s'est par suite abstenue de présenter au Ministère un vœu en ce sens.

Pour établir un lien entre les membres des associations de parents, la Fédération a un journal *Famille et Lycée* créé en 1907 par M. Calmels et qui est reconnu comme l'organe officiel de la Fédération. C'est un bulletin trimestriel (1).

65. Les résultats obtenus. — Quels sont les résultats obtenus ?

Ils sont surtout remarquables par leur diversité.

Dans tel lycée, les résultats obtenus sont surtout d'ordre matériel : installation de porte-manteaux, de bains-douches, questions relatives à l'achat des livres. Ailleurs, sur la demande des associations, le texte des versions a été autographié, les compositions

1. A côté de cet organe intérieur, un autre Journal *Le Foyer à l'Ecole* créé par M. Nouyrit, qui n'a aucune attache officielle avec la fédération s'est fait son allié bénévole et est, en quelque sorte, son organe extérieur de propagande.

avant le 15 octobre ont été supprimées ainsi que la composition de récitation dans le dernier trimestre. Il n'a plus été donné deux compositions de mémoire de suite. Dans tel autre lycée, des classes trop nombreuses ont été dédoublées. Les associations ne sont pas restées confinées dans le lycée. Elles ont eu une activité juxta-et post-scolaire, prêtant au proviseur l'appui de leur autorité contre des attaques injustifiées, stimulant la surveillance de la rue autour des lycées.

Toutes ces améliorations de détail sont obtenues de la condescendance de l'Université qui veut bien tenir compte des observations des parents. Des démarches gracieuses auprès du proviseur et auprès des autorités scolaires, voilà, pour ainsi dire, leur mode exclusif d'action, et c'est ce qui explique sans doute pourquoi leurs demandes, quand elles touchent aux prérogatives de l'administration, accueillies sans joie sont satisfaites sans hâte.

Ainsi, à chaque nouveau Ministre de l'Instruction publique, les associations de parents d'élèves ont adressé une délégation pour demander leur admission dans les conseils d'administration des lycées.

Le 29 juin 1907, M. Briand répond qu'il verrait avec plaisir chaque fois que l'occasion s'en présenterait les représentants des associations de parents d'élèves entrer dans ces conseils d'administration.

Le 23 juin 1908, M. Doumergue répond qu'il

serait très heureux d'étudier la réalisation de cette mesure chaque fois que les circonstances le lui permettraient.

Le 7 avril 1911, M. Steeg répond qu'il est tout disposé à faire entrer des représentants des associations dans les conseils d'administration, mais qu'il ne voudrait pas faire de cette admission une mesure générale, de peur qu'il ne se constituât des associations animées d'intentions hostiles.

Et naturellement, la question est toujours à l'étude.

Sans se décourager, le sixième Congrès de la Fédération tenu au lycée de garçons de Valence le 9 juin 1919 sous la présidence du Dr Gallois a émis le vœu : 1° que la Fédération soit représentée par un mandataire élu au Conseil supérieur de l'Instruction publique, et dans toutes les commissions chargées d'étudier les questions d'enseignement ; 2° que toutes les associations soient représentées par un mandataire élu dans les conseils d'administration des lycées et collèges.

Quel plus bel exemple de ce que n'obtient pas la collaboration gracieuse, quand elle semble porter atteinte même de loin aux prérogatives de l'administration ! Ce qui lui est octroyé, ce sont des améliorations de détail modestes et menues, mais nombreuses et précises.

N'est-ce pas là d'ailleurs tout ce que demandent

les associations de parents d'élèves, plus préoccupées d'obtenir, suivant les circonstances et gracieusement, des résultats positifs que de les conquérir, en quelque sorte, sur l'administration à la pointe de l'épée ?

§ 4. — La collaboration contentieuse

66. *Parallèle entre les Associations Gallois et les Associations Guiraud.* — Tout autre est l'esprit de ce qu'on peut appeler la collaboration contentieuse.

Elle aussi a ses associations, associations catholiques de chefs de famille, fédérées en une Union dont M. Guiraud, professeur à la Faculté des lettres de Besançon est président — ou Association Guiraud pour le respect de la neutralité. But, champ d'activité, organisation, méthodes, il semble que tout diffère entre les Associations Guiraud et les Associations Gallois.

L'Union des associations catholiques de chefs de famille a pour but principal de maintenir le service public de l'enseignement dans les limites de la légalité, notamment en ce qui concerne la neutralité.

Les Associations fédérées Gallois, qui s'interdisent toutes discussions politiques ou religieuses, ont

pour but d'obtenir de la bienveillance de l'administration des améliorations de détail.

L'Union des associations catholiques est une association confessionnelle et politique.

Les Associations fédérées Gallois n'excluent personne en raison de ses opinions politiques ou religieuses.

L'Union Guiraud est presque totalement primaire mais elle englobe aussi bien des associations d'écoles libres que des associations de contrôle des écoles publiques.

La Fédération Gallois est cantonnée dans l'enseignement secondaire public, à l'exclusion de l'enseignement privé. Elle n'admet d'une manière générale que les associations de parents d'élèves tandis que l'Union Guiraud plus large accueille également des associations mixtes où les pères de famille peuvent se trouver en minorité.

Poursuivant un but général, l'Union Guiraud a pu prendre une forme systématique et hiérarchisée et, bien qu'union ne signifie pas unité, elle présente, avec son siège central, 14 bis rue d'Assas, ses fédérations diocésaines et ses associations cantonales, l'apparence d'un organisme qui obéit à une impulsion commune. Ne recommande-t-elle pas par exemple aux associations de n'engager aucune poursuite judiciaire sans avoir pris conseil de la Fédération diocésaine, ou même de l'Union générale ?

Au contraire, les Associations Gallois gardent leur libre initiative et leur complète autonomie.

Cette différence radicale des deux mouvements s'explique facilement quand on songe que l'un recherche la collaboration gracieuse tandis que l'autre aboutit à la collaboration contentieuse. Et, ce qui achève de montrer quel est de ces deux mouvements celui qui correspond au besoin le plus vif, c'est la comparaison de leurs effectifs. Les Associations Gallois sont une vingtaine. L'Union Guiraud groupait, dès 1911, plus de 400 associations, réunies en 10 fédérations diocésaines.

67. Les bases de la collaboration contentieuse. Légimité et neutralité. — D'où vient un développement aussi considérable et presque entièrement localisé dans l'enseignement primaire public ?

Du monopole de fait dont jouit l'école publique dans plus de 20.000 communes. Ne pouvant avoir l'école de leur choix, les pères de famille sont amenés à faire l'école selon leur choix, et, puisque l'école publique barre la route de l'école privée, à demander à l'État dans l'école publique le respect des règles qu'il a lui-même posées. C'est proprement obliger l'État à observer la légalité, de façon à rendre inutile l'école privée.

Or l'école, aux termes des lois qui la constituent, doit être laïque, gratuite et neutre.

Supposons que, pour éluder le principe de gratuité, l'État oblige les enfants à des rétributions scolaires détournées, à des droits de chauffage ou d'éclairage, les pères de famille seraient bien venus à exercer telles actions jugées utiles.

Supposons que le Gouvernement contrairement aux lois de 1901 et de 1904, appelle un personnel congréganiste à diriger de nouvelles écoles publiques, mêmes voies de recours sont ouvertes aux intéressés.

Supposons que l'Administration s'obstine à maintenir, en dépit des protestations des pères de famille, ces écoles illégales que sont les écoles gémînées, les pères de famille pourront porter leurs réclamations devant le Conseil d'État.

Ce n'est donc pas seulement en matière de neutralité que l'État peut être rappelé au respect de la légalité, mais l'importance pratique qu'a revêtu cette question nous oblige à insister sur l'analyse juridique de la notion de neutralité religieuse.

68. Analyse de la notion de neutralité. — L'école est neutre, cela ne signifie pas seulement qu'aucun enseignement religieux ou irréligieux n'y est donné, partie négative, cela signifie encore que les enseignements qui y sont donnés ne doivent constituer aucune propagande pour ou contre n'importe quelle religion, partie positive. Il y a donc deux choses,

une exclusion et une inclusion. L'exclusion est facile à traduire en organisations juridiques. Cela signifie que le curé ne vient plus donner les leçons de catéchisme à l'école et que, par voie de conséquence, l'école vaquera un jour par semaine pour permettre aux enfants de suivre le catéchisme. Cela se traduira par la conséquence que la prière en commun ne sera plus dite au début et à la fin de la classe, que l'instituteur ne peut faire répéter les leçons de catéchisme pendant les heures de classe, toutes questions sur lesquelles le principe même de neutralité fournit des lumières suffisantes.

Il n'en est pas de même de l'inclusive : les enseignements donnés à l'école ne doivent constituer aucune propagande pour ou contre n'importe quelle religion, car, par cela même que l'école ne s'occupe pas seulement d'instruction, mais encore d'éducation, elle touche à la morale et le propre de la religion c'est de se traduire en une morale. Qu'on le veuille ou non, il y a donc un terrain mixte. Mixte aussi est le terrain de l'histoire par tous les jugements qu'elle inspire, c'est-à-dire par tous les renseignements moraux qu'elle comporte.

Or, sur ce point précis, la neutralité est impossible, non plus seulement au point de vue théorique.

Point n'est besoin de montrer sans doute que la neutralité négative elle-même est outrageante pour la vraie religion, reléguée en dehors de la vie de la

nation, mais alors même qu'elle est inadmissible théoriquement, elle n'est pas pratiquement inconcevable. Sans doute, elle n'est pas même une véritable neutralité puisque, excluant toutes les religions, elle comporte un préjugé évident contre la vérité d'une seule, c'est-à-dire contre la vérité de toutes, si bien qu'elle ouvre incontestablement la voie au libéralisme absolu et à l'indifférentisme en matière religieuse, tel que le condamne le Syllabus. Mais, encore une fois, une telle neutralité, pour critiquable qu'elle soit dans son principe, peut s'accommoder de cadres précis et d'institutions juridiques stables et définies, -

Il n'en est pas de même de la seconde neutralité, que nous appelons la neutralité positive ou inclusive et qui, elle, ne peut vivre que dans le terrain mouvant des compromis. Elle varie, elle change suivant les temps, les circonstances et les lieux.

Quelle est donc la neutralité positive choisie par le législateur de 1882 et dans quelle mesure cette conception vaut-elle encore en 1919 ?

69. La neutralité Jules Ferry. — Les discussions du Parlement sur la neutralité nous renseignent suffisamment sur la conception de la neutralité que se faisaient les pères de l'école laïque.

Ce que promettait Jules Ferry au Sénat le 1^{er} juin 1883, c'était la neutralité religieuse, mais

non pas la neutralité philosophique, puisque cette neutralité devait être spiritualiste :

« Demander un enseignement moral à un corps enseignant qui est spiritualiste et lui défendre de se montrer croyant et spiritualiste dans son enseignement ce serait commettre une étrange contradiction » (1).

Cette conception s'est traduite dans des programmes encore en vigueur d'où les devoirs envers Dieu ne sont pas exclus.

Peut-on, à ce propos, parler d'une sorte de contrat qui aurait été passé au moment du vote de la loi et qui ferait des promesses de Jules Ferry (2), une sorte de contrepoids à l'obligation, une manière de parole solennelle qui lierait perpétuellement l'État ?

Juridiquement, il est bien peu correct de voir dans une loi une sorte de transaction privée entre ses partisans et ses adversaires et, dans la rigueur absolue de nos principes actuels de droit public, il est bien difficile de soutenir que l'État est lié à perpétuité par une promesse solennelle, qu'il s'agisse de neutralité ou d'immunité de la rente. Mais,

1. Dans le même sens. *Mémoires et Documents du Musée Pédagogique*. Fascicule n° 28, p. 57 *in fine* par Lichtenberger. Paul Janet, *Revue Pédagogique*, t. I, p. 447.

2. Remarquer que ses déclarations même postérieures au vote de la loi gardent toute leur autorité puisqu'elles ont alors valeur interprétative.

moralement, il en va différemment et si nul ne peut contraindre l'État à devenir honnête homme, c'est le cas d'invoquer le droit naturel pour soutenir que s'il n'y a pas contrat au sens du droit positif, il y a son équivalent. L'opinion commune ne se trompe pas quand elle voit dans la neutralité la rançon de l'obligation. L'expression peut être juridiquement peu correcte, en ce qu'elle énonce simplement le résultat de l'opération sans en décomposer les facteurs ; il demeure qu'elle traduit heureusement le besoin de justice qui veut qu'une partie ne puisse changer un acte au détriment de l'autre partie, sans manquer à la bonne foi, cette partie fut-elle l'État.

En tout cas, et sans vouloir préjuger de l'avenir, on est fondé à soutenir que la conception de Jules Ferry est encore celle qui s'impose aujourd'hui à la jurisprudence et que la neutralité de 1919 est toujours celle de 1882.

70. *Quand et comment il y a violation de la neutralité ?* — Il y a deux frontières qu'il ne faut pas dépasser et dont la violation met de plein droit le contrevenant en rupture de neutralité.

Tel serait un enseignement qui constituerait une propagande positive pour une religion déterminée, tel serait en sens inverse l'enseignement doctrinal de l'athéisme, avec ou sans ces exercices pratiques

qui s'appellent les blasphèmes et les propos immoraux.

Tout ce qui peut porter atteinte aux prérogatives de l'Église et du dogme catholique constitue-t-il donc en soi une violation de la neutralité ?

Non, dit-on, car la neutralité elle-même est une violation du dogme catholique et la neutralité ne peut se violer elle-même en étant ce qu'elle est. Mais, abstraction faite de ce cas et de ce cas seulement, toute violation explicite du dogme catholique doit bien être considérée comme violation de la neutralité.

Et qui peut en être meilleur juge que l'Épiscopat lui-même ?

La simple affirmation de la part de l'évêque qu'il y a eu violation du dogme catholique est donc en soi une preuve irréfragable qu'il y a bien eu violation de la neutralité et c'est une prétention bien osée de la part du Conseil d'État de vouloir se faire juge lui-même de la question de savoir, s'il y a eu violation ou non de la neutralité c'est-à-dire du dogme catholique.

C'est cependant cette thèse césarienne que le Conseil d'État a fait sienne dans l'arrêt de Gamardes-Bains du 14 janvier 1916 (1) et il n'y a pas lieu de se dissimuler qu'elle peut être considérée comme fixée en jurisprudence.

1. D., 1916. Chronique, p. 4.

En quittant donc le terrain des principes pour celui des applications, il est à peine besoin de dire que nous ne prenons pas le possible pour le désirable et que nous ne présentons pas le dernier état de la jurisprudence pour le dernier mot de l'idéal.

CHAPITRE V

LES DROITS DU PÈRE DE FAMILLE DANS L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

LES APPLICATIONS

71. *Les diverses applications de la collaboration contentieuse.* — Le droit de contrôle du père de famille, sur l'enseignement public, peut s'exercer sous sa forme contentieuse, soit sur l'instituteur, soit sur le manuel, soit sur l'école elle-même. Il peut porter sur des violations soit de la légalité, soit de la neutralité, par l'instituteur, les autorités administratives ou par le ministre lui-même. Il peut enfin se manifester, soit individuellement, soit collectivement.

D'où cinq groupes de questions réparties en cinq paragraphes :

- 1° Les violations de la neutralité par l'instituteur
— ou les fautes personnelles de l'instituteur ;
- 2° La violation de la neutralité par le manuel ;

3° Les exclusions de l'école et leur légalité — violation possible de la loi par les autorités scolaires ;

4° La question des écoles géminées ou la violation de la loi par le ministre ;

5° Les associations de pères de famille. Leur légalité et la recevabilité de leurs actions.

§ 1^{er}. — Les violations de la neutralité par l'instituteur ou les fautes personnelles de l'instituteur.

72. Les diverses responsabilités de l'instituteur. — L'instituteur public, avons-nous dit, est à la fois le délégué du père de famille et le délégué de l'État, puissance publique.

Les diverses responsabilités qu'il encourt sont fonction de cette distinction capitale. Agit-il comme délégué de l'État, puissance publique, alors s'il commet une faute, c'est une faute de service. Il sera responsable, disciplinairement devant ses chefs, mais il ne saurait être responsable civilement devant un simple particulier. Fut-il père de famille, en matière de service public, il n'est à aucun titre son chef. L'instituteur commet-il au contraire une faute, qui se détache de ses fonctions publiques ? Alors le droit privé reprend son empire. Il encourra

la responsabilité indirecte de l'article 1384 et la responsabilité directe de l'article 1382 car il est homme en même temps qu'instituteur et il l'encourra principalement envers le père de famille : il est son délégué.

73. *La fixation de la jurisprudence par l'affaire Morizot.* — L'affaire Morizot a mis en parfaite lumière cette distinction capitale des fautes personnelles et des fautes de service de l'instituteur (1).

La violation par l'instituteur des principes de neutralité édictés par la loi constitue-t-elle de sa part une faute personnelle se détachant de sa fonction et engageant sa responsabilité aux termes de l'article 1382 ?

Successivement, la Cour d'appel de Dijon (2), le Tribunal des Conflits (3) sur conclusions conformes de M. Tardieu, et de nouveau la Cour de Dijon (4) ont

1. Louis Rolland. *Recueil du Droit public et de la Science politique*, 1908, p. 87.

2. 10 juin 1907. Le Tribunal civil se déclare incompétent, 12 décembre 1907. La Cour se déclare compétente et ordonne une enquête (*R. O. D.*, III, 24); 24 mars 1908. Admission partielle du déclinatoire d'incompétence du Préfet (*R. O. D.* III, 315).

3. 2 juin 1908. Annulation de l'Arrêté de conflit du 25 mars 1908 du Préfet de la Côte d'Or (*R. O. D.* III, 397).

4. 28 décembre 1908. Arrêt définitif condamnant Morizot à 500 fr. de dommages intérêts envers Girodet (*R. O. D.*, IV, 53).

répondu oui. Aujourd'hui, la question ne se discute plus.

Il y a notamment violation de la neutralité religieuse dans le fait de dire à des enfants : « Ceux qui croient en Dieu sont des imbéciles » (4).

Toutes ces expressions ne se rattachent en aucune manière à une matière quelconque d'enseignement et ainsi, en mettant obstacle à l'action des parents sur l'éducation de leurs enfants, en matière religieuse, en proférant des paroles obscènes, l'instituteur engage sa responsabilité comme simple particulier et les fautes qu'il commet de ce chef le rendent justiciable des tribunaux ordinaires.

Quelles sont les limites précises de la faute personnelle et de la faute de service ? C'est, au fond, la seule question un peu délicate et qui est surtout une question d'espèce.

74. *Où commence le domaine de la faute personnelle ?* — Le domaine de la faute personnelle commence-t-il pour les membres de l'enseignement primaire, là où s'arrêtent les programmes d'études tels qu'ils sont fixés par la loi ? Si l'instituteur s'écarte de son programme ou de ses méthodes ou

1. Violation de la neutralité dans l'expression « Il ne faut pas se confesser au curé mais à ceux auxquels on a fait tort », (4°) ; Violation de la neutralité dans la déclaration « Le bon Dieu, c'est un portemonnaie bien garni » (5°).

si même, à l'occasion du développement des programmes, il profère des paroles contraires aux lois, à la morale, ou s'il blesse les convictions religieuses de ses élèves ou de leurs parents, peut-on dire qu'il sort de l'enseignement du programme scolaire et qu'ainsi il commet une faute lourde ?

Doit-on admettre au contraire que, seuls des propos injurieux et grossiers, des définitions irrévérencieuses ou grotesques, des railleries malséantes, ou de basses plaisanteries sur Dieu, dans lesquelles nous voyons apparaître, non plus l'instituteur, mais l'homme avec ses faiblesses, ses passions et ses imprudences, peuvent proprement constituer la faute personnelle ? Et qu'au contraire tout exposé de principes, fait d'une manière sérieuse et décente, même s'il peut avoir pour effet de troubler inutilement la conscience des élèves, ne saurait être considéré que comme une faute de service, qui ne peut se détacher du fait administratif d'enseignement.

L'une et l'autre thèse nous paraissent trop absolues. Surtout, nous ne croyons pas qu'il faille s'attacher principalement au critérium de la forme ; des propos présentés avec autorité et insinués en même temps avec une certaine modération de langage, pouvant pénétrer beaucoup plus avant dans l'âme délicate des enfants, que des blasphèmes grossiers qui se condamnent eux-mêmes ?

Il y a lieu, à notre avis, de considérer si les propos ont été tenus, à la fois dans une matière relative à l'enseignement et en tant que matière d'enseignement. Dans ce cas, à notre avis, il y aurait présomption d'observation des règlements et, pour nous en référer aux principes du droit pénal (1), il faudrait une imprudence suffisamment grave, une maladresse suffisamment caractérisée, une inattention assez flagrante pour détacher *ipso facto* l'acte de la fonction.

Les propos ont-ils été tenus, au contraire, en dehors des matières et des programmes d'enseignement, les faits se trouvant en quelque sorte détachés par avance de la fonction, il suffira d'une simple imprudence, négligence ou maladresse de l'instituteur, pour engager sa responsabilité de l'article 1382.

S'il peut demeurer encore une certaine zone d'imprécision dans la délimitation de cette frontière, sur le principe même de la frontière, il n'y a pas d'hésitation dans la jurisprudence.

Le Tribunal civil de Mâcon a fait une application très nette de cette idée dans son jugement du 28 juin

1. Ils peuvent être invoqués avec d'autant plus de force que la jurisprudence récente de la Cour de Cassation (Arrêt Meteor, 12 juin 1914, S. 1915, I, 70) admet que le domaine de la faute de l'article 319, C. P. concorde avec celui de l'article 1382 C. civil.

1911 (1) ainsi que le Tribunal de simple police de Lagnieu (Ain) le 5 août 1912 (2). S'agit-il de simple négligence dans le service ? La juridiction civile est incompétente, seule la responsabilité disciplinaire peut jouer. L'instituteur se serait livré à des voies de fait graves sur les élèves ? La juridiction civile est compétente mais non le juge de paix. A-t-il ridiculisé les parents ? Compétence du juge de paix.

Le Tribunal civil de Belley qui, le 20 décembre 1912, réforme le jugement de Lagnieu, considérant qu'en l'espèce il n'y a pas eu violation de la neutralité scolaire, confirme, *a contrario*, la jurisprudence en s'appuyant sur la distinction primordiale entre les fautes de service qui sont du ressort de l'administration et les fautes personnelles qui relèvent du droit commun (3). Et le droit commun, c'est la responsabilité envers le père de famille, dont, sur ce terrain, il est le délégué.

75. Les demandes reconventionnelles de l'instituteur.

— Il est de droit commun aussi que l'instituteur, qui se juge victime d'une dénonciation calomnieuse,

1. Affaire Sangouard. *R. O. D.*, VI, 406 et *Gazette des Tribunaux*, 21 juillet 1911.

2. *R. O. D.*, VII, 569.

3. *R. O. D.*, VIII, 32. Dans le sens de l'admission, Nantua. 9 novembre 1912.

peut riposter par une demande reconventionnelle en dommages-intérêts contre le père de famille qui l'actionne (1).

A-t-il le droit aussi, si les reproches s'adressent non pas à un instituteur déterminé, mais à l'ensemble des Instituteurs de prétendre que l'intérêt corporatif est en jeu ? En d'autres termes, et pour ramener la question sur le terrain concret où elle s'est posée, les amicales d'instituteurs se jugeant atteintes, dans la défense de leurs intérêts collectifs, par les évêques dans leurs mandements, sont-elles recevables à leur en demander réparation ? Après de longues discussions dans la doctrine et une incertitude complète dans la jurisprudence, la Cour de Cassation statuant dans l'affaire de la Fédération des amicales contre le cardinal Luçon (2) a rendu le 8 juillet 1914, un arrêt d'admission du

1. Tribunal Pontoise. 14 janvier 1909 (*R. O. D.*, IV, 70).

2. Recevabilité Tribunal Civil Reims, 25 février 1910 (*R. O. D.*, V, 198) ; Rejet au fond Tribunal Civil Reims, 18 mars, 1910 (*R. O. D.*, V, 203) ; Recevabilité et admission au fond, Cour d'Appel Paris, 4 janvier 1911 (*R. O. D.*, VI, 79) ; Irrecevabilité Cass. Civil, 4 mars 1913 (*R. O. D.*, VIII, 187) ; Mémoire Hannotin, (*R. O. D.*, VIII, 236) ; Admission au fond Cour d'Appel Orléans, 10 décembre 1913 (*R. O. D.*, IX, 449) ; Admission du pourvoi Cass. Reg., 8 juillet 1914 (*R. O. D.*, IX, 449) Cf. également dans le sens de l'admission, Arras, 25 mai 1910 (*R. O. D.*, VI, 89) ; Cahors, 13 juillet 1910, (*R. O. D.*, VI, 90), dans le sens de l'irrecevabilité ; Rodez, 9 février 1911, (*R. O. D.*, VII, 283) ; Angers, 26 décembre 1911, (*R. O. D.*, VII, 30).

pourvoi du cardinal Luçon (Chambre des Requêtes), mais elle n'a pas été encore appelée à rendre un arrêt définitif.

Sur le principe même de la responsabilité de l'instituteur, pour violation de la neutralité, il n'y a pas le moindre doute, qu'il s'agisse de propos tenus en classe ou même de dictées proposées par le maître aux élèves et qui semblent par leur forme même devoir se rattacher plus étroitement à l'enseignement,

Est-ce que les principes, qui viennent d'être exposés au sujet de propos tenus en classe ou de textes dictés, peuvent s'appliquer aux manuels dont l'instituteur est appelé à se servir ? S'ils s'y appliquent toujours en droit, quelle faute personnelle relever contre l'instituteur qui se sert de livres régulièrement inscrits sur la liste départementale (1).

1. Il a été jugé que le fait de dicter aux élèves des expressions évidemment contraires à la neutralité religieuse, telles que celles-ci « ceux qui pratiquent le culte catholique sont des mangeurs de bon Dieu et des paresseux » ; « c'est dans l'église qu'on trouve les plus grands criminels, les plus grands menteurs, les plus grands assassins, les plus grands empoisonneurs », constituait de la part du sieur Escazeaux, instituteur à Blajan une faute personnelle se détachant de sa fonction et la Cour de Toulouse par son arrêt du 9 juin 1914, l'a condamné à 500 francs de dommages-intérêts. Arrêt sur la compétence du 26 janvier 1914, (*R. O. D.*, IX, 319), Tribunal de Conflits, 9 mai 1914 (*R. O. D.*, IX, 340); (Lebon, 1914, p. 571) annulant l'arrêté de conflit du Préfet de la Haute-Garonne; Arrêt du 9 juin 1914 de la Cour d'Appel de Toulouse (*R. O. D.*, IX, 429).

**§ 2 - La violation de la Neutralité
par le Manuel**

76. *Suivant quelles règles le manuel est choisi par l'instituteur.* — Pour que l'instituteur fut considéré comme responsable des violations de la neutralité par le manuel, il faudrait qu'il eut le libre choix du manuel.

On conçoit, en effet, trois systèmes possibles, dans le choix des livres de classe et, en fait, ils ont été pratiqués, successivement, dans notre législation scolaire française au cours du XIX^e siècle (1).

Ou bien, c'est l'État lui-même qui choisit les manuels. Il interroge le « génie », fait un choix entre les manuels qui lui sont proposés et expédie dans la France entière ses manuels officiels (2). Système pratiqué pendant la période intermédiaire, dès le début de l'établissement du monopole de l'Université et jusque sous le ministère Guizot.

Ou bien système plus libéral, qui fut adopté par le

1. Sur cet historique cf. Steeg. Rapport, Chambre des Députés, n^o 370. Annexe au Procès-Verbal de la 2^e séance du 12 juillet 1910.

2. M. Buisson dans *le Radical* du 16 décembre 1910 propose l'élaboration d'un manuel rédigé par les maîtres les plus éminents de tous les partis.

second Empire et se maintint jusqu'en 1880 — c'est à l'instituteur, personnellement et individuellement, qu'incombe la responsabilité du choix. L'État se réserve simplement un droit de *veto* pour écarter après coup les manuels contraires à la morale ou aux lois ou notoirement insuffisants.

De la lecture combinée de la loi du 27 février 1880 et de l'arrêté organique du 18 janvier 1887 (1), il résulte que le législateur n'a choisi aucun de ces deux systèmes, mais, en empruntant quelque chose à chacun d'eux, a créé une véritable dualité de système.

D'une part, d'après l'arrêté de 1887, c'est toujours l'instituteur qui choisit le manuel, mais il ne le choisit plus isolément. Dans des conférences cantonales, les instituteurs choisissent collectivement les livres qu'ils s'imposeront à eux-mêmes et le Conseil départemental procède à la révision de la liste, qui est arrêtée définitivement par le recteur.

Mais la loi du 27 février 1880 n'a pas été abrogée. Le Ministre conserve son droit de *veto* et peut interdire tout manuel successivement approuvé par la Conférence cantonale des instituteurs, le Conseil départemental et le recteur.

Ainsi, jusqu'au décret du 1^{er} juillet 1913, nous

1. L'arrêté du 18 janvier 1887 ne faisait lui-même que reproduire un arrêté du 16 juin 1880 (*Bulletin Adm. du Ministère de l'Instruction Publique*, (t. XXIII, 1880, I, 668).

sommes en présence d'un système à deux moteurs dont l'un fonctionne régulièrement et hiérarchiquement, dont l'autre plus intermittent est mis en mouvement par le Ministre. La personnalité de l'instituteur s'efface devant un système de conférences collectives et de révisions hiérarchiques, ou disparaît devant un *veto* ministériel qui n'est pas un recours hiérarchique.

Toute violation de la neutralité par le manuel apparaîtra donc comme présentant un intérêt collectif accentué et avec un caractère de permanence qui la rend particulièrement grave.

Toute supercherie, en cette matière, serait inadmissible. Ce qui est approuvé par le recteur, c'est telle édition de tel livre et c'est l'évidence même que si l'ouvrage, conservant pour autant son titre, a subi des transformations telles qu'il doit être considéré comme formant un volume nouveau, il devra faire l'objet d'un examen nouveau et être soumis à la formalité de l'approbation (1).

Ainsi le *Manuel* Dez, qui figurait, en 1909, sur la liste départementale de l'Ain, était le *Manuel* Dez,

1. Réponse du Ministre de l'Instruction Publique (*Journal des Instituteurs*, 4 septembre 1910). J'estime que lorsque l'édition nouvelle présente avec celle qui a été régulièrement inscrite des différences telles qu'on peut soutenir qu'elle constitue un ouvrage nouveau, il y a lieu de la soumettre à la formalité de l'approbation (*R. O. D.*, V, 571). Dans le même sens. Cour d'Appel de Bourges, 3 décembre 1908 (*R. O. D.*, IV, 28).

édition de 1900, et celui que l'instituteur d'Apremont prétendait imposer à ses élèves était le *Manuel Dez*, édition de 1902, caractérisé par l'adjonction de phrases entièrement nouvelles et portant gravement atteinte au principe de neutralité. Les légitimes protestations des parents avaient raison de dénoncer dans ce tour de passe-passe une véritable supercherie (1) et ils auraient eu le droit d'actionner l'instituteur en dommages-intérêts pour faute personnelle à se servir d'un livre non inscrit sur la liste départementale.

Supposons au contraire le livre régulièrement inscrit et supposons que le père de famille estime qu'il viole la neutralité (2), quelles sont les voies de droit qui lui sont ouvertes pour en faire prononcer l'interdiction.

Il y a lieu de distinguer entre l'interdiction gracieuse et l'interdiction contentieuse.

77. L'interdiction gracieuse. — L'interdiction gracieuse peut-être obtenue soit de la bonne volonté de l'instituteur, soit de celle du Ministre.

Ce qui est obligatoire pour l'instituteur, dans le

1. Gurnaude. *Histoire d'un confit*, 14 février 1909 reproduit par *R. O. D.*, IV, 143.

2. Liste des manuels condamnés par les Evêques. Annexe au Rapport Dessoie, *R. O. D.*, IV, 107 ; Bibliographie des manuels condamnés, *Bulletin de la S. G. E. E.*, 1911. p. 620-624.

cas où il juge bon de se servir d'un manuel c'est l'usage d'un manuel figurant sur la liste départementale, mais il n'est nullement obligatoire pour lui d'abord de se servir d'un manuel, ensuite de se servir d'un manuel déterminé.

Les parents seraient donc complètement dans leur droit en demandant à l'instituteur soit de substituer au manuel dont il fait usage, le *Manuel Dez*, par exemple, un autre manuel figurant également sur la liste départementale, tel que le *Manuel Lavis*, soit de dispenser purement et simplement leur enfants de l'usage de tout manuel.

78. *Du droit de l'instituteur de changer les manuels.*

— Est-ce que l'instituteur pourrait commettre une faute quelconque, soit personnelle, soit de service, en obtempérant aux susceptibilités légitimes des parents ?

Sans doute, d'un point de vue pédagogique, il n'est pas bon de changer à la légère les manuels dont les enfants ont l'habitude de se servir, mais poser en principe qu'il n'est pas permis de remplacer un mauvais manuel par un meilleur serait une absurdité directement contraire aux formules de progrès, qu'invoque l'enseignement laïque, et à la lettre même de l'arrêté de 1887 qui accorde à l'instituteur le droit de choisir sur une liste. Qu'est-ce qui se plaindra le plus souvent de ces changements

de manuels répétés ? Ce sont les parents, à cause des frais qu'ils entraînent en les obligeant à acheter des livres neufs, mais si ce sont eux-mêmes ici qui demandent le changement, l'objection disparaît.

Et s'ils demandent à l'instituteur de vouloir bien dispenser leurs enfants de tout enseignement livresque, où peut être la faute de l'instituteur qui accède à ce désir ? Pas plus qu'obligation de l'instruction ne veut dire obligation scolaire, obligation scolaire ne veut dire obligation livresque. L'emploi du livre est facultatif (1). Mais, où sera dit-on l'unité de la classe, si tels enfants se servent d'un manuel et si tels autres ne se servent d'aucun ? L'objection pédagogique est forte ; mais d'abord elle disparaît, si c'est l'ensemble des enfants qui sont dispensés de l'emploi de tout manuel, et il est juste ensuite que l'instituteur demeure juge du surcroît de besogne qu'une telle pratique lui impose. Si elle est plus contestable que la première, elle n'est néanmoins ni fautive, ni illégale.

Et cependant des instituteurs ont été frappés pour avoir déféré aux susceptibilités légitimes des parents.

La censure a été infligée à une institutrice de la Côte-d'Or, qui avait renoncé à l'usage du livre

1. Circulaire ministérielle (Jules Ferry), 17 novembre 1883.

adopté par elle, parce qu'il était proscrit par les Evêques (1).

Une note très ferme du Ministre (circulaire du 23 octobre 1909) faisait prévoir cette décision.

Elle invitait les instituteurs à une résistance obstinée à l'intervention de toute autorité étrangère à l'école et, sur le chapitre des manuels leur faisait savoir qu'ils n'avaient à tenir aucun compte des mises en demeure à eux adressées par des membres du clergé ou des associations de pères de famille, à l'effet de faire retirer des mains des élèves les livres de classe visés dans le manifeste de l'épiscopat.

La circulaire du 1^{er} avril 1911 aux inspecteurs d'Académie (2) n'était pas moins nette :

« Toute ingérence extérieure, quelle qu'en soit l'origine, qui prétendrait empiéter sur le domaine propre de la classe et y introduire des directions étrangères, doit être tenu, non seulement pour intolérable, mais encore pour franchement illicite. Il ne saurait être question, pour nos maîtres, de consentir, sous l'influence de mises en demeure capricieuses et arbitraires, à substituer, en cours d'année, un ouvrage à un autre.

« Dans les circonstances difficiles, que nous tra-

1. Rapport Steeg, 12 juillet 1910, *R. O. D.*, VI, 19.

2. *Bulletin Adm. du Ministère de l'Instruction Publique*, 1911, 1^{re} série, p. 568 et *Bulletin de la S. G. E. E.*, 1911, p. 544.

versions toute concession serait taxée de défaillance, toute complaisance d'abdication. »

Le ton de la circulaire (1) indique assez à quels motifs, plus politiques que juridiques le Ministre a obéi.

Le Ministre d'ailleurs a reconnu lui-même (2) comme parfaitement licites les changements de manuels opérés par les instituteurs. L'inspecteur d'Académie de la Manche répond, le 9 juin 1910, à l'Amicale des instituteurs de la Manche que le Ministre lui a écrit la lettre suivante :

« Vous m'avez demandé si, lors de la rentrée des classes en septembre, les instituteurs pourront remplacer par d'autres les ouvrages condamnés par les Évêques.

« J'estime que, pour la rentrée prochaine des classes, comme pour toutes les années nouvelles les instituteurs sont libres de choisir les livres dont il sera fait usage dans leurs classes, pourvu que ces livres figurent sur la liste départementale ».

Les instituteurs sont donc parfaitement libres dans leur choix (3).

1. Le ministère Briand avait été renversé quelques semaines auparavant le 24 février pour avoir pactisé avec les Jésuites.

2. *La Croix*, 4 novembre 1910.

3. Le vœu, émis par un Conseil Municipal, que dans le choix des livres de classe employés pour l'enseignement aux écoles publiques locales de la commune, l'autorité compétente évitât, soigneusement, tout ce qui pourrait porter atteinte à la liberté

79. Droit du Ministre. — Le Ministre de son côté peut parfaitement déférer aux demandes gracieuses qui lui sont présentées. Qu'il l'ait fait en réalité, il y en a peu d'exemples.

L'un est authentique et bien net. Monseigneur l'évêque de Belley s'adresse directement à M. Briand pour demander le retrait du *Manuel* de Dez. Une circulaire du 20 janvier 1910 l'interdit (1).

Dans le second exemple, il s'agit de déférer à une interpellation de M. Brousse, président du groupe viticole de la Chambre au sujet des compositions données au certificat d'études (problèmes sur le mouillage des vins. Enseignement de la fraude). Dans une note de service du 1^{er} juillet 1911 (2), le Ministre appelle l'attention de l'autorité académique sur les inconvénients que peut présenter l'inscription sur la liste des livres scolaires d'ouvrages suscepti-

religieuse des familles ne porte pas sur un objet étranger aux attributions du Conseil et c'est à tort que le préfet en a prononcé l'annulation (Conseil d'Etat, 2 février 1917, commune de Lésigny, D., 1917, Chronique, p. 6). La délibération du Conseil municipal, portant que le mandat pour le prix de livres scolaires ne sera délivré par le Maire qu'après vérification de l'inscription des livres sur la liste départementale, n'autorise aucun contrôle de celui-ci sur l'enseignement de l'instituteur et est donc parfaitement légale (Conseil d'Etat, 13 décembre 1912, D., 1916, III, 56).

1. *Les Associations de Famille et la Neutralité de l'école*, mars 1910, n° 14, 2^e série.

2. *Bulletin Départ. Enseignement primaire*, 1911.

bles de porter préjudice aux intérêts légitimes de la viticulture.

80. *Insuffisance des voies gracieuses.* — D'exemple de collaboration gracieuse entre les familles et le Ministre, avant le décret du 1^{er} juillet 1913, nous n'en connaissons pas d'autre et il n'est pas bien étonnant que les parents ne soient pas consultés sur l'interdiction des manuels puisque les auteurs mêmes des manuels interdits sont condamnés sans être entendus. M. l'abbé Vaudepitte, qui a vu plusieurs de ses ouvrages interdits dans toutes les écoles publiques et privées, l'a appris, tantôt par son éditeur, tantôt par ampliation solennelle de l'arrêté de proscription sur double pancarte envoyée du ministère comme en 1901, tantôt, par simple avis postal émanant de l'inspecteur d'Académie comme en 1907 — toujours après coup et sans avoir été entendu (1).

81. *Les voies contentieuses. Vue générale.* — Les voies de la collaboration gracieuse étant si strictement entr'ouvertes force est bien aux pères de famille de s'adresser à la collaboration contentieuse.

L'histoire de la jurisprudence, jusqu'au décret du

1. Georges Maze Sencier. L'Index Laïque. Comment procède-t-il ? *B. I. R. S.*, 24 octobre 1910. Cité par *R. O. D.*, V, 570.

1^{er} juillet 1913 est particulièrement instructive, parce qu'elle revient surtout à montrer au père de famille ce qu'il n'a pas le droit de faire.

Ce qu'il ne peut pas faire, c'est poursuivre pour faute personnelle un instituteur, qui met entre les mains de son enfant un manuel figurant sur la liste départementale (1). Et la raison en est simple, c'est qu'il ne peut pas y avoir faute personnelle, à se servir d'un ouvrage régulièrement autorisé par les autorités scolaires.

Le père de famille s'adresse alors au recteur et lui demande d'interdire le livre. Mauvaise méthode, lui répond le Conseil d'État, ce n'est pas le refus du recteur qu'il faut attaquer devant le Conseil d'État, c'est le refus du Ministre (2).

Le père de famille attaque alors le refus du Ministre. Il s'adresse au Conseil d'État suivant la marche que le Conseil d'État lui-même lui a indiquée. Il va triompher. Pas du tout, il succombe, il faut qu'il demande l'interdiction pour toutes les écoles de France...

Le décret du 1^{er} juillet 1913 lui donne partiellement satisfaction. Moins d'un an après, il est abrogé par celui du 24 février 1914. Le père de famille

1. Tribunal civil Nantua, 21 janvier 1911. *Bulletin de la S. G. E. E.*, 1911, p. 249.

2. *Bulletin de la S. G. E. E.*, 1911, p. 145 ; *Parents et Maîtres*, n° 23, p. 494.

revient à la charge. Il demande l'interdiction pour toutes les écoles de France. Il succombe pour la troisième fois, faute d'avoir présenté des coupures du manuel condamné par l'évêque.

82. Première fausse route. Impossibilité de poursuivre l'instituteur pour faute personnelle. — Le père de famille ne peut demander de dommages-intérêts à l'instituteur pour usage d'un manuel régulièrement inscrit sur la liste départementale. Où pourrait être en effet la faute personnelle de l'instituteur ?

De ce qu'il est libre de choisir sur la liste départementale, il ne s'ensuit pas qu'il peut être considéré comme personnellement responsable des atteintes à la liberté de conscience qui peuvent résulter du choix de mauvais manuels. Ce serait forcer le sens de la réponse du Ministre de l'Instruction publique à M. Mahieu le 18 juillet 1910 (1), reconnaissant le pouvoir de choix de l'instituteur, qu'd'y voir la preuve que l'instituteur qui choisit personnellement est personnellement responsable de son choix. Il est clair au contraire qu'en agissant ainsi il agit dans l'exercice de ses fonctions et, au surplus, il ne fait que se conformer à l'ordre de ses chefs et notamment à l'instruction ministérielle du 23 octobre 1909, aux termes de laquelle les institu-

1. *Journal officiel*, 19 juillet 1910, p. 6298.

teurs n'ont pas à tenir compte des injonctions à eux faites d'avoir à retirer des mains des élèves les livres de classe, choisis dans la liste départementale.

Il ne sert de rien de dire que les demandeurs ne contestent pas le droit de l'instituteur de choisir les manuels mais qu'ils se bornent à demander à l'instituteur de ne pas mettre ces manuels antireligieux entre les mains de leurs enfants (1). Nous avouons trouver cette distinction un peu subtile ; lorsque l'instituteur choisit le manuel, il ne le choisit pas seulement pour lui, mais pour les enfants qui lui sont confiés et, s'il n'a pas le droit de mettre entre leurs mains le manuel qu'il a choisi, comment peut-on dire qu'il l'a choisi ?

En vérité, il faut dire avec la Cour d'appel d'Orléans (2) que le choix du manuel, non seulement n'est pas un acte étranger à l'exercice régulier de la fonction de l'instituteur mais au contraire qu'il en constitue une partie essentielle, et lui est imposé par la mission même dont il est investi.

Le jugement du tribunal civil de Nantua qui, le 21 janvier 1911, rejetait la demande de 1.600 francs de dommages-intérêts présentée par Burret et Sonthonnax contre l'instituteur Jeantet, non pour des

1. La question scolaire de Belley, 1911.

2. 9 février 1911, *Bulletin de la S. G. E. E.*, 1911.

propos violant la neutralité, mais pour usage de livres dans la classe d'Aprémont, ne ferait donc qu'appliquer la distinction fondamentale entre la faute personnelle et la faute de service.

N'existe-t-il donc, pour le père de famille, aucun moyen de faire respecter la neutralité violée par le manuel ?

83. Deuxième fausse route. Impossibilité d'attaquer la décision du recteur. — Deux voies différentes sont prises par les pères de famille pour obtenir ce résultat :

En premier lieu, ils défèrent au Conseil d'État.

1° Les décisions, par lesquelles l'instituteur et l'inspecteur d'Académie ont prononcé la peine de l'exclusion temporaire de l'école publique, contre les enfants qui refusent de faire usage du manuel.

2° La décision, par laquelle le recteur avait approuvé la liste départementale (1).

Par un second recours, ils imputent à faute de service public le renvoi de l'enfant et attaquent la décision par laquelle le Ministre de l'Instruction publique a rejeté la demande d'indemnité présentée par le père de famille à raison de cette mesure.

Les arrêts Chapuis, Porteret et Pichon rendus par le Conseil d'État le 20 janvier 1911 (2) rejettent sur

1. *Bulletin de la S. G. E. E.*, 1911, p. 145.

2. *R. O. D.*, VI, 148.

toute la ligne les demandes des pères de famille.

En particulier, en ce qui concerne la demande d'annulation de la décision du recteur de l'Académie de Dijon, du 25 octobre 1909, approuvant la liste des livres propres à être mis en usage dans les écoles primaires élémentaires publiques de la Côte d'Or, le Conseil d'État rejette purement et simplement la requête du sieur Porteret, sur ce point, attendu que la demande d'interdiction du manuel doit être adressée non au recteur mais au Ministre.

En même temps qu'il rejette les demandes des pères de famille, le Conseil d'État, sur conclusions conformes de M. Pichat, leur indique la voie légale à suivre pour faire triompher leur point de vue.

La loi organise, en effet, pour le choix des livres de classe deux procédures distinctes : une procédure d'inscription des livres sur la liste départementale annuelle approuvée par le recteur (Arrêté organique du 18 janvier 1887, art. 20 à 22 ; loi du 30 octobre 1886, art. 16) et une procédure d'interdiction des livres devant le ministre de l'Instruction publique qui statue après avis de la section permanente du Conseil supérieur (loi du 27 février 1880, art. 4) (1).

La réclamation des pères de famille doit donc

1. Conclusions de M. Pichat Commissaire du Gouvernement.
R. O. D., VI, 152.

être adressée au Ministre de l'Instruction publique seul compétent. Ce n'est pas là l'exercice du recours hiérarchique du recteur au Ministre, qui ne ferait pas obstacle à un recours direct devant le Conseil d'État, c'est la mise en jeu d'un pouvoir personnel du Ministre. Les intéressés ne sauraient se soustraire, par conséquent, à la procédure spéciale fixée par la loi. Qu'ils attaquent, s'ils le jugent bon, par la voie du recours pour excès de pouvoir, la décision du Ministre de l'Instruction publique qui, saisi d'une demande d'interdiction d'un livre scolaire fondée notamment sur ce que le livre porte atteinte à des croyances religieuses, refuserait de l'accueillir. Qu'ils se pourvoient même contre le silence de quatre mois du Ministre (loi du 17 juillet 1900, art. 3). Voilà la seule voie légale qui leur est ouverte.

84. *Troisième fausse route. Impossibilité de demander au Ministre de prononcer l'interdiction pour une école déterminée.* — Les pères de famille n'ont garde de décliner cette invitation. L'arrêt du Conseil d'État est du 21 janvier 1911. Dès le 9 février 1911, M. Lachaize adresse au Ministre de l'Instruction publique une demande tendant au retrait de l'école de la commune de Saint-Vincent-de-Reins (Rhône) du *Manuel d'Histoire* de Calvet et il se pourvoit au Conseil d'État, le 15 juillet 1911, contre la décision

implicite de rejet résultant du silence gardé pendant plus de quatre mois. Mêmes pourvois sont formés, le 8 décembre 1911, par M. Lapique de Baigt-de-Béarn (Basses Pyrénées) et, le 11 décembre 1911, par l'Association des familles de Gamarde-les-Bains (Landes), association déclarée et publiée.

Le 17 janvier 1913, le Conseil d'État rejette intégralement les demandes des pères de famille (1).

« Considérant que s'il appartient au Ministre, en vertu de l'article 4 de la loi du 27 février 1880, de statuer après avis de la section permanente sur l'interdiction des livres dans toutes les écoles publiques, ni l'arrêté précité du 18 janvier 1887 ni aucun autre règlement arrêté en Conseil supérieur ne lui reconnaît le droit de prohiber l'emploi dans une école déterminée d'un livre régulièrement inscrit sur ladite liste,

« Considérant que le sieur Lachaize n'a pas saisi le Ministre d'une demande tendant à l'interdiction du manuel incriminé dans toutes les écoles publiques, par application et selon la procédure de l'article 4 de la loi du 27 février 1880, qu'il s'est borné à lui demander, soit de faire révoquer l'approbation donnée à la liste départementale du Rhône par le recteur en tant que s'appliquant au *Manuel Calvet*, soit de faire retirer ce manuel de l'école de Saint-Vincent-de-Reins.

La requête du sieur Lachaize est rejetée. Rejetées aussi, par les mêmes considérants, les requêtes de M. Lapique et de l'Association des familles de Gamarde-les-Bains.

Les pères de famille sont déboutés, pour n'avoir pas été assez ambitieux, pour avoir demandé une interdiction partielle et non une interdiction générale, conséquence de ce qu'ils n'ont pas suivi assez exactement les conseils que leur donnait dès janvier 1911 M. Pichat, commissaire du Gouvernement en ses conclusions.

Ils ont vu dans le droit d'interdiction du Ministre, tel qu'il est défini par l'article 4 de la loi du 27 février 1880 et qui n'est que la mise en jeu d'un pouvoir personnel du Ministre, l'exercice d'une sorte de droit de révision hiérarchique qui ne figure nulle part dans l'arrêté organique du 18 janvier 1887.

Cette confusion qui les a déjà fait succomber en 1911 (irrecevabilité du recours contre la décision du recteur) devait, pour les mêmes raisons, les faire succomber en 1913. Le Conseil d'État est resté absolument dans l'esprit de sa jurisprudence antérieure et s'est contenté de la préciser.

Aux pères de famille de faire valoir leurs réclamations par les voies de droit. On ne saurait sérieusement soutenir que la décision du Ministre, qui

refuse d'interdire dans toute la France un manuel antireligieux, est un acte de gouvernement (1).

85. *Le décret du 1^{er} juillet 1913.* — Mais à quoi bon employer la voie contentieuse et demander après coup l'interdiction d'un manuel, si, allant au devant des susceptibilités légitimes des familles, le Ministre vient faire appel, sinon à leur collaboration pour l'établissement même des listes, du moins à leur contrôle en leur permettant de présenter des observations préventives ?

C'est l'esprit même du décret du 1^{er} juillet 1913 tel qu'il est défini et interprété par la circulaire du 20 juillet 1913 (1).

Abrogeant et complétant le décret organique de 1887, le décret organique du 1^{er} juillet 1913 tend à supprimer la dualité de procédure résultant, d'une part du *veto* personnel du Ministre de la loi de 1880 et d'autre part du système d'établissement des listes conformément à l'arrêté de 1887.

Il est clair qu'il ne saurait abroger la loi de 1880 et supprimer le *veto* général du Ministre postérieur à la confection des listes mais en l'appelant à intervenir, après avis de la section permanente, dans la confection même des listes, en cas de contestation soulevée par les parents, il fait de cette interven-

1. *Journal Officiel* du 27 juillet 1913, S., 1915, p. 516

tion ministérielle un véritable recours hiérarchique.

Il légitime donc, en quelque sorte, *a posteriori*, en juillet, les prétentions doctrinales que les pères de famille avaient élevées en janvier et surtout, il décide, pour ne pas rendre leur droit de contrôle illusoire, que les listes départementales seront publiées et qu'avant leur approbation définitive les pères de famille seront admis à présenter leurs observations au recteur d'abord, au Ministre ensuite.

Ce décret pourrait donc être considéré comme une véritable victoire des pères de famille s'il n'avait été abrogé par le décret du 21 février 1914.

86. Le décret du 21 février 1914. — Ce dernier décret supprime la publication des listes et rend ainsi, presque impossible, en fait, cette intervention préventive des parents qui avait été la pensée directrice du décret du 1^{er} juillet 1913, mais le régime de révision annuelle qu'il institue avec conférence cantonale, liste départementale, approbation rectorale et recours ultime au Ministre ne saurait leur enlever le droit de réclamation qu'ils tiennent de la loi du 27 février 1880 et qui est encore confirmé par l'article 24 du projet de loi sur la défense de l'école laïque voté par la Chambre des députés, le 27 janvier 1914.

87. Quatrième fausse route. Impossibilité de demander l'interdiction sans faire valoir les motifs. — C'est ce recours que l'Association des familles de Gamarde les-Bains, sans se laisser décourager par son échec précédent, a exercé en 1915 devant le Conseil d'État en lui demandant, devant le refus du Ministre, résultant du silence gardé pendant plus de quatre mois, de prononcer, dans l'ensemble des écoles publiques, l'interdiction des manuels condamnés par l'épiscopat.

Le Conseil d'État a rejeté la demande le 14 janvier 1916 (1), attendu que l'association s'est bornée à demander au Ministre l'interdiction des manuels, par le seul motif que la lettre de l'épiscopat a défendu aux catholiques d'en faire usage, sans qu'il soit produit contre les manuels aucune critique tirée de leur texte même et sans qu'il soit fourni aucune précision permettant à l'administration de statuer en connaissance de cause et qu'ainsi l'association n'est pas fondée à se plaindre de ce qu'il n'a pas été fait droit à sa réclamation.

Ainsi, le Conseil d'État, en même temps qu'il se reconnaît théoriquement le droit d'interdire les manuels contraires à la neutralité admet en 1916 — comme en 1913 — comme en 1911 — une exception préjudicielle qui le dispense de statuer.

1. Gamarde-les-Bains, D. 1916, Chronique, p. 4.

§ 3. — **Les exclusions de l'école**

La question des exclusions de l'école se relie étroitement à celle des manuels, car, dans la plupart des cas, c'est le conflit soulevé autour de l'emploi du manuel qui a décidé, soit le père de famille à retirer son enfant de l'école, soit l'instituteur ou l'inspecteur d'académie à prononcer l'exclusion des enfants récalcitrants.

La question qui se pose ici est donc la suivante : dans quelle mesure la grève et le lock-out sont-ils licites, dans le service public de l'enseignement ?

88. *L'exclusion de l'école.* — L'enseignement étant un service public et l'instruction étant obligatoire, il va de soi que le lock-out, c'est-à-dire l'exclusion de l'école, prononcée par l'autorité scolaire, ne peut être édictée que dans les cas prévus par la loi.

Autrement, le père de famille qui est tenu d'envoyer son fils à l'école et qui est punissable en cas de non-fréquentation scolaire, se trouverait rendu responsable du fait d'autrui. L'instituteur qui refuserait de recevoir un enfant à l'école pour jouer « une bonne farce » à son père, commettrait évidemment une faute personnelle. Il y aurait faute personnelle dans le cas de lock-out indirect, si, par

exemple, tel professeur de lycée à l'approche des grandes vacances, voyant sa classe désertée par les 4/5 des élèves surchargeait les élèves restants de devoirs impossibles en leur disant : « Inutile de revenir si les devoirs ne sont pas faits ». La conséquence de cette pratique pourrait bien être que les élèves ne revinssent pas, en effet, et que le professeur avançât la date de son départ pour la campagne.

Mais l'instituteur ne peut-il jamais prononcer l'exclusion de l'école ?

89. Son caractère temporaire. — Il le peut, dans les termes de l'arrêté du 18 janvier 1887 et conformément à l'article 19 du règlement scolaire modèle.

Les seules punitions dont l'instituteur puisse faire usage sont les mauvais points, la réprimande, la privation partielle de la récréation, la retenue après la classe, sous la surveillance de l'instituteur, *l'exclusion temporaire*. Cette dernière peine ne pourra dépasser trois jours. Une exclusion de plus longue durée ne pourra être prononcée que par l'inspecteur d'Académie.

Il faut en conclure que l'exclusion prononcée par l'inspecteur d'Académie ne peut être, elle aussi, que temporaire. Une exclusion définitive, en effet, irait directement à l'encontre du caractère obligatoire de

l'enseignement et ne serait pas moins contraire au principe de continuité du service public de l'enseignement.

Mais la durée de l'exclusion temporaire n'étant pas déterminée par la loi, peut-elle être indéterminée sans changer de caractère ?

90. *Une exclusion d'une durée indéterminée peut-elle être appelée temporaire ?* — Doit-on admettre que l'inspecteur d'Académie, qui prononce une exclusion d'une durée indéterminée, ne devant prendre fin que lorsque l'enfant se sera soumis à la discipline scolaire, ne prononce, en réalité, qu'une exclusion temporaire et par suite n'excède pas les pouvoirs qu'il tient du règlement modèle du 18 janvier 1887 ?

Le Conseil d'État l'a admis. Arrêts Rousseaux et Luquet du 8 décembre 1911 (1).

Cette jurisprudence nous semble contestable, car n'est-ce pas jouer sur les mots que d'appeler temporaire une exclusion d'une durée indéterminée qui ne prendra fin qu'avec une volonté qui a la prétention d'être définitive ? Et la meilleure preuve qu'il s'agit d'un artifice verbal, c'est que, dans l'arrêt Rousseaux précité, l'inspecteur d'académie des Ardennes qui, dans la décision du 9 novembre 1909,

1. D., 1914, III, 5.

avait prononcé une exclusion définitive, la remplace, à la date du 21 janvier 1911, par une nouvelle décision dont il attend les mêmes effets mais qu'il qualifie d'exclusion « non pas définitive mais d'une durée indéterminée ». Or il ne suffit pas de changer les mots pour modifier la nature des choses et de baptiser temporaire ce qui est définitif pour pouvoir invoquer l'article 19 du règlement modèle. La jurisprudence du Conseil d'État nous semble nettement critiquable.

De même, dans l'enseignement secondaire, l'exclusion disciplinaire ne peut être prononcée que conformément à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 5 juillet 1890 et il ne nous semble pas possible d'y échapper en déguisant cette exclusion du nom de refus d'admission. C'est pourtant ce qu'a décidé un arrêt du Conseil d'État du 16 février 1912. Arrêt Yvert (1). Lorsqu'un père, dit l'arrêt, mis en demeure, soit de laisser son fils suivre le cours de gymnastique dont l'enseignement est obligatoire aux termes de la loi du 27 janvier 1880, soit de produire un certificat médical, pouvant justifier la dispense de ce cours, a refusé de satisfaire l'une ou l'autre de ces demandes, le refus d'admettre désormais l'élève au lycée est une mesure que le proviseur peut prendre pour assurer le maintien de la

1. D., 1914, III, 38.

discipline et cette mesure ne constitue pas l'exclusion disciplinaire prévue par l'article 18 de l'arrêté ministériel du 5 juillet 1890.

La peine de l'exclusion temporaire une fois régulièrement prononcée par les autorités scolaires, en vue d'assurer le maintien de la discipline, le père de famille ne pourrait actionner l'instituteur ou l'inspecteur en dommages-intérêts sous prétexte que cette exclusion lui cause un préjudice (faute personnelle) et il ne serait pas davantage fondé à en réclamer à l'État (faute de service). Sur ce point la jurisprudence est constante.

Ne sont pas entachées d'excès de pouvoir les décisions de l'inspecteur d'Académie prononçant contre un élève la peine de l'exclusion temporaire de l'école pour avoir refusé de se servir d'un manuel d'histoire, alors même que ce refus est fondé sur ce que ce livre contiendrait des passages contraires au principe de la neutralité scolaire (1).

Impossibilité par conséquent d'obtenir des dommages-intérêts de l'État.

91. *La grève scolaire est-elle licite?* — Etant admis que l'exclusion temporaire de l'école, qui est une sorte de lock-out est seule licite, dans quelle mesure la grève scolaire, qui est sa contre-partie naturelle est-elle juridiquement possible?

1. Arrêt Pichon, 20 janvier 1911, *R. O. D.*, VI, 152.

Nous n'examinons pas la question de savoir dans quelle mesure la provocation à des actes qui peuvent entraîner la peine de l'exclusion temporaire ou déterminer la grève scolaire peut tomber sous le coup de l'article 35 de la loi du 9 décembre 1905 qui prévoit et punit la provocation à la résistance aux actes légaux de l'autorité publique.

Mais, étant prouvé qu'en cas de violation de la neutralité par le manuel, le père de famille n'a pas d'action directe contre l'instituteur, dans quelle mesure le père de famille peut-il retirer ses enfants de l'école communale et comment peut-il y suppléer en droit et en fait ?

Il n'est pas exact de dire que le caractère obligatoire de l'enseignement rend la grève scolaire illicite *ipso facto* (1).

Ce qui est obligatoire, c'est l'enseignement, ce n'est pas l'école et le père de famille peut à tout instant retirer son enfant de l'école de la commune pour l'envoyer à l'école de la commune voisine. C'est, purement et simplement, l'application du principe que le père de famille a le libre choix de l'école (2).

1. En l'état actuel de la Législation. L'article 21 du projet de loi voté par la Chambre des Députés le 27 janvier 1914 punit de six jours à un mois d'emprisonnement le délit de provocation à la grève scolaire.

2. *R. O. D.*, VI, 1.

Libre aussi au père de famille de faire donner l'enseignement à domicile à ses enfants, par un précepteur de son choix, pourvu qu'il prenne grand soin de leur faire donner l'enseignement isolément, de façon à ne pas tomber sous le coup d'une jurisprudence particulièrement rigoureuse au sujet du délit d'ouverture d'école sans déclaration (1).

92. *Comment est-elle possible ?* — En droit donc, et pourvu qu'il fasse donner à son enfant l'enseignement qui est obligatoire, le père est libre de pratiquer la grève scolaire (2), mais en fait il l'est encore bien davantage puisque cet enseignement obligatoire, il lui suffit de prétendre qu'il le donne chez lui (3). L'affirmation du père qu'il fait donner à son fils l'enseignement domestique est une présomption irréfragable, qui dispense l'enfant de toute inscrip-

1. *R. O. D.*, VII, 416, Cass. Crim. Rejet, 13 juillet 1912.

2. Est-ce qu'un père de famille peut justifier les absences de son enfant en alléguant la violation de la neutralité à l'école ? Non. Cassation, 15 décembre 1883, de Martineng, S. 1884, I, 401 ; D., 1884, I, 213.

3. En ayant soin de faire la déclaration prévue par l'article 7 de la loi du 28 mars 1882. En cas d'infraction à la loi scolaire, le juge de police devant lequel est cité le père, ne peut admettre comme justification une déclaration tardive faite par ce dernier devant le Tribunal que l'enfant reçoit l'enseignement domestique, alors que cette déclaration aurait dû être faite au maire à l'époque fixée par l'article 7. Cassation, 15 décembre 1883, S. 1884 I, 401.

tion à une école quelconque et qui ne peut tomber que devant l'examen annuel établi par l'article 16 de la loi du 28 mars 1882.

Mais ces examens annuels sanctionnés en cas d'insuffisance de l'enseignement donné dans la famille par l'inscription d'office à une école, soit publique, soit privée, sont inexistants.

Les conditions, qui rendent la grève scolaire licite en droit peuvent donc se trouver, en fait, presque toujours réalisées ou plutôt — ce qui revient pratiquement au même — il est impossible de prouver qu'elles ne le sont pas.

C'est donc une arme précieuse entre les mains des pères de famille, qui peuvent l'employer s'ils estiment que la neutralité a été violée soit par le maître, soit par le manuel, soit par l'administration elle-même comme dans le cas des écoles publiques géminées.

§ 4. — L'illégalité de l'école gémée

93. *Distinction fondamentale entre école mixte et école gémée.* — Qu'est-ce donc que la gémation et dans quelles conditions est-elle légalement possible?

Tout d'abord, il y a lieu de faire une distinc-

tion fondamentale entre l'école mixte et l'école gémignée,

C'est faute d'avoir fait cette distinction que la Cour de Paris a condamné le cardinal Luçon, le 4 janvier 1911 (1), en lui attribuant au sujet des écoles mixtes, des jugements qui ne s'adressaient qu'aux écoles gémignées (2).

Nous appelons école mixte, l'école communale unique où la coéducation des sexes est établie, en vertu d'un texte de loi et sous certaines conditions légales de fonctionnement ; écoles gémignées les deux écoles communales où la coéducation des sexes s'est introduite, à la faveur d'une pratique administrative plus ou moins autorisée par les autorités scolaires, plus ou moins compétentes elles-mêmes pour donner cette autorisation, les grands garçons et les grandes filles étant répartis dans la première école, les petits garçons et les petites filles dans la seconde.

94. La légalité de l'école mixte. Les conditions. — L'école mixte est légale et son fonctionnement est parfaitement déterminé et régi par les articles 6 et 11 de la loi du 30 octobre 1886.

Art. 16. — L'enseignement est donné par des institutrices dans les écoles mixtes. Toutefois, le

1. *R. O. D.*, VI, 79.

2. *Parents et Maîtres*, n° 24, p. 524.

Conseil départemental peut, à titre provisoire et par une décision toujours révocable, permettre à un instituteur de diriger une école mixte, à condition qu'il lui soit adjoint une maîtresse de travaux de couture.

Art. 11. — Lorsque la commune compte 500 habitants et au-dessus, elle doit avoir au moins une école spéciale pour les filles, à moins d'être autorisée par le Conseil départemental à remplacer cette école spéciale par une école mixte (1).

Ainsi, c'est le principe de spécialité des écoles qui domine la législation ; l'école mixte n'est permise qu'exceptionnellement dans les communes de moins de 500 habitants et encore doit-elle être toujours dirigée par une institutrice.

De plus, il est obligatoire que dans l'école mixte les garçons et les filles soient séparés dans la classe et non placés sur les mêmes bancs, séparés en récréation et non réunis dans une cour commune (2).

Toute coéducation des sexes pratiquée dans une école mixte (3), en dehors des dispositions légales,

1. Le Conseil départemental peut même décider, sous réserve de l'approbation ministérielle, que la commune conservera son école mixte malgré la demande de dédoublement présentée par le Conseil municipal. Conseil d'Etat. Commune de Porri, 14 juin 1918, D. 1918. Chronique, p. 25.

2. Paris, 4 janvier 1911, *R. O. D.*, VI, 86.

3. Sur les écoles de hameau. Cf. *Mémoires du Musée Pédagogique*, fascicule n° 49, par Poitrineau.

ouvrirait le droit pour le père de famille d'actionner l'instituteur responsable.

95. L'illégalité de l'école gémisée. Le vœu du Conseil supérieur de décembre 1906. — L'école gémisée est illégale, soit qu'elle se pare à tort du nom d'école mixte divisée en deux classes, soit qu'elle soit divisée en deux écoles distinctes dont l'une dirigée par l'instituteur reçoit grands garçons et grandes filles et l'autre, petits garçons et petites filles, sous la direction de l'institutrice.

Aucun texte de loi ne prévoit son organisation et elle se trouve au contraire exclue *a contrario* par les articles 6 et 11 de la loi du 30 octobre 1886.

Le seul texte que l'on puisse invoquer en sa faveur est un vœu du Conseil supérieur de l'instruction publique de décembre 1906 qui n'a jamais été officiellement publié mais dont il y a tout lieu de regarder l'authenticité comme certaine et la teneur générale comme exacte (1) :

« Dans les communes où il existe une école de garçons et une école de filles à une classe, le groupe-

1. Le texte de ce vœu a été publié par Monseigneur Lejeune dans la *Semaine religieuse d'Arras* (13 mars 1908, p. 203) et c'est la référence qui est généralement donnée (*R. O. D.*, VI, 94), mais il a été d'abord publié par le *Bulletin de l'Amicale des Instituteurs et Institutrices du Pas-de-Calais*, 1907. C'est là que Monseigneur Lejeune l'a trouvé.

ment des élèves sans distinction de sexe dans l'une ou l'autre école d'après le degré de leur instruction peut faciliter l'enseignement et rendre plus rapides les progrès des élèves.

« Les conseils départementaux ont émis des vœux à l'effet d'obtenir l'adoption de cette nouvelle organisation.

« En l'absence d'une disposition légale autorisant la création d'écoles où la coéducation des garçons et des filles serait mise en pratique, il n'est pas possible d'en adopter le principe par voie réglementaire.

« Cependant il y a intérêt à expérimenter cette organisation lorsque les familles ne s'y refusent pas et lorsque les conseils municipaux en font la demande.

« La Section est d'avis de proposer à M. le Ministre de permettre, à titre exceptionnel l'expérience des classes mixtes dans les groupes scolaires ne comprenant qu'une classe de garçons et une classe de filles, après avis du Conseil municipal et approbation du Conseil départemental. »

Telle est en effet la méthode suivie pour l'introduction de la gémiation — pratique qui tend à se généraliser dans un certain nombre de départements (1) demande ou au moins consentement for-

1. Cf. en particulier sur le développement de la gémia-

mel du Conseil municipal, approbation du Conseil départemental, autorisation du Ministre.

Mais, ni la Section permanente du Conseil supérieur de l'Instruction publique, ni les conseils départementaux, ni les conseils municipaux ne possèdent le pouvoir législatif et, revêtue de toutes ces autorisations, la gémiation demeure, sous l'empire de la loi du 30 octobre 1886, une pratique absolument illégale.

Elle viole d'abord l'article 11 de cette loi, qui ne prévoit une école mixte que pour les communes de moins de 500 habitants et les écoles géménées ne fonctionnent que dans les communes de plus de 500 habitants. Il ne sert de rien de dire que l'article 11 *in fine* autorise le Conseil départemental à remplacer l'école spéciale de filles par une école mixte pour les communes de plus de 500 habitants car, ce qui peut être autorisé c'est le maintien d'une école mixte et non l'établissement de *deux*, comme sont, ainsi que leur nom l'indique, les écoles géménées. Et cela ne ressort pas seulement du texte même de la loi mais aussi de son esprit qui édicte cette exception, eu égard aux capacités financières de la commune, question qui ne se pose plus lorsqu'il y a deux écoles.

La gémiation, qui place les grands garçons et
tion dans le Doubs et la Haute-Saône. *Ecole et Famille*, 1914,
p. 6.

les grandes filles sous la direction de l'instituteur, ne viole pas moins l'article 6 de la loi du 30 octobre 1886, qui dispose que les écoles mixtes doivent être dirigées par des institutrices.

Le Conseil départemental ne peut autoriser un instituteur à diriger une école mixte qu'à titre provisoire et par une décision toujours révocable, et seulement à la condition qu'il lui soit adjoint une maîtresse de travaux de couture.

Encore cette situation de l'instituteur est-elle si anormale, dans l'esprit du législateur, que le Ministre prend soin de préciser qu'elle doit être tout à fait exceptionnelle (Circulaire du 24 juillet 1906) (1).

« Plusieurs circulaires, notamment celle du 26 juillet 1897, vous ont fait remarquer le caractère tout à fait transitoire que doivent avoir les nominations d'instituteurs, à la tête d'une école mixte, ainsi que la situation anormale dans laquelle se trouvent les maîtres intéressés.

« De plus, par la diminution du crédit inscrit dans la loi de finances pour être affecté aux maîtresses de couture, le Parlement n'a cessé de renouveler son intention d'arriver, sinon à la disparition complète, du moins à une diminution très sensible du nombre des écoles mixtes encore dirigées par des instituteurs.

1. *Bulletin adm. du Ministère de l'Instruction publique*, 1906, n° 1735, p. 316 ; *R. O. D.*, V, n° 109, p. 449.

« D'ailleurs, et avant tout, des raisons pédagogiques et de convenances, sur lesquelles il est inutile d'insister, doivent vous inciter à choisir des institutrices de préférence aux instituteurs pour la direction des écoles mixtes.

« Il importe donc, pour assurer l'exécution de la loi, d'aviser à ce que les nominations d'instituteurs dans ces écoles ne soient que des mesures exceptionnelles et qu'elles ne tendent pas à faire du provisoire un régime permanent. Je ne doute pas que vous réagissiez énergiquement contre les habitudes prises et la pratique usitée ».

Il n'est donc pas étonnant que les pères de famille responsables de la mauvaise éducation donnée à leurs enfants (1) aient, dans les cas où ils ont pu estimer que la gémiation était immorale, demandé aux autorités scolaires de la faire cesser parce qu'il-légale.

96. *Suivant quelles voies la protestation des parents met fin à la gémiation.* — Délibération du Conseil municipal, pétitions des chefs de famille à l'inspecteur d'Académie, puis au Ministre, démarches auprès des élus du département, protestations dans la presse locale, voilà quelques-uns des

1. Dijon, 19 février 1875, S., 1875, II, 81 ; Douai, 7 novembre 1893, 14 février 1894, S. 1894, II, 61.

moyens « gracieux » mis en œuvre et quelques-unes de ces protestations ont obtenu de bons résultats (1).

Mais, si la méthode gracieuse ne suffit pas, la voie contentieuse reste ouverte aux chefs de famille et à leurs associations. Ils peuvent déférer au Conseil d'Etat par la voie du recours pour excès de pouvoir la décision du ministre approuvant la gémiation dans une école déterminée. Cette voie de recours semble plus sûre que celle qui tendrait à imputer à l'instituteur, comme faute personnelle se détachant de sa fonction, le fait d'avoir introduit la gémiation dans le groupe scolaire car le préfet ne manquerait pas d'élever le conflit. Cette dernière voie ne serait donc à recommander que s'il était nettement prouvé que l'instituteur a introduit la gémiation, sans prendre l'avis d'aucune autorité scolaire, car il ne manquerait pas de se retrancher derrière l'autorisation, même purement verbale, de l'inspecteur d'Académie.

Mais est-ce que cette dernière possibilité ne soulève pas à son tour une nouvelle difficulté ? Comment se pourvoir devant le Conseil d'État contre une autorisation purement verbale ! Aussi n'est-ce pas l'acte d'autorisation de l'inspecteur d'Académie qu'il y aurait lieu de poursuivre mais l'acte du

1. *Semaine religieuse d'Arras*, 12 février 1909. Exemple de gémiation rapportée sur l'ordre même du Ministre le 8 décembre 1908 à Wirwignes (Pas-de-Calais).

Ministre qu'il soit une décision formelle ou qu'il résulte seulement du silence gardé pendant plus de quatre mois.

Le Ministre d'ailleurs a si bien senti que sa décision de refus serait annulée par le Conseil d'État qu'il a déféré lui-même dans bon nombre de cas aux susceptibilités légitimes des parents (1).

97. *La réponse du Ministre du 13 janvier 1914.* — Bien plus, le 13 janvier 1914 (2), dans une réponse à une question écrite le Ministre a posé le principe que la gémiation devait cesser dès qu'une opposition se produisait :

« L'inspection académique du Jura a été invitée à rétablir d'urgence dans la commune de Moussières les deux écoles spéciales de garçons et de filles qui doivent y fonctionner normalement.

« Le système de la gémiation n'est en effet auto-

1. Requête du sieur Gentilt de Nitry (Yonne) tendant à faire cesser la gémiation, n° 51508. — Il n'y a lieu à statuer attendu que par sa dépêche du 3 octobre 1913 le Ministre a fait connaître que le système de la coéducation des sexes n'avait été introduit qu'à titre d'expérience provisoire et qu'en présence des réclamations formulées par le sieur Gentilt, il y a été renoncé pour la rentrée scolaire de l'année 1913. (Conseil d'État, 27 février 1914 ; Lebon, 1914, p. 275.

2. *Journal Officiel* du 13 janvier 1914, p. 379. Réponse du Ministre de l'Instruction publique à la question n° 4475 posée par M. Hugot-Derville député, le 19 décembre 1913.

risé que sous réserve expresse qu'aucune opposition ne se produira. »

En parlant d'aucune opposition, en termes généraux, le Ministre évidemment ne faisait pas seulement allusion à l'opposition du Conseil municipal ou du Conseil départemental mais il reconnaissait, en quelque sorte, le droit des parents, dont M. Hugot-Derville n'était que le représentant, à faire cesser *de plano* la gémination par leurs protestations. Cette réponse donnait donc toute satisfaction aux associations de chefs de famille (1).

Elle le leur donnait même si bien que, quelques mois après, le Ministre de l'Instruction publique rapportait sinon sa décision du moins sa doctrine.

98. La circulaire d'avril 1914. — Par une circulaire d'avril 1914, le Ministre « précisait » ses instructions antérieures :

« Celles-ci portaient que l'instituteur et l'institutrice seraient mariés ensemble, que les écoles spéciales seraient à classe unique et les salles de classe contiguës et que les municipalités intéressées et le Conseil départemental auraient préalablement émis des avis favorables. Il en sera de même à l'avenir, mais désormais, les protestations des pères de famille au lieu de m'être transmises et de mettre

1. *Ecole et Famille*, n° 1, janvier 1914, p. 2.

fin *de plano* à l'essai de gémination, seront soumises au Conseil départemental, qui formulera son avis sur le maintien ou la cessation de l'expérience en cours. Il demeure bien entendu que, comme précédemment, aucun essai de gémination ne sera tenté qu'avec mon autorisation. »

Il est clair que cette circulaire ne change rien au droit que les pères de famille tiennent de la loi. Au lieu d'accueillir *de plano* leurs protestations, elle établit une procédure de renvoi devant le Conseil départemental qui peut avoir pour effet de faire traîner en longueur leurs réclamations, mais, de même qu'elle consacre le recours hiérarchique au Ministre, elle ne saurait supprimer le recours ultime au Conseil d'État des chefs de famille ou de leurs associations, si on admet que ces dernières sont licites et peuvent ester en justice.

§ 5. — **Les associations de pères de famille
et leur légalité.**

99. *Nécessité pratique du groupement des pères de famille.* — La nécessité pratique du groupement des pères de famille n'est plus à démontrer. C'est leur union seule qui permet de connaître et de réprimer efficacement les violations de la neutralité.

Que devient le droit du père de famille s'il se trouve devant un instituteur insolvable comme, Morizot ? La nécessité d'une association s'impose, pour faire l'avance des frais, ou plutôt, bien souvent, par sa seule présence elle sera un élément préventif de modération. La possibilité même de son intervention en rendra plus rares les occasions.

Mais quelle forme choisir ? C'est la question : association ou syndicat ?

100. *La forme syndicale est-elle possible ?* — La forme syndicale, conforme à la loi du 21 mars 1884, semble d'abord plus avantageuse.

La capacité civile des syndicats est plus étendue que celle des associations, ils peuvent plus largement posséder des immeubles et la recevabilité de leurs actions est mieux définie dans un grand nombre de cas. N'offrent-ils pas un cadre approprié aux groupements que peuvent former les pères de famille entre eux et entre eux seulement ?

C'est ce que pensait M. Gallois quand il fondait, en 1905, la première association de parents d'élèves, à l'imitation du Syndicat des médecins de la Seine. Il croyait, lui aussi, se placer sur le terrain de la loi du 21 mars 1884.

Cette opinion ne nous semble pas juridiquement soutenable. Elle ne pourrait se défendre que si l'on arrivait à établir que la qualité de père de famille

est bien une profession. Or, on a beau étendre aussi largement que possible la notion de profession, jusqu'à lui faire englober toutes espèces de métiers, plus hétéroclites les uns que les autres, on ne saurait jamais y comprendre que des choses du même genre et la nature du lien qui unit le père à l'enfant s'opposant à ce qu'il soit mis dans le commerce, on ne saurait sans contradiction le qualifier de professionnel au sens de la loi de 1884.

101. *Comment s'est posé le problème pour les associations.* — Le seul régime possible pour de tels groupements est celui de la loi du 1^{er} juillet 1901. Il faut constituer des associations.

Mais, pour ces associations elles-mêmes, on conçoit deux types possibles et qui, nous l'avons vu, coexistent en fait, des groupements qui comprennent exclusivement des pères de famille et ce sont, dans l'enseignement secondaire, les associations de parents d'élèves du type Gallois, dans l'enseignement primaire, les associations préconisées par M. Gurnaud ou bien des associations qui comprennent également à côté de pères de famille de simples citoyens. Associations du type rémois dans l'enseignement secondaire, et dans l'enseignement primaire, l'Union générale des associations catholiques de chefs de famille ou Associations Guiraud.

Ces associations sont-elles également licites ?
Leurs actions sont-elles également recevables ?

C'est la question qui se pose pour l'un et l'autre des deux types considérés, le type Gallois, le type Guiraud.

Rendons d'abord hommage au zèle d'un procureur du Sud-Ouest, qui, en prétendant faire prononcer la dissolution des associations des familles de Bayonne, de Mauléon, d'Orthez et de Pau, a permis à la jurisprudence de poser le problème dans toute son ampleur et à la Cour de Cassation de le trancher définitivement, le 23 juillet 1918, en déboutant purement et simplement le susdit procureur de ses susdites prétentions (1).

1. En faveur de la dissolution et de l'illégalité des associations : Jugement, Tribunal civil Saint-Palais, 7 mai 1910 (*R. O. D.*, V, 255), *D.* 1911, II, 33 ; Bayonne, 10 mai 1910 (*R. O. D.*, V, 249), *D.* 1911, II, 33 ; Orthez, 15 mars 1911 ; Note de M. Chavegrin, *S.* 1912, II, 265-267 ; Contre leur dissolution et pour leur légalité : Jugement, Tribunal civil Pau, 9 décembre 1910 (*R. O. D.*, VI, 45), *D.* 1911, II, 33 ; Arrêt Cour d'appel Pau, 13 mai 1912 (*R. O. D.*, VII, 272), *D.* 1912, II, 243 ; Cassation, 23 juillet 1918, *D.* 1918, I, 52 ; Note de M. Lalou, *D.* 1911, II, 33 ; Charmont, *Revue critique de Législation*, 1913, p. 449.

LICÉITÉ DES ASSOCIATIONS

A. RÉPONSE AU GRIEF TIRÉ DE LEUR OBJET.

102. — a) *Principe général de liberté de la loi de 1901.* — Il peut paraître surprenant que la dissolution de telles associations ait été demandée, étant donné le principe général de liberté qui domine la loi de 1901. Ce qui prouve que le législateur a entendu faire œuvre largement et pleinement libérale, c'est qu'il a supprimé dans l'article 3 les mots « contraire à l'ordre public », sur cette observation que l'expression était trop vague, susceptible de prêter à des interprétations abusives et de faire courir à la liberté un véritable danger, et sur cette remarque que, lorsqu'une association se fonde pour le triomphe d'une idée, il y avait toute probabilité pour que cette idée dérangeât l'ordre de choses établi (1).

Aussi la jurisprudence a-t-elle toujours interprété la loi en ce sens que les expressions illicites, contraires aux lois, et aux bonnes mœurs signifient « tout ce qui est défendu ou puni par une disposition de loi positive écrite » (2).

1. Renault Morlière. Chambre des Députés, 15 janvier 1901.

2. Trouillot et Chapsal, p. 51.

Ainsi, elle a toujours admis la licéité des associations à buts religieux, pourvu qu'elles ne constituent pas des congrégations (1).

De même, des associations, en faveur des idées collectivistes ou de l'abolition des lois qui protègent la liberté du travail, seraient licites (2).

A fortiori, doit-on reconnaître ce caractère à celles qui n'ont pour objet que de faire respecter les lois existantes, tel que le principe de neutralité implicitement compris dans la loi du 28 mars 1882 (3).

103. b. Nécessité de ne pas confondre but et moyens.
— Aussi le Procureur de la République lui-même a-t-il dû admettre que le but de l'association tel qu'il est précisé dans l'article 1^{er} des Statuts, savoir : d'assurer dans les écoles primaires publiques le respect de la foi catholique et de la morale chrétienne, n'est pas en soi illicite (4). Mais il prétend qu'il le devient, par les moyens mis en œuvre pour l'atteindre et qui en précisent l'objet (5) dans l'article 10 ainsi conçu :

« La Commission cantonale de vigilance se préoc-

1. Conclusions Romieu. Conseil d'Etat, 21 décembre 1906, D. 1907, III, 44.

2. Hauriou. *Principes de Droit public*, p. 505,

3. Note Lalou, D. 1911, II, 33.

4. Tribunal civil Pau, 9 décembre 1910, *R. O. D.*, VI, 45.

5. Tribunal civil Bayonne, 15 mai 1910, *R. O. D.*, V, 255.

cupera du choix des auteurs, des devoirs écrits et des leçons orales dans l'école. En cas d'atteinte à la foi, elle interviendra au nom du Conseil d'administration auprès, des instituteurs, sous forme d'observations et de réclamations.. Le Conseil d'administration se réservera les protestations et les poursuites judiciaires ».

Or ces deux moyens, surveillance de l'enseignement dans l'école, actions en justice réservées au Conseil d'administration, étant illicites, l'objet même de l'association le serait aussi car ces moyens ne se détachent pas des fins de l'association qu'ils définissent seulement avec plus de précision.

Cette opinion ne nous semble pas soutenable.

Elle est en contradiction formelle avec l'ensemble des discussions qui ont précédé le vote de la loi, d'où il ressort que les expressions « cause » et « objets » sont synonymes et visent toutes les deux le but immédiat final essentiel que se proposent les parties (1).

Il faudra donc pour qu'une association soit déclarée illicite et nulle que son but immédiat final et essentiel soit illicite et il ne suffirait pas que les moyens que l'association se propose d'employer pour atteindre ce but fussent illicites.

104. c. *Licéité de la surveillance exercée* AUTOUR de

1. Trouillot et Chapsal, p. 51.

l'école. — Mais peut-on même dire que la surveillance organisée par l'association autour de l'école publique soit illicite, en ce sens qu'elle se préoccupera du choix des auteurs, des devoirs écrits et des leçons orales dans l'école?

Une telle surveillance semble bien être en opposition avec les articles 144 et 145 du décret du 18 janvier 1887 encore précisés et confirmés par le décret du 12 janvier 1912. Les articles 144 et 145 disposent, en effet, que l'inspection et la surveillance des écoles et l'entrée de ces écoles sont interdites à tous autres qu'aux fonctionnaires chargés de ces soins. Le décret du 12 janvier 1912 prend même la précaution de rappeler que l'inspection du maire ou du délégué cantonal dans l'école ne doit porter, en aucune manière, sur l'enseignement même du maître. *A fortiori*, l'ins-trusion d'un particulier quelconque dans l'école doit être considérée non seulement comme absolument intolérable, mais encore comme franchement illicite (1).

La prétention de s'immiscer dans le choix des manuels n'est pas moins illicite puisque le décret du 18 janvier 1887 réserve ce choix aux autorités scolaires et à l'instituteur.

Enfin, la surveillance de l'enseignement oral de

1. Circulaire Ministérielle du 1^{er} avril 1911. *Bulletin de la S. G. E. E.*, 1911, p. 544.

l'instituteur ne serait pas moins illicite étant donné la volonté bien nette du décret du 18 janvier 1887 de soustraire l'instituteur fonctionnaire public à tout contrôle autre que celui de ses supérieurs hiérarchiques (1).

A ces observations il est facile de répondre :

1° Le décret organique du 18 janvier 1887 est illégal, n'ayant pas été rendu dans la forme des règlements d'administration publique, formalité substantielle (2).

En effet, aux termes de l'article 68 de la loi du 30 octobre 1886, le décret aurait dû être rendu, le Conseil d'État entendu, et il a été seulement rendu le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu. Les particuliers seraient donc habiles à invoquer ce vice de forme même devant les tribunaux judiciaires (3) et c'est ce qu'a reconnu la Cour d'appel de Rouen le 21 juin 1901 (4).

2° Admettrait-on même que le décret s'appliquât

1. Tribunal Saint-Palais, 7 mai 1910, *R. O. D.*, V, 254.

2. *Contra*. Duguít. *Manuel*, p. 1052.

3. Laferrière. *Traité de la Juridiction administrative*, t. II, p. 11 ; Cass. Crim., 14 juin 1884, *Jur. Générale*, v^o Règlement adm., n^o 37.

4. Sous Cass. Crim., 17 janvier 1902, *D.*, 1902, I, 169. « Attendu que vainement on argue du décret du 18 janvier 1887, que ce décret rendu sans que le Conseil d'État ait été entendu ne saurait avoir pour effet de modifier et étendre les dispositions de la loi du 30 octobre 1886 ». La Chambre criminelle n'a pas examiné la question de la légalité du décret.

en l'espèce, que l'infraction à ses dispositions serait dépourvue de toute sanction pénale (1).

3° En réalité les statuts incriminés ne prévoient pas l'ingérence *dans l'école* (2).

C'est une règle générale d'interprétation en effet que les stipulations doivent être examinées *potius ut valeant quam ut pereant* et c'est ce qu'exprime l'article 1157, C. C. : « Lorsqu'une clause est susceptible de deux sens on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelque effet que dans le sens avec lequel elle n'en pourrait produire aucun ».

Or, l'intervention de la Commission cantonale dans le choix des livres sous forme de conseils donnés à l'instituteur, d'observations à lui présentées, de réclamations produites devant les autorités scolaires, n'a en soi rien d'illicite. Le décret du 1^{er} juillet 1913 prévoyait au contraire un affichage préalable de la liste départementale et un délai d'un mois destiné à permettre aux parents de faire opposition. L'abrogation du décret du 1^{er} juillet 1913 par celui du 24 février 1914, si elle a rendu pratiquement plus difficile l'opposition, n'a jamais entendu la con-

1. Cass. Crim., 26 janvier 1907, D., 1907, I, 336.

2. « Attendu que les arrêts attaqués déclarent par une interprétation souveraine que la surveillance que cet article 10 institue peut et doit s'exercer sans pénétrer dans les locaux scolaires. Cassation, 23 juillet 1918, D. 1918, I, 52.

sidérer comme illicite. Comment ce qui est permis aux parents pourrait-il être interdit à leurs associations ?

Si l'on admet en effet que l'instituteur est bien le délégué du père de famille, non pas dans le service public de l'enseignement, mais en dehors et à côté, il est clair que les rapports qui naissent de ce chef ne constituent pas de la part du père une ingérence dans l'école puisque ce qui constitue l'école c'est le caractère collectif, alors que ces rapports sont purement individuels.

De plus, il n'est pas douteux que, dans le service même de l'enseignement, les parents, en tant que consommateurs, auraient le droit de présenter à l'instituteur de courtoises observations sur les devoirs qu'il donne ou les leçons qu'il fait, non pas sous forme d'ordres ou d'injonctions, mais sous celle de vœux ou de desiderata. Personne non plus ne songe à leur refuser le droit de se plaindre aux autorités hiérarchiques. Peut-on qualifier cela d'ingérence dans l'école ? Les abus possibles ne rendent pas pour autant illicites l'usage d'un droit.

Il faut dire très nettement que les griefs tirés du prétendu objet final des associations qui serait la surveillance illégale de l'école ne sont en aucune manière susceptibles de faire prononcer leur dissolution.

105. B. Réponse au grief tiré de la complexité de leurs statuts. — Il faut en dire autant du grief qui serait tiré, toujours à propos de leur objet, de la complexité de leurs statuts.

M. Manhès exprimait la crainte, au Congrès de Lyon, que des associations ne puissent prêter le flanc à la dissolution, si elles prévoyaient tout à la fois la surveillance de l'école laïque, la création et le soutien d'une école libre et qu'elles ne fussent en quelque sorte illicites *per satnram*. Cette crainte ne nous paraît pas fondée. Le principe de spécialité n'existe que pour les établissements publics et nullement pour les associations. Il est possible que des statuts trop étendus ou trop vagues amènent la dispersion des efforts des associations ou même portent atteinte à la recevabilité de leurs actions, mais ils ne sauraient entraîner en aucun sens leur illécité.

106. C. Réponse au grief tiré de l'irrecevabilité de leurs actions. — Les associations seraient encore illicites en ce que le Conseil d'administration se réserve les poursuites judiciaires (art. 10).

Est-ce qu'une telle disposition n'est pas directement contraire à la loi, puisqu'elle prévoit la mise en commun des droits de puissance paternelle ?

Ce serait vrai s'il était prouvé que les pères de famille entendent par cette disposition renoncer,

au profit de l'association, à l'exercice de leurs droits de puissance paternelle, ce qui est prohibé par l'article 1388 C. C., ou même simplement s'engager à n'entreprendre aucune poursuite judiciaire sans avoir pris préalablement l'avis de l'association. Une telle stipulation devrait être réputée d'ailleurs non écrite et ne saurait entraîner la nullité de l'association.

Mais, tel n'est pas du tout le sens de l'article 10 des statuts incriminés. Il ne vise nullement les actions individuelles des pères de famille, mais seulement l'action collective, qui appartient à l'association en tant qu'association. Après avoir dit que les observations et réclamations peuvent être présentées par les commissions cantonales de vigilance, l'article réserve, comme il est juste, au comité directeur de l'association, les poursuites judiciaires proprement dites, parce qu'elles engagent directement la responsabilité pécuniaire et morale de l'association et que l'action collective ne peut être exercée que par ceux qui ont qualité pour parler au nom de la collectivité. Cette action sera-t-elle toujours recevable? C'est une question qui sera examinée plus loin. Mais l'irrecevabilité éventuelle d'un moyen d'action n'entraîne nullement l'illicéité radicale du but final et actuel (1)

1. M. Gurnaud ne semble pas distinguer assez nettement ces deux questions dans *Parents et Maîtres*, n° 23,

et on ne saurait soutenir sans paradoxe qu'une action collective qui vient doubler et élargir les moyens de défense individuels les supprime et porte par là atteinte à la puissance paternelle !

On ne saurait davantage tirer argument des dispositions de l'article 2 des statuts précités qui ouvre les rangs de l'association à « toute personne majeure » et dire que l'association, comprenant des pères de famille et des personnes qui ne le sont pas, toutes ses actions collectives sont entachées d'un vice radical d'irrecevabilité et par suite l'objet de l'association est illicite. Encore une fois, ce serait confondre l'objet de l'association et ses moyens d'action : la composition plus large des associations Guiraud, par opposition à la composition en quelque sorte syndicalistes des associations Gallois ou Gurnaud, pose un problème plus délicat encore en ce qui concerne la recevabilité de leurs actions, mais les unes et les autres de ces associations sont parfaitement licites et on ne saurait violer plus directement l'esprit et le texte même de la loi du 1^{er} juillet 1901 qu'en soutenant que la simple possibilité d'exercer des actions irrecevables trouble déjà l'ordre public. Pourquoi n'a-t-on pas prononcé de ce chef la dissolution des amicales d'instituteurs dont les actions ont été déclarées irrecevables ? Parce que le simple bon sens prouve qu'il ne faut pas confondre irrecevabilité et illicéité,

107. Recevabilité des actions. — Les associations sont-elles recevables à exercer des actions pour leurs prétendus intérêts communs ?

Il semble d'abord que la négative s'impose, car, si l'on voit bien l'intérêt individuel que chaque père de famille peut avoir à faire respecter la neutralité par exemple, comme l'association n'a la charge d'aucun enfant déterminé et ne saurait l'avoir, on ne voit pas bien quel intérêt elle peut avoir réellement distinct de celui du père de famille.

A quoi on peut répondre que l'action collective n'est pas en réalité la somme des actions individuelles et la preuve, c'est que l'association a incontestablement le droit d'agir en justice pour la défense du patrimoine social. Ne peut-elle agir aussi pour soutenir les intérêts généraux des membres de l'association, conformes au but poursuivi en commun ?

Sur ce point, la jurisprudence est hésitante. Un arrêt de la Cour de Caen du 29 mai 1908 a refusé à la Ligue de défense sacerdotale de l'arrondissement de Bayeux (1) le droit de poursuivre, en cette qualité, un journal, qui avait diffamé, sans autre désignation, le curé d'une des paroisses de l'arrondissement. Si le jugement de Reims du 25 février 1910 a admis la recevabilité de l'action de la Fédé-

1. *R. O. D.*, IV, 532.

ration des associations d'instituteurs (1), suivi en cela par la Cour de Paris le 4 janvier 1911, puis, après renvoi, par la Cour d'Orléans le 10 décembre 1913, la Cour de Cassation ne s'est pas rangée à ce dernier système. Nous hésiterions donc à l'admettre, si le Conseil d'État n'avait formellement reconnu la recevabilité d'une pareille action le 17 janvier 1913 et le 14 janvier 1916 (2), toujours à propos d'une action intentée par une association en vue de faire interdire un manuel, l'Association de Gamarde-les-Bains.

La même réponse peut-elle être donnée en ce qui concerne les associations qui comprennent, non seulement des pères de famille mais encore de simples citoyens ?

Comment parler dans ce cas d'action collective puisqu'une action intentée ne saurait intéresser au même titre les uns et les autres ? Or, en matière de syndicats la jurisprudence paraît bien fixée que l'action intentée pour la défense d'une catégorie seulement des membres du syndicat ne présente pas à un degré suffisant le caractère collectif.

Il nous semble qu'il est difficile de ne pas étendre cette jurisprudence aux associations.

1. Sur l'irrecevabilité des actions des associations d'instituteurs, Cf. Charmont, *Revue critique de Législation*, 1913, p. 453.

2. D. 1916. Chronique, p. 4.

Aussi, après avoir répondu très fermement que les Associations Guiraud étaient aussi licites que les Associations Gallois ou Gurnaud, nous hésitons à admettre que leurs actions soient aussi bien recevables que les autres en l'état de la législation actuelle. Une collaboration plus étroite entre elles et l'école, qui rendrait cette recevabilité non douteuse, appartient déjà au domaine des projets de réforme.

CHAPITRE VI

LES PROJETS DE RÉFORME

§ 1. — De la puissance paternelle

Les projets de réforme, relatifs aux droits du père de famille dans l'enseignement, ont été particulièrement nombreux, dans les années qui ont précédé immédiatement la guerre. Les années 1914 à 1919, au contraire, n'ont vu éclore, sur ce sujet, que peu de propositions.

Les réformes législatives votées n'ont apporté que des modifications légères à l'exercice de la puissance paternelle et à la législation de l'enseignement privé ou public.

Aucune des lois du 3 juillet 1915 (sur l'exercice de la puissance paternelle par la mère); du 5 août 1916 (sur la déchéance de la puissance paternelle); du 27 juillet 1917 (sur les pupilles de la Nation) ne porte une atteinte grave aux principes généraux qui

régissent traditionnellement, en France, les droits de la puissance paternelle.

108. *Analyse des lois nouvelles. Loi du 3 juillet 1915.* — La loi du 3 juillet 1915, qui n'est applicable que pendant la durée de la guerre, se contente de transférer provisoirement à la mère l'exercice de la puissance paternelle sur les enfants issus du mariage, lorsque le père est dans l'impossibilité dûment constatée de manifester sa volonté.

Ce n'est au fond qu'un développement de l'article 141, Code civil, qui attribuait déjà à la mère l'exercice de la puissance paternelle pendant le mariage, quand le mari était légalement absent. C'est donc une sorte de présomption d'absence relative, qui se trouve établie par la loi, du fait de la guerre, et le législateur de 1915 ne fait encore ici que développer l'esprit du décret-loi du 14 décembre 1870, qui disposait dans des circonstances analogues : la mère exercera provisoirement la puissance paternelle, à défaut du père empêché par suite de la guerre, dans les cas d'urgence reconnus par la justice (1).

109. *La loi du 5 août 1916.* — La loi du 5 août 1916, sur la puissance paternelle, émanée d'une proposition de loi de M. Maurice Viollette complète

1. D. 1916, IV, 205.

l'article 20 de la loi du 24 juillet 1889. Elle permet au tribunal de maintenir la garde de l'enfant à un tiers, nonobstant la demande du parent qui réclame l'enfant, non pas seulement s'il s'agit d'un enfant abandonné — c'est le cas que prévoyait déjà l'article 19 ancien — mais encore — et c'est l'article 20 nouveau — si l'enfant a été confié à ce tiers par le père lui-même pourvu qu'il soit prouvé que le parent qui réclame l'enfant s'en est depuis longtemps complètement désintéressé.

Il y a là une véritable atteinte aux prérogatives de la puissance paternelle, puisque cette loi revient à permettre au père de se désaisir au profit d'un tiers de l'exercice du droit de garde et l'empêche ensuite de le revendiquer sous un prétexte d'indignité défini en termes très larges : « s'être depuis longtemps complètement désintéressé de l'enfant ».

110. *Loi du 27 juillet 1917.* — La loi du 27 juillet 1917, sur les pupilles de la Nation, dans l'esprit qui l'a dictée, s'est montrée plus justement soucieuse de ne pas porter la moindre atteinte aux prérogatives de la puissance paternelle, encore que toutes ses dispositions n'échappent pas à la critique sur ce point. Elle n'a pas entendu substituer l'État à la famille et une sorte de tuteur social au tuteur du Code civil, mais simplement faciliter l'action de la mère tutrice légale ou du tuteur par des bourses,

des secours et des avantages variés. La qualité de pupille de la Nation ne soustrait nullement l'enfant à la moindre des prérogatives de la puissance paternelle; en particulier, le droit de la mère de famille de faire donner à son fils l'éducation qui lui convient est formellement reconnu par la loi, ce droit d'éducation de la mère se trouve seulement stimulé par des avantages de gratuité et par les conseils d'organes divers départementaux ou nationaux.

§ 2. — Dans l'enseignement privé

En ce qui concerne l'enseignement privé, pas de loi de guerre, mais seulement des projets d'avant-guerre. Les deux projets fondamentaux sont le projet de loi Doumergue du 11 février 1910 sur l'enseignement primaire privé et le projet de loi Briand du 11 janvier 1907 sur l'enseignement secondaire privé. Tous deux ont fait l'objet d'un rapport de M. Massé, rapport du 28 février 1910 sur l'enseignement primaire (1), rapport du 4 juillet 1907 sur l'enseignement secondaire (2).

Ce sont ces deux rapports qu'il convient d'exa-

1. Chambre des Députés. Annexe 3154.

2. Chambre des Députés. Annexe n° 1161. Repris le 16 juin 1910. Annexe n° 119.

miner brièvement, en se plaçant exclusivement au point de vue du droit des pères de famille.

111. *Le rapport Massé sur l'enseignement primaire privé.* — En ce qui concerne l'enseignement primaire, le projet maintient le principe de la liberté d'enseignement, mais sous une double réserve, à savoir que l'enseignement sera toujours donné en français et qu'il devra comprendre toutes les matières déclarées obligatoires par la loi sur l'instruction obligatoire (1).

Cette double réserve indique suffisamment l'esprit du projet, qui tend à imposer aux pères de famille sous prétexte de leur donner plus de garanties une école privée établie sur le modèle de l'école publique, dont ils ne veulent pas, restriction certaine à leur choix si l'école privée n'est plus que le décalque de l'école publique.

C'est bien à quoi tend le projet en renforçant, sinon le pouvoir, du moins les moyens de contrôle du ministre dans le choix des livres mis en usage dans les écoles privées (art. 1^{er}), en imposant aux directeurs et aux maîtres des écoles privées les mêmes conditions de capacité qu'aux instituteurs publics (art. 2), en renforçant les conditions exigées pour l'ouverture d'une école (art. 3), en étendant le

1. Et non sur l'obligation scolaire comme dit inexactement l'exposé des motifs.

champ d'application des sanctions (art. 7), en obligeant les écoles privées à contracter une assurance pour garantir aux pères de famille les indemnités dont les instituteurs privés pourraient être responsables en vertu de l'article 1384, Code civil (art. 8).

Toutes ces dispositions ne sont pas autre chose que des *armes* données au gouvernement pour assurer l'inspection et le contrôle des écoles libres, c'est-à-dire pour restreindre le pouvoir de choix des pères de famille.

112. *Le rapport Massé sur l'enseignement secondaire privé.* — L'esprit du projet et du rapport en ce qui concerne l'enseignement secondaire privé est le même.

Il ressort avec évidence de l'article 1^{er} qui, par une disposition peu habituelle, les dispositions d'abrogation étant généralement insérées dans l'article final de la loi, commence par abroger ce qui peut encore demeurer de la loi Falloux, le Chapitre I^{er} du Titre III.

L'article 2 ne fait que confirmer la législation existante en décidant que les écoles privées peuvent être fondées et entretenues par des particuliers, des sociétés civiles et des associations déclarées de la loi de 1901, mais l'idée de restreindre le pouvoir de choix du père de famille transparait à chaque article :

A l'article 10 qui prétend exclure de la direction d'un établissement secondaire privé, non seulement les congréganistes, mais encore les anciens congréganistes qui n'ont pas cessé depuis dix ans de faire partie d'une congrégation, et tous les ministres des cultes,

Aux articles 11 et 19, qui exigent pour le directeur et ses collaborateurs le diplôme de licencié ès lettres ou ès sciences, c'est-à-dire qui demandent plus de garanties pour l'enseignement privé que pour l'enseignement public,

Aux articles 24 à 37 (Titre IV, 13 articles de sanctions) qui prévoient toute une échelle de sanctions qui ne se limite pas à l'amende, mais va jusqu'à la prison.

Le 29 mars 1913 (1), M. Buisson a repris, dans leurs grandes lignes, les dispositions des deux rapports Massé, en les fusionnant en deux propositions, la première relative aux titres de capacité de l'enseignement primaire, la seconde relative à l'enseignement privé secondaire et primaire (2).

Ni l'une, ni l'autre de ces propositions n'a eu l'honneur d'une discussion publique.

Il en a été de même d'une proposition de loi de M. Th. Reinach du 9 février 1911 (3), tendant à

1. *R. O. D.*, VIII, 294.

2. *R. O. D.*, VIII, 290.

3. N° 757. *Journal Officiel*, Documents Parlementaires, 1911, p. 167.

rétablir l'inspection des établissements privés d'enseignement secondaire, supprimée, par inadvertance, par l'article 61 de la loi du 30 octobre 1886, qui a abrogé les titres I et II de la loi du 15 mars 1850.

Ainsi, de tous les projets de réforme de l'enseignement privé, qui tendaient directement ou non à restreindre les droits des pères de famille, en limitant leur pouvoir de choix, aucun n'a abouti.

**§ 3. — Dans l'enseignement public.
Contre le contrôle des pères de famille**

Il en est de même des innombrables projets ou propositions de loi qui se sont attachés, soit à heurter de front le droit de contrôle du père de famille, soit, élargissant le problème, à le restreindre ou à le faire évanouir en transformant les bases mêmes de notre législation scolaire.

Le travail législatif de sept années a abouti à faire voter par la Chambre des Députés, un texte, qui n'a pas dépassé, au Sénat, le passage à la discussion des articles, le 2 avril 1914.

113. *Les projets de défense directe de l'école laïque.*
— Dans les projets de défense de l'école laïque, la première pensée du Gouvernement a été de courir

au plus pressé et d'établir des pénalités nouvelles, contre les personnes qui empêchent les enfants de recevoir un enseignement ou de faire usage d'un livre obligatoire.

C'est l'objet du projet Doumergue du 26 juin 1908 qui crée la contravention de résistance contre le père, le tuteur ou la personne responsable d'un enfant inscrit à une école publique, qui aura empêché cet enfant de recevoir les enseignements obligatoires, prévus par la loi du 28 mars 1882 et par les décrets et arrêtés consécutifs, ou de faire usage en classe de livres régulièrement inscrits sur la liste départementale (1).

Le rapport Dessoie du 21 janvier 1909 s'approprie la même idée et assimile cette contravention à celle dont le père se rend coupable en cas de non-fréquentation de l'école par son fils. Comme elle, elle est punie par l'article 14 de la loi du 28 mars 1882, qui renvoie aux articles 479 et 480 du Code pénal c'est-à-dire qu'elle est passible non seulement d'amende, mais encore de prison (2).

Le projet de loi Perrier-Steeg renchérit encore sur les pénalités contre les entraves apportées au fonctionnement de l'enseignement primaire public (30 mai 1911).

1. *R. O. D.*, III, 424.

2. *R. O. D.*, IV, 100 et 110.

Seront punis d'une amende de 16 à 200 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 2 mois ceux qui auront provoqué les enfants à se soustraire aux exercices réglementaires de l'école publique.

Même idée encore dans la proposition de loi Boutaud du 9 février 1911 (1), qui prévoit des sanctions pénales contre les personnes responsables d'un enfant qui l'empêchent de participer à l'enseignement ou de se servir des livres dans une école publique.

La proposition de loi Buisson du 6 mars 1911 (2), en même temps qu'elle maintient l'assimilation entre la contravention de résistance et la contravention de non-fréquentation, quand la résistance est le fait des parents, édicte des peines plus sévères quand la provocation à la résistance émane d'autres personnes.

Sera punie d'une amende de 100 à 1.000 francs toute personne qui, par les moyens illicites que la loi énumère, aura soustrait ou tenté de soustraire les parents ou les enfants à tout ou partie des prescriptions de la présente loi.

C'est cette idée qui est passée dans le texte définitif du projet de défense de l'école laïque voté par la Chambre le 27 janvier 1914, articles 21 et 22.

1. Chambre des Députés. Annexe n° 756. *Journal Officiel*, 1911, p. 165.

2. Chambre des Députés, Annexe n° 798. *Journal Officiel*, 1911, p. 188.

L'article 21 punit de six jours à un mois de prison la pression exercée sur le père de famille, qui l'aura déterminé à empêcher son fils de participer aux exercices réglementaires de l'école publique, ou de se servir des livres régulièrement mis en usage (provocation à la grève scolaire).

L'article 22 crée le délit d'entrave au fonctionnement de l'école primaire publique soit par organisation de la grève scolaire, soit par pénétration dans les locaux affectés à l'enseignement pour y semer le trouble et le désordre. Six jours à un mois de prison également.

114. *Les projets de réorganisation générale de l'enseignement public. L'irresponsabilité de l'instituteur.* — Mais, à côté de cette défense directe, une autre tendance s'est fait pour jour, qui consiste, non plus seulement à traiter les symptômes et à contraventionnaliser, si l'on peut dire, l'intervention des parents, mais à leur enlever, en transformant l'organisation scolaire elle-même, soit les motifs, soit les moyens de faire entendre leur voix.

D'une manière très générale, on peut dire que les projets de réforme de l'enseignement privé n'étaient, bien souvent, dans la pensée de leurs auteurs qu'une manœuvre de diversion, une sorte de contre-attaque, jugée plus efficace que la défense passive de l'école laïque. Combien cela est encore

plus vrai de tel projet de loi déposé au lendemain même de l'arrêt Morizot et qui entend substituer la responsabilité de l'Etat à celle des instituteurs pour fautes commises dans l'exercice de leurs fonctions ! Nous voulons parler du second projet de loi Doumergue du 1^{er} juillet 1908.

La loi du 20 juillet 1899 a déjà, on s'en souvient, substitué la responsabilité de l'État à celle des instituteurs publics, en cas de responsabilité indirecte de l'article 1384. Il s'agit, aux termes du projet de loi Doumergue, d'étendre cette substitution à la responsabilité de l'article 1382.

Les termes très généraux de l'article 2 :

« La responsabilité civile de l'État est substituée à celle des membres de l'enseignement public, pour les dommages résultant de faits accomplis par eux au préjudice des élèves, pendant le temps de scolarité réglementaire et le temps consacré aux œuvres complémentaires de l'école, lorsque ces œuvres sont dirigées ou surveillées par des membres de l'enseignement public ».

En arrivant à créer, au profit des instituteurs, un véritable privilège d'irresponsabilité, puisque aucune distinction n'est faite entre les fautes de service et les fautes personnelles et que ces dernières ne peuvent entraîner pour l'instituteur une responsabilité civile directe à l'égard des familles que si le dommage résulte d'un fait qualifié crime ou délit par

la loi pénale (art. 2, § 2) Sans doute, l'État pourra exercer un recours contre les membres de l'enseignement public lorsque les condamnations seront devenues définitives, afin de se faire indemniser par eux du montant des condamnations prononcées, sans préjudice de l'action disciplinaire, qu'il pourra exercer, de ce chef, à leur égard (art. 2, § 4).

Mais, n'est-ce pas la preuve que l'État entend ainsi prendre à sa charge les fautes les plus personnelles des instituteurs publics ? C'est donc établir, en leur faveur, un privilège qui n'existe même pas pour les Ministres. Heureux les détenteurs de l'immunité scolaire !

Ce projet n'a pas abouti. La pensée de circonstance qui l'inspirait était trop flagrante.

D'autres projets de loi tendent au contraire à généraliser le problème, et prenant en considération les causes profondes du conflit, soit à transformer certaines institutions scolaires comme le Conseil départemental ou la Caisse des Écoles, soit même à les supprimer, comme les Commissions scolaires.

Réorganisation du Conseil départemental et des conditions d'avancement et de discipline du personnel de l'enseignement primaire,

(Projet de loi Guist'hau du 5 novembre 1912) (1).

1. *R. O. D.*, VIII, 43.

Etablissement de l'égalité de traitement entre les membres de l'enseignement public,

(Proposition de loi Marin du 9 juin 1910) (1).

Développement de l'enseignement laïque.

(Proposition de loi Poulain du 28 février 1913) (2).

Etablissement de l'Inspection médicale dans les Ecoles primaires publiques et privées.

(Projet de loi Briand du 23 mars 1910) (3).

Autant de projets ou de propositions de loi, dont le conflit scolaire n'a été que l'occasion, mais dont la multiplicité même, posant devant le Parlement le problème de savoir s'il était préférable de les examiner séparément ou de mettre l'ensemble sur le chantier a eu comme résultat qu'aucun n'a abouti.

115. Les Caisses des Écoles. — Il en a été de même du projet de loi Guist'hau-Klotz du 4 mars 1912, relatif aux Caisses des Écoles (4), et qui a essayé d'établir, dit l'exposé des motifs, à côté de l'obligation par la contrainte, l'obligation par l'encouragement.

1. Chambre des Députés. Annexe n° 11. *Journal Officiel*, 30 novembre 1910.

2. *R. O. D.*, VIII, 498.

3. *R. O. D.*, V, 187. Rapport Buisson *R. O. D.*, V., 188; Rapport Doizy, *R. O. D.*, VII, 161 et seq.

4. *R. O. D.*, VII, 135. Rapport Viviani, 29 mars 1912, *R. O. D.*, VIII, 140; avis Bouffandeau, *R. O. D.*, VIII, 164.

Du point de vue du père de famille, la liberté du choix n'est garantie que si, comme dans le système de la loi du 10 avril 1867, la caisse des écoles distribue ses secours à tous enfants, indistinctement, qu'ils fréquentent l'école publique ou l'école privée. Mais, d'après un avis du Conseil d'État de 1903, la pratique constante des caisses des écoles est de réserver exclusivement leurs secours aux enfants qui fréquentent l'école publique (1). Le projet de réforme maintient étroitement ce point de vue. La commission de l'enseignement de la chambre y est même si attachée qu'elle hésite à accepter une disposition additionnelle de M. Th. Reinach, aux termes de laquelle les caisses des écoles servent à encourager principalement la fréquentation de l'école publique et subsidiairement les œuvres post-scolaires. La commission craint que les subsides fournis à des œuvres circumscolaires ou post-scolaires ne profitent indirectement à des enfants qui fréquentent l'école privée. Rien ne montre mieux le désir d'influencer le pouvoir de choix des pères de famille et de rendre ainsi obligatoire, non pas seulement l'instruction mais l'école publique elle-même.

116. *Les commissions scolaires.* — Peut-on adres-

1. *Journal des Débats*, du 9 février 1912 et du 14 mars 1912.

ser le même reproche aux projets qui se sont préoccupés de supprimer les commissions scolaires et de les remplacer par l'intervention du juge de paix — en ce qui concerne les contraventions de non-fréquentation — afin de rendre plus efficace le principe d'obligation posé par la loi du 28 mars 1882 ?

Il faut d'abord reconnaître que, si l'on veut que le principe d'obligation ne demeure pas lettre morte, il est indispensable de remanier profondément l'organisation des commissions scolaires (1) qui, dans bon nombre de départements, ne fonctionnent même pas. Ce remaniement ne peut-il aller jusqu'à leur suppression et l'idée de déférer les contraventions au juge de paix, juge de droit commun des contraventions, n'est-elle pas une idée heureuse ? Etant admis le principe de l'obligation, et toutes réserves faites sur l'organisation d'une commission où les pères de famille seraient effectivement représentés, il est permis de le penser.

En tout cas, ce système, tel qu'il est sorti des délibérations de la Chambre le 27 janvier 1914, pour être transmis au Sénat dès le 29, est incontestablement bien supérieur, du point de vue du droit du père de famille, à l'amendement Bouffandeau tel qu'il était présenté à la Chambre en février 1911.

1. Proposition de loi Buisson tendant à rendre rigoureuse l'obligation scolaire, 13 juin 1910, *R. O. D.*, V, 538.

117. *L'hésitation entre les deux méthodes. Les amendements Bouffandeau et Brard.* — Cet amendement accepté, le 11 février 1911, par la commission de l'enseignement écartait la commission scolaire et déférait les infractions à une commission *cantonale* ainsi composée :

Le juge de paix, président,

Un inspecteur primaire,

Deux délégués cantonaux,

Deux instituteurs,

Deux pères ou mères de famille désignés par l'Inspecteur d'Académie, sur une liste dressée par les Conseils municipaux (2 par commune) (1). Cet amendement Bouffandeau, dont l'insertion dans la loi de Finances était demandée et dont la disjonction ne fut prononcée que le 14 avril 1911, à la suite de l'obstruction systématique de la droite (2), n'était en réalité qu'un instrument de lutte.

Il faut en dire autant de la proposition Brard, présentée, à la Chambre le 2 février 1912 (3) et rapportée le 24 janvier 1913 (4), au nom de la commis-

1. A rapprocher de la proposition de loi Buisson du 6 mars 1911, tendant à assurer la fréquentation scolaire par une Commission de citoyens, *R. O. D.* VI, 206. Avis de M. Steeg sur cette proposition, 31 mars 1911, *R. O. D.*, VI, 232.

2. 2^e Séance du 14 avril 1911, *Journal Officiel*, p. 2117-2118.

3. *R. O. D.*, VII, 136.

4. *R. O. D.*, VIII, 164.

sion de l'enseignement, par M. Pierre Dupuy. Cette proposition, en soumettant la création de nouvelles écoles privées, dans les communes de moins de 3.000 habitants, à l'autorisation préalable de l'État, tendait à rétablir, en fait et d'une manière déguisée, le monopole de l'enseignement, qui est bien l'antithèse directe du droit du père de famille.

L'amendement Brard a eu le sort de l'amendement Bouffandeau. Mais, comme le faisait justement remarquer M. Buisson, la Chambre, incessamment ballottée entre des propositions de circonstance, qui venaient arrêter le cours des discussions plus générales et la reprise de ces discussions, une fois que l'obstruction des uns et la lassitude des autres avaient fait échouer, les propositions de lutte, n'a pu aboutir, qu'après plus de cinq années, à un texte transactionnel, sur lequel il nous reste maintenant à jeter un coup d'œil d'ensemble.

118. *Le projet voté en 1914 par la Chambre.* — Le projet a un double but : assurer la fréquentation scolaire proprement dite, protéger les enseignements réglementaires de l'école publique contre les interventions illégitimes.

Le premier objet est obtenu par la suppression des commissions municipales scolaires instituées par l'article 5 de la loi du 28 mars 1882 et par les articles 54 à 60 de la loi du 30 octobre 1886. Elles

sont remplacées comme juge des infractions de non-fréquentation par le juge de paix.

Première admonestation sous forme d'avertissement sans frais, amende de 1 à 5 francs, en cas de première récidive, peines de police de l'article 479 en cas de seconde récidive, telles sont les armes dont dispose le juge de paix pour faire assurer la fréquentation. Il ne peut jamais prononcer la peine de la prison, ni appliquer la contrainte par corps aux indigents, pas plus qu'il ne peut, en aucun cas, s'immiscer dans l'appréciation des matières et des méthodes d'enseignement.

L'article 20 prévoit que les enfants d'âge scolaire rencontrés dans la rue pendant les heures de classe seront conduits immédiatement à l'école à laquelle ils sont inscrits, ou d'office à l'école publique s'ils ne sont inscrits à aucune.

Voilà pour les infractions à la fréquentation.

Mais ne peut-on y assimiler le fait d'empêcher un enfant de participer aux exercices réglementaires de l'école publique où il est inscrit ou de se servir des livres régulièrement mis en usage dans ladite école ? N'est-ce pas en effet une sorte de non-fréquentation ? C'est ce que décide en effet le nouveau projet quand cet empêchement est le fait des parents ou des personnes responsables de l'enfant (art. 14).

Quand ce sont des personnes étrangères à cette qualité qui essayent de faire pression, soit sur les

enfants, soit sur les parents pour les empêcher de recevoir cet enseignement, la loi se montre beaucoup plus sévère et crée un nouveau délit puni de peines correctionnelles six jours à un mois de prison (art. 21).

L'article 22, nous l'avons vu, punit de même de six jours à un mois de prison, le fait d'entraver le fonctionnement régulier d'une école primaire publique, soit en organisant l'abstention des élèves de ladite école, soit en pénétrant dans les locaux affectés à l'enseignement pour y semer le trouble et le désordre.

§ 4. — En faveur du contrôle des parents

Il n'est pas sans intérêt de mettre en parallèle avec ces projets, les propositions de loi qui se sont efforcées d'assurer aux parents, sinon le contrôle sur l'école, du moins une certaine collaboration avec les maîtres.

119. *La proposition Thalamas.* — Faut-il ranger dans cette catégorie la proposition de loi Thalamas du 19 décembre 1910 (1) qui tend — d'après son exposé des motifs — à introduire dans l'ensei-

1. Chambre. Doc. Parl., Annexe n° 610, 2^e séance du 19 décembre 1910, p. 225.

gnement public le principe de la collaboration des familles, par la création d'une justice de paix scolaire chargée d'une procédure de conciliation ?

M. Thalamas insiste, dans l'exposé des motifs, sur la nécessité de la collaboration des parents et des maîtres et fait remarquer que les délégués cantonaux et les membres des conseils d'administration des lycées, en qui l'État a imaginé de voir les représentants officiels des familles, ne sont, en réalité, tant à cause de leur mode de nomination que de la limitation de leurs pouvoirs, que des personnages purement décoratifs.

Or, cette collaboration doit être effective et générale.

Pour être générale, elle doit s'appliquer à tout l'enseignement public. Il serait nécessaire d'accorder la personnalité civile à chaque école. Les parents nommeraient des représentants qui, concurremment avec l'administration et les délégués du personnel, détermineraient l'utilisation de ses ressources (1). Ils auraient aussi une part dans la direction morale comme dans la direction matérielle. Pourquoi ne pas ouvrir les Conseils départementaux et le Conseil supérieur de l'instruction publique aux délégués élus des parents ? Pourquoi

1. Sur les Conseils d'Ecole, cf. *Ecole et Famille*, année 1913, n° 6.

ne seraient-ils pas appelés à faire connaître leur opinion tant sur la rédaction du programme et du plan d'études que sur l'examen des instruments de travail des enfants, livres et matériel scolaires?

Après ces perspectives ambitieuses, le dispositif de la proposition de loi est beaucoup plus modeste.

Il vise simplement à établir une justice de paix scolaire devant laquelle les plaintes présentées contre les maîtres par les parents seront obligatoirement portées. Le rôle de ce tribunal est purement consultatif. Il rendra un jugement motivé qui sera simplement destiné à faire connaître si l'accusation a semblé fondé ou non et pourquoi. Les parties demeurent libres de porter l'affaire, pour sanction ou appel, soit devant les conseils de discipline universitaires, soit devant les tribunaux de droit commun.

Ce qui permet de juger tout de suite s'il s'agit vraiment de collaboration, c'est la composition même de ce tribunal.

Pour l'enseignement primaire, il sera cantonal et constitué par l'inspecteur primaire, président, un représentant des instituteurs et institutrices publiques du canton, élu par ses pairs, un délégué cantonal élu par ses collègues.

Pour l'enseignement secondaire, il sera départemental et constitué par l'inspecteur d'Académie président, un représentant des professeurs et répé-

titeurs des lycées et collèges de garçons et de filles, élu par ses pairs, un membre des conseils d'administration des mêmes lycées et collèges, élu par ses collègues.

Ce qui revient à dire que le représentant des familles, ce sera le délégué cantonal, système, où, dans l'exposé des motifs, M. Thalamas lui-même ne voyait qu'une caricature de collaboration.

120. *La proposition Gurnaude.* — Un autre reproche que l'on peut adresser à ce système, c'est qu'il n'est pas préventif (1). Il n'est qu'un remède à un état de crise tandis que le projet développé par M. Gurnaude, dans la *Revue hebdomadaire* du 23 décembre 1909 (2), se préoccupe beaucoup plus de prévenir que de guérir.

Il propose l'établissement d'une collaboration permanente, ce qui implique bien un certain contrôle de la part des familles, mais ce qui implique surtout que les délégués des parents seront élus par les parents eux-mêmes. Substitution donc à la délégation cantonale actuelle, élue par le conseil départemental, d'une délégation directement élue par les intéressés.

1. Gurnaude. *Parents et Maîtres*, n° 23, p. 501.

2. Qui n'a d'ailleurs pas la priorité sur la proposition Thalamas. M. Thalamas ayant déjà exposé ses projets de justice de paix scolaire dans *le Temps* du 30 octobre 1909.

Ces délégués seraient réunis en conseils, dont les présidents seraient admis dans une proportion à déterminer, soit dans la commission chargée de l'examen des livres, soit dans le conseil départemental.

Ces dispositions sont à rapprocher de la proposition de loi Marin du 10 mars 1910, tendant à confier à une commission de pères de famille le choix des manuels propres à être mis en usage dans les écoles publiques.

Ces projets ont ceci de commun qu'ils ne reculent pas devant une collaboration générale. Au contraire, M. Gurnaud insiste beaucoup sur ce point que la collaboration doit s'exercer dans l'enseignement public à tous ses degrés, de façon à ce que les parents plus modestes de l'école primaire puissent utilement s'appuyer sur ceux dont les enfants fréquentent les lycées et qui ont, avec une position sociale élevée, des lumières, peut-être, plus abondantes.

Ceci de commun aussi, qu'ils se contentent de réclamer des améliorations aux institutions existantes, sans prétendre en changer les bases. Le plus clair de leurs revendications consiste à demander que le délégué cantonal soit élu par les chefs de famille ou qu'un représentant élu des parents

d'élèves soit admis à ce titre dans les conseils d'administration des lycées (1).

121. La proposition Biétry. — Beaucoup plus radical est l'esprit qui animait M. Biétry, quand il déposait en février 1910 sa proposition de loi sur la séparation des écoles et de l'État.

L'idée mère du projet est en définitive de supprimer l'enseignement en tant que service public dirigé par l'État.

L'enseignement primaire demeurant obligatoire, l'État ne conserve qu'un droit de contrôle et toute la direction passe aux mains des communes et des associations scolaires de pères de famille. Ce sont les communes, par exemple, qui, à défaut d'initiatives privées doivent établir une école communale dans un local convenable (art. 4) ; elles mettent au concours l'emploi d'instituteur communal qui est toujours révocable par elles *ad nutum* (art. 10). Mais le principal rôle est dévolu aux associations scolaires de pères de famille. Ce sont elles, qui doivent recueillir les locaux scolaires des mains de l'État, des départements, des communes (art. 23). Elles sont constituées sous forme d'associations

1. Demande présentée au Ministre de l'Instruction publique qui promettait de l'examiner favorablement dès 1908. De nouvelles demandes présentées en mars 1919 et juin 1919 n'ont pas eu plus de succès.

déclarées de la loi de 1901 (art. 24) Le projet prévoit qu'elles doivent comprendre au moins 7 personnes dans les communes de moins de 1.000 habitants ; 9 dans les communes de 1.000 à 5.000 ; 15 dans celles de 5.000 à 20.000, etc. (art. 25).

Mais, sous ces précisions apparentes, ce projet semble n'être qu'une ébauche. Ainsi l'article 27 dispose que, pour l'administration de leurs biens et recettes et dépenses, les associations scolaires de pères de famille sont soumises aux règles générales des lois s'appliquant aux sociétés et au droit commun. Voilà donc des associations de la loi de 1901 qui seraient, en même temps, des sociétés de la loi de 1867 ! Est-ce que le but lucratif a cessé d'être le critérium de la distinction entre sociétés et associations ?

§ 5. — Conclusions générales

122. *Les droits du père de famille.* — La législation existante en cette matière doit toujours être étudiée à la lumière du principe de liberté.

Et pour le père de famille il s'agit d'une double liberté. Le père de famille n'est pas seulement citoyen mais père. A côté des libertés, constitutionnelles qu'il peut invoquer comme tout Français sur le terrain du droit public, il peut exciper, sur le ter-

rain du droit civil, d'un droit naturel inviolable et sacré, ses droits de puissance paternelle. La guerre a relégué au second plan les conflits intérieurs soulevés autour de l'école. Elle a suspendu sans les supprimer, certaines libertés constitutionnelles. Elle n'a pas touché aux droits de puissance paternelle.

Des questions transitoires peuvent avoir perdu beaucoup de leur intérêt. Les problèmes éternels demeurent posés.

Avant comme après la guerre, les articles 203, 371 et suivants, 1384 du Code civil sont comme la charte des droits du père de famille, au même titre que les lois du 28 mars 1882 et du 30 octobre 1886 sont la charte de notre organisation scolaire. C'est le rapprochement de ces principes de droit civil avec ces règles de droit administratif, qui est toute la question des droits du père de famille dans l'enseignement.

A la faveur de la crise scolaire, particulièrement vive dans les années 1907 à 1912, la jurisprudence, notamment celle du Conseil d'État et du Tribunal des Conflits, dans des arrêts demeurés fameux : arrêts Morizot, Pichon, Lapicque, a été amenée à préciser certains points nouveaux dérivant de principes anciens et à reconnaître que le père de famille exerce à l'égard de l'école publique, non seulement une certaine collaboration mais encore un véritable droit de contrôle.

Le mot n'est pas trop fort pour qualifier cette intervention quotidienne du père de famille dans la vie scolaire de l'enfant. Contrôle sur les leçons, pouvant mettre en jeu la responsabilité personnelle de l'instituteur, en tant qu'il est son délégué, contrôle sur les manuels, permettant de demander au Ministre d'en prononcer l'interdiction, contrôle sur l'organisation scolaire elle-même permettant de mettre un terme à la pratique de la gémination, contrôle renforcé par les Associations de pères de famille, autant de procédés dont la jurisprudence, jour après jour, sous certaines conditions et dans certaines limites, a reconnu la parfaite légalité.

Le droit primordial du père dans l'éducation de son enfant, issu de la puissance paternelle, ne demeure donc pas confiné dans le domaine du droit civil. Il déborde dans la vie sociale, il se transpose dans le droit public et nous le voyons se traduire aujourd'hui sous nos yeux par un droit de souveraineté dans l'enseignement domestique, droit de direction dans l'enseignement privé, droit de contrôle dans l'enseignement public.

Vu et approuvé :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Lu et approuvé :

Le Président,

F. LARNAUDE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

Signature illisible.

INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS

A

Amette (Mgr), 3.
Audiffred, 116,
Andrié, 132.
Aulard et Bayet, 51, 101.
Aulard et Debidour, 54.
Aynard, 21.

B

Barrau, 18.
Baudouin, 93.
Béranger, 116.
Besnard, 65.
Biétry, 61, 237.
Blanchemain, 43.
Bois, 26.
Bonnet (Félix), 84.
Bouffandeau, 62, 63, 65, 226, 228 à 230.
Boulat (Mlle), 52, 53, 84.
Boutaud, 222.
Brard, 67, 70, 229, 230.
Briand, 48, 55 à 64, 69, 136, 164, 165, 216, 226.
Brière (Yves de la), 25, 64.
Brousse, 165.
Burret, 169.
Buisson, 29 à 33, 61, 65, 157, 219, 222, 226, 228 à 230.

C

Caillaux, 48, 66.
Calmels, 132, 135.
Gilles

Calvet, 54, 172, 173.
Carabelli, 111.
Casson (de), 5.
Challamel, 35.
Chappedelaine, 61.
Chapuis, 170.
Charmont, 199, 211.
Chavegrin, 199.
Chenais, 45.
Chollet (Mgr), 40.
Clemenceau, 48.
Cochery, 65.
Cochin (Denys), 30.
Crousac-Crétet (de), 57.
Crouzet, 124, 126.

D

Debierre, 48, 67.
Delair, 109.
Delsol, 80.
Demolombe, 11, 76.
Dessoie, 48, 55, 65, 160, 221.
Detourbet, 81.
Dez, 69, 159 à 161, 165.
Didon, 90.
Doumergue, 48, 56, 136, 216, 221, 224.
Dreyfus-Brisac, 81.
Dubois (Louis), 82.
Duguit, 204.
Dufrenne, 50.
Dupanloup (Mgr), 4, 89, 101.
Dupuy (Pierre), 230.
Duranton, 11, 109.

E

Escazeaux, 156.

F

Facque (Robert), 41.
Falloux, 24, 218.

Ferry (Jules), 24, 25, 28, 80, 103, 126, 143, 144, 162.
Fleurot, 59.
Fournière (Eugène), 30.

G

Gallois (Dr Paul), 23, 31, 129 à 131, 134, 137 à 140, 197 à 199,
209, 212.
Garnier, 42.
Gentilt, 194.
Girodet, 54, 55, 57.
Gobron, 77.
Grenier, 37.
Grévin, 132.
Guibert, 31, 32.
Guillouard, 11.
Guiraud, 35, 131, 138 à 140, 198, 199, 209, 212.
Guist'hau, 67, 225, 226.
Gurnaund, 26 à 34, 54, 61, 62, 67, 69, 160, 198, 208, 209, 212,
235, 236.

H

Hamelin, 5.
Hannotin, 155.
Hauriou, 116, 201.
Hendlé, 44, 47.
Henry (Mgr), 39, 71.
Hugonin (Mgr), 13.
Hugot-Derville (Colonel), 35, 194, 195.

J

Jacquín, 45.
Janet, 144.
Jeantet, 169.

K

Keller (Colonel), 35, 57.
Keller (Emile), 57.
Klotz, 226.

L

Lachaize, 172 à 174.
Lacordaire, 24, 90.
Lafferre, 62.
Laferrière, 204.
Lalou, 199, 201.
Lamarque, 84.
Lamarzelle (de), 38.
Lapique, 173, 174, 239.
Laude, 73, 82.
Laurent, 11.
Lavisse, 161.
Lebon, 156, 194.
Lejeune (Mgr), 188.
Lhopiteau, 44.
Liard, 130-131.
Lichtenberger, 144.
Loriquet, 86.
Lorois, 79.
Louis XIV, 18.
Luçon (Cardinal), 60, 155, 186.
Luquet, 180.

M

Mahieu, 62, 168.
Malvy, 63.
Manhès, 37, 207.
Maunoury (Maurice), 44.
Marin, 61, 226, 236.
Martineng, 184.
Massé, 216 à 219.
Maze-Sencier (Georges), 25, 42, 166.
Méray, 81.
Monis, 48, 64, 66.
Monsabré, 101.
Montalembert (de), 24.
Montebello (de), 117.
Monzie (de), 102.
Morel, 59.
Morizot, 53 à 55, 57, 150, 197, 224, 239.

N

Nourisson, 48.

Nouyrit, 135.

O

Ouvrier, 48.

P

Palette, 132.

Paris, 81.

Péchenard (Mgr), 41.

Péraire (Dr), 133.

Perrier, 221.

Pichat, 93, 99, 171, 174.

Pichon, 170, 182, 239.

Piou, 61.

Planiol, 13.

Poitrineau, 188.

Poincaré (Raymond), 30, 48, 67, 119.

Porteret, 170, 171.

Poulain, 226.

Prévost (Marcel), 5.

R

Reinach (Th.), 219, 227.

Renault-Morlière, 200.

Ribot, 116.

Riou, 116.

Rivet (Auguste), 93, 99.

Robelin, 47.

Rodière et Pont, 11.

Rolland, 150.

Romieu, 201.

Rousseaux, 180.

Rouvier, 48.

S

Sabatier (André), 47.

Sangouard, 154.

Sarrien, 48.

Simon, 63.
Sonthonnax, 169.
Sourdat, 109.
Steeg, 66, 137, 137, 163, 221, 229.

T

Tardieu, 150.
Tartinville, 44, 45, 71.
Thalamas, 232, 233, 235.
Thomas (Léonce), 111.
Thouvenot, 41.
Tissot, 90.
Tournier, 26, 27, 33, 41, 71.
Trautner, 30.
Trouillot et Chapsal, 200, 202.

V

Vandepitte, 86, 166.
Violette (Maurice), 214.
Viviani, 226.

W

Waldeck-Rousseau, 93, 94.
Wallon, 77.

Y

Yvert, 181.

Z

Zeller, 41.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Liste alphabétique des ouvrages.</i>	I
<i>Liste alphabétique des revues</i>	VI
<i>Centres de renseignements</i>	VIII
<i>Essai de bibliographie critique</i>	XI

CHAPITRE PREMIER

LE DROIT DU PÈRE DE FAMILLE DANS L'ÉDUCATION

§ 1. — <i>Les bases.</i>	Pages
1. Par quelle autorité ?	1
2. Caractère spécifique de l'autorité du père de famille dans l'éducation.	2
3. Le père éducateur par définition même. . .	2
4. Le droit d'éducation du père de famille est conforme à l'intérêt de l'enfant, de la famille, de la société	3
5. Le fait que les parents peuvent manquer à leur devoir n'est pas une raison suffisante pour les priver de leurs droits.	5
§ 2. — <i>Fondement et nature juridique.</i>	
6. Le droit d'éducation et le Code civil. Ce droit est un attribut de la puissance paternelle . .	6
7. Ce droit n'est pas une liberté individuelle . .	9
8. Inaliénabilité et incessibilité	10

	Pages
§ 3. — <i>Conséquences sociales et droits dérivés.</i>	
9. Deux droits dérivés du droit d'éducation — droit de choisir des collaborateurs — droit de contrôler ces délégués	14
10. Le droit du père en présence des institutions sociales	16
11. Le droit du père et la liberté de l'enseignement	17
12. Le droit du père et la neutralité.	19

CHAPITRE II

LA LUTTE SCOLAIRE ET LES DROITS DU PÈRE DE FAMILLE HISTOIRE DE SEPT ANS (1905-1912)

§ 1. — <i>Les organes de contrôle de l'école laïque. La genèse des associations.</i>	
13. La première association.	23
14. La liberté du père de famille, tradition nationale	24
15. Les caractères de la nouvelle association. — Cantonale. — Civique. — Teinte confessionnelle ?	26
§ 2. — <i>Les associations seront-elles confessionnelles ?</i>	
16. Les tentatives de M. Gurnaud.	28
17. La réunion du 26 mai 1910 aux sociétés savantes.	30
§ 3. — <i>Les associations seront confessionnelles.</i>	
18. Le mouvement confessionnel et l'article du chanoine Guibert	31

	Pages
19. Fondation de l'Union générale des Associations catholiques de chefs de famille	34
20. But, tendances et caractère de l'Union . . .	35
21. Le développement des associations. Rôle de l'épiscopat	39
22. Rôle des congrès diocésains.	40
23. Les ligues et associations catholiques alliées.	41
§ 4. — <i>Les organes de défense de l'école laïque.</i>	
24. La ligue de défense de l'école laïque	44
25. Attitude du Gouvernement.	48
26. Attitude des instituteurs syndicalistes . . .	50
§ 5. — <i>La lutte scolaire.</i>	
27. Le terrain de la lutte : pratique, judiciaire, législatif.	52
28. L'affaire Morizot	53
29. Les projets de loi Doumergue.	56
30. Les déclarations collectives de l'épiscopat . .	56
31. Poursuites contre les évêques	59
32. Poursuites contre les associations de pères de famille	60
33. Premiers symptômes d'apaisement	61
34. L'amendement Bouffandeau	62
35. La chute du ministère Briand et la reprise de la lutte	63
36. Politique extérieure d'abord	66
§ 6. — <i>Les résultats.</i>	
37. Difficulté de porter un jugement d'ensemble.	68
38. Les succès	69
39. Les échecs. Conclusion	71

CHAPITRE III

LES DROITS DU PÈRE DE FAMILLE DANS L'ENSEIGNEMENT DOMESTIQUE ET PRIVÉ

	Pages
§ 1. — <i>Dans l'enseignement domestique.</i>	
40. Ce qu'est l'enseignement domestique	73
41. L'obligation de l'instruction porte-t-elle atteinte aux droits du père de famille ? . . .	75
42. Les sanctions de la loi de 1882. Les examens annuels	78
43. Distinction établie par la jurisprudence entre enseignement domestique et enseignement privé	83
44. Parallèle entre la liberté du père de famille dans l'enseignement domestique et dans l'ensei- gnement privé	85
§ 2. — <i>Dans l'enseignement privé.</i>	
45. Importance nouvelle du rôle du père de famille.	88
46. Société civile ou association ?	91
47. Le droit de direction du père de famille et ses limites	94
48. Le droit d'inspection des délégués du père de famille dans l'école libre.	97

CHAPITRE IV

LES DROITS DU PÈRE DE FAMILLE DANS L'ENSEIGNEMENT PUBLIC. LES PRINCIPES

	Pages
§ 1. — <i>Le droit de contrôle du père sur l'instituteur public.</i>	
49. L'instituteur public est-il le délégué du père de famille ? La thèse négative.	101
50. La thèse affirmative. Arguments généraux. .	104
51. Arguments tirés de l'article 1384, du droit de correction, etc..	108
52. Portée et conséquences de cette délégation. .	112
§ 2. — <i>Le droit de contrôle du père de famille sur le service de l'enseignement public.</i>	
53. Le droit et la liberté du père de famille. . .	113
54. Le rôle des bénéficiaires de service public . .	115
55. Le contrôle des services publics par les particuliers est-il licite ?	116
56. Le contrôle du service de l'enseignement public est-il licite ?	118
57. Ses caractères spéciaux dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur.	120
58. Les deux modes de contrôle. Collaboration gracieuse et collaboration contentieuse . . .	122
§ 3. — <i>La collaboration gracieuse.</i>	
59. L'école éducatrice de la famille	123
60. La collaboration gracieuse telle que la comprend l'Université.	126

	Pages
61. Le mouvement Gallois. La genèse des associations de parents d'élèves	129
62. L'esprit des associations.	130
63. Le développement des associations	132
64. La Fédération des associations de parents d'élèves	134
65. Les résultats obtenus	135
§ 4. — <i>La collaboration contentieuse.</i>	
66. Parallèle entre les associations Gallois et les associations Guiraud	138
67. Les bases de la collaboration contentieuse. Légalité et neutralité	140
68. Analyse de la notion de neutralité	141
69. La neutralité Jules Ferry	143
70. Quand et comment il y a violation de la neutralité.	145

CHAPITRE V

LES DROITS DU PÈRE DE FAMILLE DANS L'ENSEIGNEMENT PUBLIC. LES APPLICATIONS

71. Les diverses applications de la collaboration contentieuse.	148
§ 1. — <i>Les violations de la neutralité par l'instituteur. Les fautes personnelles de l'instituteur.</i>	
72. Les diverses responsabilités de l'instituteur.	149
73. La fixation de la jurisprudence par l'affaire Morizot	150
74. Où commence le domaine de la faute personnelle ?	151

	Pages
75. Les demandes reconventionnelles de l'instituteur	154
§ 2. — <i>La violation de la neutralité par le manuel.</i>	
76. Suivant quelles règles le manuel est choisi par l'instituteur.	157
77. L'interdiction gracieuse.	160
78. Du droit de l'instituteur de changer les manuels.	161
79. Droit du Ministre.	165
80. Insuffisance des voies gracieuses	166
81. Les voies contentieuses. Vue générale	166
82. Première fausse route. Impossibilité de poursuivre l'instituteur pour faute personnelle	168
83. Deuxième fausse route. Impossibilité d'attaquer la décision du recteur	170
84. Troisième fausse route. Impossibilité de demander au Ministre de prononcer l'interdiction pour une école déterminée	172
85. Le décret du 1 ^{er} juillet 1913	175
86. Le décret du 21 février 1914	176
87. Quatrième fausse route. Impossibilité de demander l'interdiction sans faire valoir les motifs.	177
§ 3. — <i>Les exclusions de l'école.</i>	
88. L'exclusion de l'école.	178
89. Son caractère temporaire	179
90. Une exclusion d'une durée indéterminée peut-elle être appelée temporaire ?	180
91. La grève scolaire est-elle licite ?	182
92. Comment est-elle possible ?	184
§ 4. — <i>L'illégalité de l'école gémisée.</i>	
93. Distinction fondamentale entre école mixte et école gémisée	185
94. La légalité de l'école mixte. Les conditions.	186

	Pages
95. L'illégalité de l'école géminée. Le vœu du Conseil supérieur de décembre 1906	188
96. Suivant quelles voies la protestation des parents met fin à la gémination	192
97. La réponse du Ministre du 13 janvier 1914. .	194
98. La circulaire d'avril 1914	195
§ 5. — <i>Les associations de pères de famille et leur légalité.</i>	
99. Nécessité pratique du groupement des pères de famille	196
100. La forme syndicale est-elle possible ? . . .	197
101. Comment s'est posé le problème pour les associations	198
Licéité des associations	200
A. Réponse au grief tiré de leur objet	200
a 102. Principe général de liberté de la loi de 1901	200
b 103. Nécessité de ne pas confondre but et moyens	201
c 104. Licéité de la surveillance exercée autour de l'école	202
B. 105. Réponse au grief tiré de la complexité de leurs statuts.	207
C. 106. Réponse au grief tiré de l'irrecevabilité de leurs actions	207
107. Recevabilité des actions	210

CHAPITRE VI

LES PROJETS DE RÉFORME

§ 1. — *De la puissance paternelle.*

108. Analyse des lois nouvelles. Loi du 3 juillet 1915	214
109. Loi du 5 août 1916	214
110. Loi du 27 juillet 1917	215

	Pages
§ 2. — <i>Dans l'enseignement privé.</i>	
111. Le rapport Massé sur l'enseignement primaire privé.	217
112. Le rapport Massé sur l'enseignement secondaire privé	218
§ 3. — <i>Dans l'enseignement public. Contre le contrôle des pères de famille.</i>	
113. Les projets de défense directe de l'école laïque.	220
114. Les projets de réorganisation générale de l'enseignement public. L'irresponsabilité de l'instituteur	223
115. Les caisses des écoles.	226
116. Les commissions scolaires	227
117. L'hésitation entre les deux méthodes. Les amendements Bouffandeau et Brard.	229
118. Le projet voté en 1914 par la Chambre.	230
§ 4. — <i>En faveur du contrôle des parents.</i>	
119. La proposition Thalamas	232
120. La proposition Gurnaude	235
121. La proposition Biétry	237
§ 5. — <i>Conclusions générales.</i>	
122. Les droits du père de famille	238
<i>Index alphabétique des noms</i>	<i>241</i>
<i>Table des matières.</i>	<i>247</i>

